

## TABLE DES MATIÈRES

<b>France : Mouvements dans l'Éducation</b> .....	<b>3</b>
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Les syndicats enseignants réitèrent leur appel à manifester samedi - mardi 20 mai 2008   07h53 .....	3
LE FIGARO : Remplacement des profs : les raisons d'une réforme : Les heures d'absence se comptent en millions et les élèves, surtout au collège, sont souvent privés d'enseignants. - Mardi 20 mai 2008 .....	3
LE MONDE : ENSEIGNEMENT : CONTRE LES RÉFORMES DE M. DARCOS ET LES SUPPRESSIONS DE POSTES - Édition du mardi 20 mai 2008 .....	4
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters M. Darcos campe sur ses positions malgré la mobilisation des enseignants - Mis à jour le lundi 19 mai 08   20h06 .....	4
LIBÉRATION.FR : Éducation nationale: Darcos tente un désamorçage : Le ministre de l'Éducation nationale propose aux enseignants des avancées en termes de carrière et de pouvoir d'achat. «A côté de la plaque», répondent les syndicats, qui renouvellent leur appel à manifester samedi - lundi 19 mai 2008 ..	5
LIBÉRATION.FR : Instituteurs: vraie colère et fausse manif - lundi 19 mai 2008 .....	5
LE MONDE.FR : Article interactif : Service minimum d'accueil : les syndicats dénoncent une "provocation" de Nicolas Sarkozy - vendredi 16 mai 08   15h445	6
LEMONDE.FR avec AFP : Xavier Darcos annonce la création d'une "agence nationale de remplacement" des enseignants - vendredi 16 mai 2008   10h18 ..	6
LE MONDE : M. Sarkozy remobilise la droite face aux enseignants - Édition du samedi 17 mai 2008 .....	6
LE MONDE : Eclairage : Retour aux fondamentaux de la politique - Édition du samedi 17 mai 2008 .....	7
LIBÉRATION : Éditorial : Bête noire , par laurent joffrin - vendredi 16 mai 2008 .....	7
LIBÉRATION : La grève dans le viseur de l'Élysée : A peine les manifestants avaient-ils fini de défilé que le président de la République annonçait un projet de loi instaurant un «droit d'accueil» dans le primaire - vendredi 16 mai 2008 .....	7
LIBÉRATION.FR : Loi sur l'accueil obligatoire des enfants en cas de grève: «inconstitutionnel», selon Hollande : Le premier secrétaire PS accuse aussi Nicolas Sarkozy d'«ouvrir une épreuve de force inutile et blessante» et de «diviser les Français». - vendredi 16 mai 2008 .....	8
LIBÉRATION.FR : «Dans ma commune, je n'ai que mon garde-champêtre à mettre au milieu de la cour» - vendredi 16 mai 2008 .....	8
NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Darcos veut une agence pour remplacer les profs absents - vendredi 16 mai 2008   16:22 .....	9
NOUVELOBS.COM GREVE DU 15 MAI : Suppressions de postes dans l'éducation : la Fidl "interpelle" Sarkozy - vendredi 16 mai 2008   16:13 .....	9
NOUVELOBS.COM : GREVE DU 15 MAI : SMA : Sarkozy passe en force, la gauche et les syndicats s'insurgent - vendredi 16 mai 2008   15:57 .....	10
NOUVELOBS.COM : REFORME : Journée d'actions des fonctionnaires : entre 200 et 300.000 manifestants - vendredi 16 mai 2008   16:22 .....	10
LE FIGARO : Éditorial : Sarkozy contre les tabous français - Vendredi 16 mai 2008 .....	11
LE FIGARO : 1ère page : Nicolas Sarkozy impose le service minimum dans les écoles : Le chef de l'État veut un projet de loi avant l'été qui oblige les enseignants grévistes à se déclarer 48 heures à l'avance et les communes à accueillir les enfants. - vendredi 16 mai 2008 .....	11
LE FIGARO : École: Sarkozy s'engage sur le service minimum - vendredi 16 mai 2008 .....	11
LE FIGARO : Le chef de l'État en première ligne sur une de ses promesses de campagne - Vendredi 16 mai 2008 .....	12
LE FIGARO : La gauche et les syndicats protestent - Vendredi 16 mai 2008 .....	12
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Fonction publique : mobilisation "très bien suivie" selon la CGT, près d'un enseignant sur deux en grève - Mis à jour le jeudi 15 mai 2008   15h06 .....	12
NOUVELOBS.COM : Journée d'actions des fonctionnaires : une grève "très suivie", selon la CGT - jeudi 15 mai 2008   14:45 .....	13
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Fonction publique : le gouvernement dénonce une grève "surannée", "datée" et "égoïste" - Mis à jour le jeudi 15 mai 2008   11h01 .....	14
LIBÉRATION.FR : Environ la moitié des enseignants en grève aujourd'hui : Plus de 55% de grévistes dans le secondaire selon les syndicats, 40% selon le ministère. L'ensemble de la fonction publique est appelée à se mobiliser aujourd'hui. A Paris, manifestation à 14 heures - jeudi 15 mai 2008 .....	14
NOUVELOBS.COM : GREVE DU 15 MAI : Heure par heure - la grève dans la Fonction publique - jeudi 15 mai 2008   15:24 .....	14
LIBÉRATION : Abécédaire de la colère des fonctionnaires : Baisse des effectifs et recours au privé mobilisent la fonction publique - jeudi 15 mai 2008 .....	15
LE FIGARO : 1ère page : Darcos veut remettre au travail les 23000 profs sans élèves - Jeudi 15 mai 2008 .....	15
LE FIGARO : Ces 23 000 enseignants sans élèves visés par Darcos : Face à la grogne contre les suppressions de postes, le ministre s'attaque au problème des profs absents de leurs classes. - Jeudi 15 mai 2008 .....	15
LE FIGARO : Des profs employés pour défendre le foot ou le marais poitevin : Certains enseignants « détachés » occupent des emplois très éloignés de l'enseignement - Jeudi 15 mai 2008 .....	16
LE FIGARO : Éditorial : Les abus de l'Éducation nationale - Jeudi 15 mai 2008 .....	16
LE MONDE : 1ère page : M. Darcos et les syndicats fâchés à cause des chiffres - Édition du jeudi 15 mai 2008 .....	17
LE MONDE : Le nombre d'enseignants grévistes, une bataille récurrente entre syndicats et ministère - Édition du jeudi 15 mai 2008 .....	17
LE MONDE : Mouvement lycéen, grève des profs, " ponts " : depuis avril, les jours de classe se font rares - Édition du jeudi 15 mai 2008 .....	18
LE MONDE : Débat : Lycéens : les raisons de la colère : Les suppressions aveugles de postes d'enseignants tournent le dos à une véritable ambition éducative, par Florian Lecoultré, Président de l'Union nationale lycéenne - Édition du jeudi 15 mai 2008 .....	18
LE MONDE : Débat : Quand le débat sur l'école tourne au dialogue de sourds : Les contraintes budgétaires sont indéniables, mais une meilleure utilisation des moyens est essentielle, par Jean-Christophe Garde, Professeur de physique et de chimie au lycée Léonard-de-Vinci, à Saint-Michel-sur-Orge (Essonne) - Édition du jeudi 15 mai 2008 .....	19
NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Grève : Gérard Aschieri pose ses conditions - mercredi 14 mai 2008   14:57 .....	19
NOUVELOBS.COM : LA GREVE DU 15 MAI : Qui fait grève et pourquoi - Mercredi 14 mai 2008   14:58 .....	19
LIBÉRATION.FR : Darcos: les profs grévistes doivent se déclarer à l'avance - mardi 13 mai 2008 .....	20
LE FIGARO : 1ère page : Service minimum, lycéens : la semaine décisive de Darcos - Lundi 12 mai 2008 .....	20
LE MONDE : ENSEIGNEMENT Le ministre de l'éducation a reçu vendredi 9 mai les deux principales organisations lycéennes : Xavier Darcos veut bâtir un " lycée à la carte " - Dimanche 11 mai 2008 .....	21
LE MONDE : Les syndicats lycéens satisfaits - Dimanche 11 mai 2008 .....	21
LIBÉRATION : Darcos profite du bac tout proche pour enterrer la contestation : Education. Les syndicats lycéens reconnaissent des «avancées» mais sont divisés - samedi 10 mai 2008 .....	22
LIBÉRATION.FR : Les lycéens restent chauds avant le 15 mai - mercredi 7 mai 2008 .....	22
NOUVELOBS.COM : REFORME DE L'EDUCATION : Nouvelles manifestations des lycéens en France - Mardi 06 mai 2008   15:24 .....	22
NOUVELOBS.COM : MOUVEMENT LYCEEN : Les manifestations ville par ville - Mardi 06 mai 2008   15:35 .....	23
NOUVELOBS.COM : LA JOURNEE D'ACTION DES LYCEENS : 3 questions à Robi Morder : "Le rapport de force se reconstruit chaque jour" - Mardi 06 mai 2008 ..	23
LIBÉRATION.FR : Les lycéens de province tiennent bon en attendant le retour des «Parisiens» - mardi 29 avril 2008 .....	23
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Forte mobilisation lycéenne en province   Mardi 29 avril 2008   20h28 .....	24
LEMONDE.FR : Nouvelle journée de mobilisation des lycéens en province - avec Reuters   Mardi 29 avril 2008   11h28 .....	24
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Education nationale : l'appel à la grève le 15 mai se généralise - Mis à jour le jeudi 24 avril 08   17h42 .....	24
LE MONDE : Des élèves enthousiastes pour leur "remise à niveau" - jeudi 24 avril 08   13h52 .....	24
LE MONDE : Programmes du primaire : Xavier Darcos espère que le "terrain" va tempérer le tollé syndical - jeudi 24.04.08   13h52 .....	25
NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Les écoles primaires en grève le 15 mai - jeudi 24 avril 2008   16:33 .....	25
NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : 15 mai : la grève s'étend aux collèges et aux lycées - Jeudi 24 avril 2008   à 16:45 .....	26
LE FIGARO : Débats : À qui profitent les manifestations de lycéens ?, par Pierre Schweitzer, analyste, Liberté chérie (association libérale militante - Mercredi 23 avril 2008 .....	26
LE MONDE : Le mouvement lycéen s'organise pour tenter de passer le cap des vacances - Mise à jour le lundi 21 avril 2008   15h28 .....	26
LE FIGARO.FR : Alix Nicolet, discrète égérie des luttes lycéennes - vendredi 18 avril 2008   à 12:59 .....	27
MÉTRO-MONTRÉAL : France : Arrestation et gaz lacrymogène - vendredi 18 avril 2008 .....	28
FRANCE-SOIR : Xavier Darcos : "Il est interdit d'interdire la réforme" - vendredi 18 avril 2008 n°19775, page 4 .....	28
NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Entre 13.000 et 50.000 manifestants à Paris contre les suppressions de postes - jeudi 17 avril 2008   à 18:54 .....	29
NOUVELOBS.COM : Education : entre 20 et 40.000 manifestants à Paris - jeudi 17 avril 2008   à 16:25 .....	29
LIBÉRATION.FR : Lycéens: une manif d'avant-vacances - jeudi 17 avril 2008 .....	30
LIBÉRATION.FR : Web et SMS: les armes de la mobilisation lycéenne - jeudi 17 avril 2008 .....	30

LE MONDE : ÉDUCATION NOUVELLE MANIFESTATION JEUDI 17 AVRIL : Les organisations lycéennes, acteurs fragiles de la mobilisation – Jeudi 17 avril 2008	31
LE FIGARO : Manifestations lycéennes: la colère des parents : Les altercations entre parents exaspérés et lycéens bloqueurs vont grandissant – Mercredi 16 avril 2008	31
LE FIGARO : La mobilisation ne faiblit pas - Mercredi 16 avril 2008	31
LE FIGARO : Ces lycéens qui boudent les cortèges et les blocages : Si certains se disent « solidaires » des manifestants, la plupart des élèves privilégient leur travail – Mercredi 16 avril 2008	32
LIBÉRATION : «Dans mon lycée, on est sous terre» : Classes surchargées, options supprimées... Doléances d'élèves de banlieue. - mercredi 16 avril 2008	32
LIBÉRATION : Blocus à haute tension : Au lycée du Kremlin-Bicêtre, un exemple de pression policière - mercredi 16 avril 2008	32
LIBÉRATION : Education: les petits calculs de Darcos : Alors que le ministre de l'Éducation reste sourd à la mobilisation des lycéens, «Libération» décrypte son plan de suppressions de postes qui menace la qualité de l'enseignement. - mercredi 16 avril 2008	33
LIBÉRATION.FR : Darcos reçoit les lycéens mais reste inflexible sur les suppressions de postes - mercredi 16 avril 2008	33
LE MONDE : L'enseignement de la lecture en grande section de maternelle est contesté chez les instituteurs – Mercredi 16 avril 2008	34
LIBÉRATION.FR : Enseignants et lycéens main dans la main dans la rue contre Darcos - mardi 15 avril 2008	34
LE MONDE.FR : Entre 20 000 et 40 000 personnes défilent à Paris contre les suppressions de postes dans l'éducation – Mardi 15 avril 2008   à 16h48	35
LE FIGARO : Xavier Darcos : «non au statu quo à l'école» - mardi 15 avril 2008	35
LIBÉRATION : La colère au programme des instits : Les professeurs des écoles défilent aujourd'hui avec ceux du secondaire. - mardi 15 avril 2008	36
LIBÉRATION.FR : Darcos accuse les syndicats de «pousser les lycéens devant eux» - : vendredi 11 avril 2008	36
LE FIGARO : Mobilisation en hausse pour les lycéens – Vendredi 11 avril 2008	37
LE FIGARO : Le recteur de l'académie de Créteil : « Des contres-vérités excitent les esprits » - Vendredi 11 avril 2008	37
24 HEURES : France – Vendredi 11 avril 2008	37
LE MONDE.FR : La contestation lycéenne contre les suppressions de postes prend de l'ampleur, avec AFP et Reuters, jeudi 10 avril 2008   à 20h48	37
REUTERS : Les lycéens toujours plus nombreux dans la rue – Jeudi 10 avril 2008   à 20h12P	38
LIBÉRATION.FR : Le mouvement lycéen monte en puissance - jeudi 10 avril 2008	38
NOUVELOBS.COM : MANIFESTATIONS LYCEENES : Plusieurs milliers de lycéens ont manifesté à Paris : Ils étaient mardi après-midi entre 8.500 et 20.000 à Paris, pour protester contre les suppressions de postes. 12 interpellations ont eu lieu – Mercredi 09 avril 2008   à 11:32	39
NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Suppressions de postes : 4 établissements scolaires occupés – Jeudi 09 avril 2008   à 11:31	39
LE FIGARO : Darcos reste ferme face aux défilés lycéens – Mercredi 09 avril 2008	40
LE MONDE.FR : Plusieurs milliers de lycéens dans les rues de Paris contre les suppressions de postes - Mardi 08 avril 2008   à 19h54	40
LE MONDE.FR : Dans la "cellule de crise" du rectorat de Créteil, avant la mobilisation lycéenne – Mardi 08 avril 2008   à 14h34	40
LIBÉRATION : Les lycéens mettent la pression, Darcos reste sur ses positions - vendredi 4 avril 2008	41
NOUVELOBS.COM : EDUCATION : Plusieurs milliers de lycéens ont manifesté contre les réductions d'effectifs – jeudi 03 avril 2008   20:52	41
LE MONDE.FR : La réduction de ses marges budgétaires met M. Darcos en difficulté - LE MONDE   Jeudi 03 avril 2008   11h22 • Mis à jour le jeudi 03 avril 2008   19h07	42
LE MONDE.FR : Le lycée Ronsard, à Vendôme, bien noté - LE MONDE   Mercredi 02 avril 2008   16h57 • Mis à jour le mercredi 02 avril 2008   16h57	43
LE MONDE : EDUCATION : Effervescence croissante dans l'enseignement secondaire : Les 11 200 suppressions de postes annoncées mobilisent enseignants et lycéens - Article paru dans l'édition du vendredi 28 mars 2008	43

# France : Mouvements dans l'Éducation

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Les syndicats enseignants réitèrent leur appel à manifester samedi - mardi 20 mai 2008 | 07h53



AFP/THOMAS COEX

Entre 20 000 et 45 000 personnes, selon les sources, ont manifesté dimanche 18 mai contre les suppressions de postes prévues à la rentrée dans l'éducation.

Au surlendemain d'une nouvelle manifestation d'enseignants qui a réuni dimanche à Paris entre 20 000 et 45 000 personnes pour protester contre des suppressions de postes prévues à la rentrée, le ministre de l'éducation nationale a invité, lundi 19 mai, les syndicats à un "dialogue social responsable" dans des lettres adressées aux secrétaires généraux de la FSU, du SGEN-CFDT et de l'UNSA-Education, dont l'AFP et Reuters ont obtenu une copie.

Le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, y propose aux syndicats enseignants de "débatte" sur les "améliorations concrètes en termes de carrière et de pouvoir d'achat" et souhaite que le dossier de la revalorisation de la condition enseignante soit "ouvert rapidement". Il promet une "démarche concrète" portant sur le recrutement, les conditions financières et d'affectation, le pouvoir d'achat, le déroulement de carrière et l'exercice du métier d'enseignant. Xavier Darcos précise qu'il proposera bientôt un "document de méthode" définissant les thèmes et les principes généraux des discussions des prochains mois. Il suggère aussi d'"aborder" et d'"accompagner l'évolution des conditions d'exercice du métier".

## "DÉGAGER DES CONVERGENCES"

A l'issue du défilé de dimanche, Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, avait dit espérer du gouvernement "quelques gestes qui permettraient de renouer le dialogue, sur le programme des écoles, la revalorisation des métiers, par exemple". Dans sa lettre à Gérard Aschieri, Xavier Darcos promet "la plus large concertation" sur la réforme des lycées, dont il dit vouloir établir le cadre général d'ici à début juillet.

"Quelles que soient les différences d'approche qui peuvent exister, je suis convaincu que (...) nous pourrions dégager les convergences nécessaires à la conduite de réformes indispensables pour

améliorer la qualité du service public auquel nous sommes tous attachés", conclut le ministre.

Xavier Darcos avait annoncé dimanche soir, dans l'émission d'Europe 1 et TV5 "Le grand rendez-vous", que les organisations syndicales recevraient cette lettre tout en excluant le retrait des projets de réforme du gouvernement "quelle que soit la dimension des manifestations".

## Les syndicats réitèrent leur appel à manifester samedi

Les syndicats de l'éducation nationale ont accueilli les propositions de M. Darcos en confirmant lundi leur appel à une nouvelle journée d'action contre les suppressions de postes et le service minimum à l'école. Ils invitent les enseignants à participer à de nouvelles manifestations samedi, un peu partout en France, a précisé un porte-parole de la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Pour jeudi, jour de mobilisation pour la défense des retraites, la FSU s'est jointe à la mobilisation des autres fédérations de la fonction publique mais n'appelle pas à une grève nationale des enseignants.

Un peu plus tôt, une intersyndicale du primaire (SNUipp-FSU, SE-UNSA, SGEN-CFDT) s'était mise d'accord sur le principe d'une lettre ouverte à Nicolas Sarkozy et d'une pétition protestant contre son projet de droit d'accueil en primaire. - (Avec AFP et Reuters)

## LE FIGARO : Remplacement des profs: les raisons d'une réforme : Les heures d'absence se comptent en millions et les élèves, surtout au collège, sont souvent privés d'enseignants. - Mardi 20 mai 2008



Avec la multiplication des matières (ici une jeune professeur de sciences), les remplacements sont plus difficiles à effectuer dans les collèges et les lycées.

CÉCILIA GABIZON

ÉDUCATION PARMIS les nombreux chantiers ouverts par Xavier Darcos, le remplacement des professeurs absents figure en bonne place. Le ministre veut réformer un système rigide et, souvent, inefficace. En effet, d'un côté, les heures d'absence des professeurs se comptent en millions. Deux millions d'heures d'absence dites prévisibles et de courte durée ( formation, jour-

née pédagogique...). Trois millions d'heures pour les absences de courte durée non prévisibles ( maladies, accidents...). Et encore trois millions pour les absences de longue durée ( congés maternité, etc.). De l'autre, 50 000 enseignants spécialement affectés à ces défections, prévisibles ou imprévisibles. Parmi eux, ils sont dix mille à rarement voir des élèves.

Pour calmer la fronde des enseignants, le ministre a proposé hier aux syndicats d'ouvrir des négociations sur la revalorisation, notamment financière, du métier. Cela ne remet pas en cause sa volonté de resserrer la gestion du corps enseignant et la création d'ici la rentrée 2009 d'une « agence du remplacement », chargée de planifier les besoins et d'optimiser les affectations. Car, aujourd'hui, chaque académie vit en autarcie, parfois de façon absurde. Un système cloisonné. Prenez Avignon et la ville voisine de Villeneuve-lès-Avignon. À ce jour, un professeur remplaçant ne peut franchir le pont séparant les deux communes, car elles dépendent d'académies différentes. Or les enseignants remplaçants sont affectés à une académie, dans une zone ou un département. Certains parcourent plusieurs centaines de kilomètres. Quand d'autres tournent dans une petite circonscription. L'agence devrait redéfinir les périmètres d'intervention et décloisonner un système encore rigide en pratiquant « l'interacadémisme ». L'autre objectif est d'inciter les enseignants à être en formation pendant leurs vacances. Un nombre fixé localement. En apparence, le dispositif de remplacement semble adapté au terrain, puisque

le nombre de professeurs affectés à cette tâche est décidé par chaque rectorat. La plupart réservent 6 % de leurs effectifs. Mais cette proportion n'est pas toujours adéquate. Or beaucoup ont du mal à anticiper leurs véritables besoins. Dans le Sud, qui compte plus de professeurs d'âge mûr, les départs en cours d'année sont importants. La région parisienne compte, elle, de très nombreux congés maternité dans une profession ultra-féminisée ( à 80 % dans le primaire et encore 57 % au collège). Le primaire mieux loti. Dans le primaire, environ 26 000 titulaires opèrent les remplacements avec efficacité. Carine fait partie d'une « brigade départementale de remplacement » en Seine- Saint- Denis. Chaque fin de semaine, elle reçoit par mails ses affectations de la semaine suivante. « Je ne suis jamais inoccupée », assure-t-elle. Ces brigades départementales sont ultra- spécialisées : l'une remplace les instituteurs en formation, l'autre couvre les courtes absences et une dernière résout les longues absences « Le primaire est plus simple à planifier car c'est un professeur par classe », explique les autorités. Le point noir du collège. Ces dernières années, des parents ont intenté des procès dans certains cas extrêmes, las de voir les enseignants non remplacés. En théorie, 11 000 professeurs titulaires sont disponibles. Mais cette fois, il existe 150 disciplines pour 8 000 établissements du second degré. Ce qui complique singulièrement la gestion. Dans certaines disciplines en excédent de personnel, comme les lettres ou l'éducation physique, certains professeurs n'ont guère l'occasion



de faire cours. Ils sont en principe affectés à un établissement, peuvent faire du soutien scolaire, des missions. Les performances varient énormément d'une académie à l'autre. Et les contrôles restent faibles. L'obstacle des absences de courte durée. L'Éducation nationale peut être sanctionnée si elle n'a pas assuré ses obligations scolaires au-delà de quinze jours d'absence. Avant, c'est aux établissements de trouver des solutions en interne, en demandant, depuis 2006, aux autres professeurs d'effectuer des heures supplémentaires. Dans la pratique, les élèves ont rarement cours. Pour les durées supérieures à un mois, le taux de remplacement est élevé, autour de 95 %. Mais d'importantes variations saisonnières existent, notamment en janvier et février, lorsque « beaucoup de remplaçants sont déjà affectés et que survient la saison des gripes, des grosses fatigues », explique Laurent Petrynka, directeur de cabinet du recteur de Créteil. L'Éducation nationale fait alors appel à des vacataires, étu-

dants, des retraités... Ils seraient près de 10 000 par an.

#### La souplesse du système dans le privé

Dans l'enseignement privé sous contrat, le système de remplacement est radicalement différent de celui du public, car les écoles privées ne disposent pas d'un corps de remplaçants titulaires mais embauchent les remplaçants au cas par cas et par contrat à durée déterminée. Concrètement, chaque direction diocésaine dispose d'une liste de remplaçants disponibles auxquels les directeurs d'école peuvent faire appel. Conditions pour figurer sur ces listes : avoir un niveau licence et avoir passé un ou plusieurs entretiens avec des directeurs d'école. Les candidats au remplacement sont souvent des étudiants qui préparent les concours ou qui les ont ratés... Les directeurs d'école ne sont pas obligés de faire appel à la direction diocésaine mais peuvent tout simplement contacter une personne qu'ils connaissent, du moment que cette personne a un niveau licen-

ce. Souplesse supplémentaire, si un diocèse n'a pas de remplaçant disponible dans une matière spécifique, il peut s'adresser à un autre diocèse. Dernière possibilité, les écoles privées peuvent avoir recours aux enseignants de l'établissement, s'ils le souhaitent et si leurs emplois du temps sont compatibles. Ces derniers sont alors payés sous forme d'heures supplémentaires. « En moyenne, indique Yann Diraison, au secrétariat général de l'enseignement catholique, le délai de remplacement est de deux ou trois jours. » Très souple, ce système présente cependant deux faiblesses : tout d'abord, le niveau de formation des remplaçants, même si ces derniers reçoivent une formation de base. Autre fragilité, le faible niveau de salaires et la précarité vécue par les remplaçants. Depuis cette année, les personnes ayant plus de six ans de suppléance sont titularisées.

A. SÉ

## LE MONDE : ENSEIGNEMENT : CONTRE LES RÉFORMES DE M. DARCOS ET LES SUPPRESSIONS DE POSTES – Édition du mardi 20 mai 2008



des écoles étaient habillés en blouses grises à l'ancienne pour se moquer des "programmes réactionnaires". D'autres avaient détourné une chanson de Carla Bruni : "Pourtant tout l'univers dit : nous, on n'est pas d'accord." Un professeur de collège breton portait une pancarte : "Allègre a dégraissé, Darcos va désosser." Dans une ambiance festive, la FSU, fédération syndicale majoritaire dans l'éducation, a réuni dimanche 18 mai à Paris, de l'Opéra à la Bastille, entre 20 000 personnes (selon la police) et 45 000 (selon les organisateurs) pour protester contre les suppressions de postes et la politique éducative du gou-

vernement. Le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, a exclu tout retrait de ses projets de réforme. Il a néanmoins envoyé aux syndicats, qui devaient se réunir lundi 19, une lettre les invitant à venir le voir pour "discuter des réformes".

CHESNOT/SIPA

## LEMONDE.FR avec AFP et Reuters M. Darcos campe sur ses positions malgré la mobilisation des enseignants - Mis à jour le lundi 19 mai 08 | 20h06

Le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, a exclu, dimanche 18 mai, lors de l'émission d'Europe 1 et TV5, "Le Grand Rendez-Vous", tout retrait des projets de réforme du gouvernement "quelle que soit la dimension des manifestations". Interrogé sur sa volonté ou pas d'"assouplir, réduire ou retirer certains de (ses) projets", le ministre a répondu : "bien sûr que non."

Xavier Darcos a cependant ouvert la porte à la discussion avec les organisations syndicales. "Ils recevront de ma part demain [lundi] une lettre les invitant à venir me voir sur des sujets que nous avons devant nous : la réforme du lycée, la réforme du métier d'enseignant, l'amélioration des carrières", a-t-il annoncé.

#### POUR GÉRARD ASCHIERI, LA LETTRE DE XAVIER DARCOS EST UN "PETIT GESTE"

Le ministre de l'éducation a toutefois exclu toute idée de décision partagée entre syndicats et gouvernement. "Ce n'est pas de la cogestion. Je discute avec les syndicats de tout, mais je voudrais qu'on me laisse assumer pleinement les responsabilités qui sont les miennes", a-t-il souligné. Il a dit ne pas craindre une perturbation des examens, et notamment du baccalauréat à la fin de l'année scolaire.

Il intervenait peu après la manifestation qui a rassemblé plus de trente-cinq mille personnes à Paris qui protestaient contre les dizaines de milliers de suppressions de poste prévues dans l'éducation. De nombreux adhérents de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) ainsi que quelques lycéens s'étaient joints à cette manifestation nationale, à l'appel de la FSU (Fédération syndicale unitaire), majoritaire dans l'édu-

cation et réunissant les personnels, enseignants et administratifs de la maternelle à l'université.

Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, a estimé dimanche soir que la lettre à l'intention des syndicats annoncée par Xavier Darcos était un "petit geste", sans être toutefois "à la hauteur de la mobilisation". Tout en ajoutant avoir eu "le sentiment d'un petit changement de ton" du ministre, avec un "propos moins agressif", le secrétaire général de la FSU a souligné que "beaucoup de problèmes subsistaient". "On ne réclame pas de la cogestion", mais "de la concertation, c'est tout", a poursuivi M. Aschieri, soulignant que cette concertation que les syndicats appellent de leurs vœux, ils ne l'avaient "pas encore eue".

#### LE SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL ASSURE LA MOBILISATION

A propos de l'annonce du président de la République d'un projet de loi sur un accueil obligatoire dans les écoles en cas de grève, M. Aschieri a estimé qu'il s'agissait d'un "leurre et d'une diversion". L'objectif initial des organisateurs de la manifestation de réunir dix mille participants avait été révisé à la hausse après le tollé provoqué dans les syndicats enseignants après que Nicolas Sarkozy eut fait part de sa volonté d'imposer avant l'été et par la loi le service minimum d'accueil (SMA) dans les écoles et l'obligation pour les enseignants grévistes de se déclarer quarante-huit heures avant tout arrêt de travail.

Forts de ce succès, les principaux syndicats de l'éducation nationale devaient se réunir lundi pour se consulter sur la stratégie à adopter. Un nouveau défilé est d'ores et déjà programmé pour

samedi, cette fois un peu partout en France, à l'appel des organisations syndicales d'enseignants mais aussi de parents d'élèves (FCPE) et de lycéens qui, après des semaines de manifestations, ont transmis le relais de la contestation à leurs aînés.

Entre ces deux manifestations se situe le rendez-vous de jeudi, où les salariés sont appelés à une journée d'actions contre la réforme des retraites qui prévoit le passage progressif à quarante et une années de cotisation pour une retraite à taux plein.

#### L'UMP raille le projet de saisine du Conseil constitutionnel par le PS

L'UMP a estimé, dimanche 18 mai, que le projet du PS de saisir le Conseil constitutionnel sur le service minimum d'accueil (SMA) des enfants à l'école en cas de grève des enseignants n'était "ni courageux ni très intelligent", dans un communiqué. "Voyant que la décision sectaire qu'ils ont prise de refuser le SMA était inexplicable aux Français (...), François Hollande n'a rien trouvé de mieux que de brandir la soi-disant inconstitutionnalité", a estimé l'un de ses porte-parole Frédéric Lefebvre, secrétaire national à l'économie de l'UMP.

Pour l'UMP, "monsieur Hollande doit réviser son code des collectivités locales. Il dit vouloir saisir le Conseil constitutionnel sur le SMA au prétexte de la libre autonomie des collectivités locales comme s'il ignorait que la loi prévoit déjà de nombreuses obligations pour les communes, notamment en matière de police, d'état-civil, de logement social

ou d'administration de l'école primaire", souligne le texte.

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, avait affirmé dimanche qu'"il y a un principe de

notre Constitution qui est la libre administration des collectivités locales. C'est elles qui doivent décider de faire ou de ne pas faire un service

d'accompagnement le jour de grève. Leur imposer, c'est inconstitutionnel". - (Avec AFP)

## LIBÉRATION.FR : Éducation nationale: Darcos tente un désamorçage : Le ministre de l'Éducation nationale propose aux enseignants des avancées en termes de carrière et de pouvoir d'achat. «A côté de la plaque», répondent les syndicats, qui renouvellent leur appel à manifester samedi - lundi 19 mai 2008

AFP

Le ministre de l'Éducation Xavier Darcos propose aux syndicats enseignants de «débattre» d'«améliorations concrètes en terme de carrière et de pouvoir d'achat», en pleine contestation sociale contre les suppressions de postes, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie.

Dans cette lettre, le ministre souhaite que le dossier de la revalorisation de la condition enseignante soit «ouvert rapidement».

Il ajoute que sur plusieurs sujets, comme «l'entrée dans le métier», «le déroulement de carrière», il va proposer un «document de méthode qui permettra de définir les thèmes et les principes généraux de la discussion qui se poursuivra dans les prochains mois».

Il suggère aussi d'«aborder» et d'«accompagner» l'évolution des conditions d'exercice du métier».

«Plus immédiatement, il est possible d'acter des améliorations concrètes en termes de carrière et de pouvoir d'achat dont nous sommes prêts à débattre avec vous», affirme M. Darcos.

L'envoi de cette lettre intervient au lendemain d'une manifestation qui a réuni entre 20.000 et 45.000 personnes à Paris et quatre jours après une journée de grève et de manifestations bien suivie dans l'Éducation contre les suppressions de postes.

Mais la missive n'aborde ni la question des milliers de suppressions de postes à la rentrée, ni l'annonce par le chef de l'État du dépôt d'un projet de loi sur le droit à l'accueil dans les écoles primaires les jours de grève, ni les nouveaux programmes du primaire, les trois sujets principaux de mécontentement des syndicats.

«S'il souhaite qu'on en oublie la question des postes, le ministre se trompe. Les collègues sont sensibles à ce qu'on ouvre la question du métier mais les mobilisations sont dirigées par de vraies inquiétudes sur la manière dont va se passer la rentrée», a affirmé à l'AFP Thierry Cadart (Sgen-CFDT).

«C'est une lettre que le ministre a écrite sous pression, une déclaration d'intention qui répond à

côté des revendications portées par les profs le 15 mai», a déclaré Patrick Gonthier (Unsa Éducation).

«La condition enseignante n'est qu'un élément de l'amélioration de l'École et ne répond pas à la question d'améliorer la réussite scolaire à la rentrée», a estimé Gilles Moindrot (SNUipp-FSU, majoritaire au primaire) pour qui la lettre de M. Darcos est «extrêmement décevante».

Cet après-midi, une inter-fédérale de l'Éducation a réitéré son appel à faire du samedi 24 mai «une grande journée de manifestations» en France, promettant une nouvelle rencontre sur la suite du mouvement.

Un peu plus tôt, une intersyndicale du primaire (SNUipp-FSU, SE-Unsa, Sgen-CFDT) s'était mise d'accord sur le principe d'une lettre ouverte à Nicolas Sarkozy et d'une pétition protestant contre son projet de droit d'accueil en primaire.

## LIBERATION.FR : Instituteurs: vraie colère et fausse manif - lundi 19 mai 2008



Photo: Marie Vilain

Une vingtaine de professeurs des écoles du 18e et du 20e arrondissements de Paris s'était donné

rendez-vous lundi pour une fausse manifestation. En attendant les vraies.

Marie Vilain

Rassemblés devant le siège de Libération cet après-midi, une vingtaine de manifestants scandent des slogans pour le moins surprenants: «Élèves en difficulté : le privé va vous sauver !». Sur leurs pancartes on peut lire: «La cantine si tu le mérites», «Le vouvoiement en petite section», ou encore «Plus de morale, moins de chorale». Manifestation ultra-réactionnaire?

On y croirait presque sans les autocollants précisant: «Instituteurs en grève reconductible». Ces enseignants du 18e et du 20e arrondissements se rendent en fait à l'assemblée générale de leurs collègues parisiens. Une façon pas comme les autres d'interpeller les passants. Et ça marche. Sur le trottoir, une dame regarde défilé le cortège. Elle hésite à prendre les manifestants au sérieux. Après explication, elle sourit: «S'ils pou-

vaient nous faire rire comme ça à chaque fois avec leurs manif...»

Thierry Péres explique: «C'est une manière rigolote de lutter contre les projets qui nous tombent sur la tronche». Enseignant dans le 20e il arbore une pancarte plutôt ironique: «Enseignants fainéants, instituteurs profiteurs». «C'est ce que pense Darcos, il suffit de l'écouter». Une de ses collègues ajoute, un rien amère: «C'est ce que pense une personne sur deux, ça correspond au vote».

Lorsqu'on leur demande s'ils se sont creusé la tête pour trouver ses faux slogans, ils répondent: «Rien de plus facile, on a bêtement repris les consignes de Darcos. On a simplement écrit sur ces pancartes ce qu'on nous demande de faire». En caricaturant un peu tout de même.

## LE MONDE.FR : Article interactif : Service minimum d'accueil : les syndicats dénoncent une "provocation" de Nicolas Sarkozy – vendredi 16 mai 08 | 15h44

Une "ligne rouge à ne pas franchir" pour les syndicats

Nicolas Sarkozy a provoqué un tollé à gauche et chez les syndicats d'enseignants en annonçant, jeudi 15 mai, après une journée d'action dans la fonction publique, son intention de demander "au gouvernement de déposer avant l'été un projet de loi qui instituera un droit à l'accueil des enfants inscrits dans nos écoles" en cas de grève dans l'éducation nationale.

- Gérard Aschieri (FSU) : une "ligne rouge à ne pas franchir"

"C'est légitime qu'on se préoccupe de la situation des familles mais aujourd'hui la meilleure manière de se préoccuper de cette situation et d'éviter les inconvénients c'est d'éviter la grève, avoir du dialogue social (...). Il dit qu'il respecte le droit de

grève mais de fait, il en limite les conditions d'exercice. Le droit de grève, pour moi, c'est la ligne rouge à ne pas franchir."

- Daniel Sanchez, secrétaire confédéral de la CGT : "une provocation"

"C'est une provocation, il a délibérément adressé une fin de non-recevoir aux salariés, qui correspond à l'ensemble des réponses qu'il a déjà faites sur les autres problèmes sociaux. Ses propos ont été focalisés sur les élèves qui n'avaient pas d'enseignants, comme si les enseignants et les fonctionnaires n'avaient pas de problèmes, alors qu'il existe un malaise profond."

- Gilles Moindrot (SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire) : "aucune réponse aux inquiétudes"

"Une annonce exaspérante qui frise la provocation. Au soir d'une journée d'action massivement

suivie (...), il n'y a aucune réponse aux inquiétudes, aux demandes d'ouverture de discussion pour désamorcer le conflit. La seule annonce est une nouvelle diversion. Le gouvernement ferait mieux de réfléchir pour quelles raisons les mairies n'ont pas mis en place ce SMA [service minimum d'accueil]. (...) Les collègues seront exaspérés et ça va les encourager à participer aux actions de dimanche et du 24 [mai]."

- Florian Lecoultré (UNL, lycéens) : "de l'huile sur le feu"

"Sarkozy cède à une nouvelle provocation. A l'heure où les manifestations se font de plus en plus nombreuses, il jette encore de l'huile sur le feu. Il répond à côté. C'est abracadabrant de voir quelqu'un qui remet en cause le droit de grève après une journée comme celle d'aujourd'hui."



- **Alix Nicolet (FIDL, lycéens) : "scandalisée"**  
"La FIDL est scandalisée par les propos du président de la République" sur le service minimum d'accueil.

- **Gérard Gonthier (UNSA-Education) : une "déception" et une "tentative de diversion"**

"C'est une double déception, il n'y a rien sur la fonction publique, il n'y a rien sur l'éducation. On attendait des annonces importantes et on a la limitation du droit de grève. C'est une tentative de diversion. Il s'agit de dresser un peu l'opinion publique ou les parents contre les enseignants."

- **Luce Bérille (SE-UNSA, 2<sup>e</sup> dans le primaire) : "refus de discuter"**

"Au soir d'une journée de grève particulièrement suivie, qui traduisait un vrai malaise, le chef de l'Etat n'a pas un mot pour les revendications des enseignants. Il trouve le moyen de ne parler que de la façon de réduire les effets de la grève. Le sentiment général dans les écoles ces derniers jours, c'est que le gouvernement refuse de discuter et s'entête sur des orientations même si elles ne rencontrent pas l'adhésion des Français."

- **Faride Hamana (FCPE, 1<sup>er</sup> chez les parents d'élèves) : "générer des tensions"**

"Ce n'est pas la réponse opportune. Avec ce genre de projet de loi, on va générer des tensions entre les parents et les enseignants et entre les communes et les parents citoyens. Le gouvernement refuse de constater que le dispositif, là où il est mis en place, ne fonctionne pas. Avertir les parents avant une grève, les enseignants le font traditionnellement."

- **SGEN-CFDT : "démagogie" et "agression"**

"Le président de la République perd ses nerfs ! Au soir d'une journée de grève et de mobilisation largement suivie par les personnels et tout particulièrement dans les écoles, le président de la République n'a rien trouvé de mieux que la démagogie et l'agression comme seules réponses aux situations conflictuelles que son gouvernement a provoquées."

avec AFP

**Un texte "inconstitutionnel" pour le PS, une "continuité du service public" pour l'UMP**  
Opposition

- Le maire de Paris, **Bertrand Delanoë**, qui a refusé d'organiser le service minimum d'accueil, a jugé l'obligation annoncée "contraire à la libre administration reconnue aux communes par la Constitution".

- **François Hollande** a jugé "inconstitutionnel d'obliger les collectivités locales qui, selon notre droit fondamental, s'administrent librement, à se substituer à l'éducation nationale pour l'accueil des jeunes enfants". Pour le numéro un du Parti socialiste, "ce n'est pas pour améliorer le fonctionnement de l'école ou pour permettre l'accueil des enfants des familles modestes qu'il prend cette initiative, mais pour plaire à la frange la plus conservatrice de sa majorité et pour remobiliser les rangs de son parti".

- Le chef de file des députés PS, **Jean-Marc Ayrault**, estime que l'annonce d'une loi rendant obligatoire l'accueil des enfants en cas de grève dans les écoles est "une provocation" de la part du chef de l'Etat, dans une interview au *Parisien-Aujourd'hui en France*. Pour le député-maire de Nantes, "depuis quelques jours, on assiste à un durcissement de l'Elysée pour plaire à un noyau dur de l'électorat de droite".

- **André Laignel**, maire (PS) d'Issoudun et secrétaire général de l'Association des maires de France (AMF), "s'étonne", dans un communiqué publié vendredi, "que le ministre de l'éducation nationale revienne à la charge". Il estime "que c'est à l'éducation nationale d'organiser ce service minimum, car il n'est pas question de reporter la responsabilité de l'Etat sur des acteurs communaux étrangers aux conflits ayant conduit à la grève". Il "rappelle que l'organisation d'un tel service peut être laissée à l'appréciation de chaque commune, mais attire l'attention de ses collègues maires sur les conséquences, en termes de responsabilités, d'incidents qui pourraient survenir dans le cadre de cet accueil par des personnels non éducatifs".

L'AMF, présidée par le député et maire UMP de Lons-le-Saunier, Jacques Pélissard, avait fait part de son désaccord lors de la première expérimentation menée en janvier par Xavier Darcos.

Majorité

- **Nicolas Sarkozy** a déclaré, en marge d'un déplacement en Seine-et-Marne, que "les Français

réfléchiront à tout cela, ils verront à qui il faut donner raison". "Parler d'inconstitutionnalité, c'est vraiment une curieuse conception, un, du service public, deux, du droit d'accueil des familles", a estimé le chef de l'Etat, avant d'ajouter : "Si avoir une opinion, une conviction, c'est une provocation, alors mieux vaut arrêter avec la démocratie. Je respecte beaucoup les enseignants", mais "j'ai des convictions aussi".

- **Roger Karoutchi**, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, a estimé que l'instauration d'un service d'accueil obligatoire des enfants à l'école ne constituait "pas une remise en cause du droit de grève". "Chacun peut comprendre que les millions de familles qui ont des enfants en bas âge (...) n'ont pas toutes les moyens de faire garder leurs enfants", a-t-il ajouté.

- **Patrick Devedjian**, secrétaire général de l'UMP, s'est félicité de "l'instauration prochaine d'un véritable service minimum d'accueil à l'école" défendant "les principes de continuité et d'égalité du service public". "Tout en respectant le droit imprescriptible pour chaque citoyen de faire grève, cette loi permettra aux familles, et notamment les plus modestes, d'exercer leur droit légitime au travail, y compris les jours de grève dans l'éducation nationale", a-t-il déclaré.

- Le président de la République "a réaffirmé le droit au travail", "dans l'esprit de la continuité du service public" et a "surtout pleinement mesuré l'attente des Français", a estimé **Chantal Brunel**, une porte-parole de l'UMP.

- **Christine Boutin**, ministre du logement, estime qu'en annonçant un projet de loi avant l'été instaurant le "droit d'accueil", "le président de la République démontre à nouveau qu'il a entendu l'attente forte des Français d'une réponse efficace et concrète aux besoins des familles".

- La présidente du Centre national des indépendants (CNI), **Annick du Roscoët**, juge "inacceptable" que l'exercice du droit de grève, "par pur esprit partisan (...) pénalise les parents d'élèves (...). Le service minimum d'accueil ne répond-il pas légitimement à ce problème ?"

avec AFP

## LEMONDE.FR avec AFP : Xavier Darcos annonce la création d'une "agence nationale de remplacement" des enseignants – vendredi 16 mai 2008 | 10h18

Au lendemain de l'annonce par Nicolas Sarkozy d'un projet de loi visant à instaurer dans les écoles primaires un "droit à l'accueil des enfants" les jours de grève, le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, annonce, vendredi 16 mai, dans un entretien à [Aujourd'hui en France/Le Parisien](#), la création pour la rentrée 2009, d'une "agence nationale de remplacement" des enseignants.

"Il ne s'agit pas d'une agence d'intérim", précise le ministre de l'éducation. "Les fonctionnaires ne changeront pas de statut"; explique-t-il. "Ce sera une structure de planification et d'organisation nationale, dédiée à cette seule fonction : planifier les besoins prévisibles – congés maternité par

exemple – et gérer au plus vite les absences", souligne Xavier Darcos. "Lorsque nous manquons ponctuellement de tel ou tel professeur, l'agence pourra solliciter des jeunes professeurs en fin de préparation, des stagiaires ou des élèves en fin de master."

**"PROMESSES ÉLECTORALES"**

Détaillant le projet de loi instaurant un "droit à l'accueil" dans les écoles primaires en cas de grève, Xavier Darcos estime qu'il n'y a "pas de provocation à faire ce pourquoi nous avons été élus". Il répond ainsi aux syndicats qui estiment, pour leur part, que le chef de l'Etat a franchi "la ligne rouge" avec ce projet de loi. "Il y aurait de la

provocation à reculer par rapport aux promesses électorales au motif que les gens défilent dans la rue. Ce n'est pas ça la démocratie", a ajouté le ministre.

Concernant l'accueil des élèves des écoles primaires par un service minimum les jours de grève, Xavier Darcos a affirmé qu'il s'agissait d'"un principe fondamental de la République". Il a reconnu qu'il s'agissait davantage d'un "droit à un accueil", sur le modèle d'un "droit opposable", que d'un "service minimum". Interrogé sur France 2, il a également estimé "tout à fait normal qu'on se déclare gréviste". Il ne s'agira "pas de ficher les gens qui sont grévistes", a assuré le ministre.

## LE MONDE : M. Sarkozy remobilise la droite face aux enseignants – Édition du samedi 17 mai 2008





Dans les rues de Lyon, jeudi 15 mai. Selon les estimations du ministère de l'éducation, la participation des enseignants à la grève s'est élevée à 39,34 % en moyenne dans toute la France : 46,16 % dans le primaire, 35,55 % dans le secondaire. Les syndicats ont annoncé entre 63 % et 70 % de grévistes dans le primaire.

BRUNO AMSELLEM/SIGNATURES

**Le chef de l'Etat a annoncé, le 15 mai, qu'un projet de loi serait déposé " avant l'été " pour instaurer un " droit à l'accueil des enfants " les jours de grève**

Ce pourrait être un tournant dans les rapports entre l'actuel pouvoir politique et le monde enseignant. Au soir d'une journée d'action dans la fonction publique, jeudi 15 mai, marquée par une forte participation des enseignants aux mots d'ordre de grève, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'un projet de loi serait déposé " avant l'été "

pour instaurer dans les écoles primaires un " droit à l'accueil des enfants " les jours de grève.

Le chef de l'Etat a précisé que le projet de loi " prévoira qu'en cas de grève les professeurs grévistes se feront connaître quarante-huit heures à l'avance ", comme l'avait souhaité le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, et " que les communes devront proposer des solutions d'accueil ", la charge financière en étant assurée par l'Etat.

Ce projet reprend donc les principes du service minimum d'accueil (SMA) dans les écoles, expérimenté par M. Darcos et consistant à faire assurer l'accueil des élèves les jours de grève par les communes. Les dépenses occasionnées à celles-ci, notamment en rémunération de personnels municipaux, sont assumées par l'Etat, grâce aux retenues effectuées sur les salaires des grévistes. **" CINGLANT MÉPRIS "**

Les syndicats d'enseignants ont été pris de court par cette annonce. Après avoir déclaré en décembre 2007 qu'il entendait engager une discussion sur ce thème en vue d'une application à la rentrée 2008, M. Darcos avait procédé unilatéralement à l'expérimentation du SMA le 24 janvier, lors d'une grève nationale des enseignants. Sur les 22 492 communes dotées d'une école, 2 023 s'étaient portées volontaires. M. Darcos avait alors indiqué qu'à défaut d'un accord " dans les deux mois ", il passerait par la loi. Jeudi 15 mai, la deuxième expérimentation a touché 2 837 communes. Dans un entretien au *Parisien* du 16 mai, M. Darcos a précisé qu'il entendait créer, à la rentrée 2009, une " agence nationale du remplacement " pour

une meilleure gestion des absences dans l'éducation nationale.

" Je respecte le droit de grève, c'est une liberté fondamentale et garantie par la Constitution ", a souligné M. Sarkozy lors de sa déclaration, tout en défendant " le droit au travail, pour les familles qui n'ont les moyens de faire garder leurs enfants les jours de grève ". Le président a réitéré, sans plus de précision, son engagement de " revaloriser " la condition des enseignants, dont il a vanté le " dévouement ".

Les réactions syndicales ont été très vives. Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, a souligné que " le droit de grève, c'est la ligne rouge à ne pas franchir ". Le SNES-FSU (secondaire), le SNUipp-FSU (primaire) et le SGEN-CFDT ont dénoncé une " provocation ". Le SE-UNSA a parlé d'un " cinglant mépris " et d'un projet " très délicat juridiquement et constitutionnellement ". Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a jugé l'obligation annoncée " contraire à la libre administration reconnue aux communes par la Constitution ". Plus largement, cette façon de signifier aux grévistes comme à leurs syndicats qu'ils n'impressionnent guère le gouvernement risque de détériorer un peu plus le climat dans l'éducation et de compromettre les discussions sur d'autres sujets, comme la réforme du lycée ou l'évolution du métier d'enseignant. " C'est, estime Luc Bérille, secrétaire général du SE-UNSA, un cadeau pour tous ceux qui considèrent par principe qu'il n'y a rien à discuter. "

Luc Cédelle

## LE MONDE : Eclairage : Retour aux fondamentaux de la politique – Édition du samedi 17 mai 2008

A PEINE ÉLU, il promettait " un quinquennat très politique ". Il encourageait sans cesse ses ministres et les députés à " en faire ". En proposant dans une allocution prononcée à l'Elysée, jeudi 15 mai, de rendre obligatoire, " avant l'été ", un " droit à l'accueil " pour les enfants dans les écoles primaires les jours de grève, Nicolas Sarkozy leur a montré l'exemple.

Pour le chef de l'Etat, " faire de la politique ", c'est surprendre, prendre l'adversaire à contre-pied et conforter ses soutiens. Depuis la réforme des régimes spéciaux de retraites, en novembre 2007, M. Sarkozy attendait avec impatience une occasion de rebondir. Pour espérer quitter les profon-

deurs des sondages, où l'ont entraîné les mauvaises nouvelles sur le front du pouvoir d'achat et ses propres erreurs de communication.

Sa décision de contre-attaquer a été prise mercredi avec ses collaborateurs, sans attendre les chiffres de la mobilisation dans l'éducation nationale. Ce n'est que le lendemain matin, au cours du petit déjeuner de la majorité à l'Elysée, que le premier ministre, François Fillon a été averti.

Pour M. Sarkozy, le bénéfice de la manœuvre est multiple : il honore une promesse de campagne, il satisfait une large proportion de Français favorables à cette mesure et il place la gauche, hostile à ce " service minimum " dans les villes qu'elle

administre, en porte-à-faux avec l'opinion ; il s'offre une tribune.

Autre avantage, non négligeable par les temps qui courent : alors que sa majorité parlementaire rechigne à soutenir certaines réformes (OGM, institutions, loi de modernisation économique) qui ne lui paraissent pas essentielles, M. Sarkozy lui apporte sur un plateau un combat droite-gauche qui, espère-t-il, la mettra en rangs serrés derrière lui. " On revient aux fondamentaux ", exultait, jeudi soir, un conseiller du président.

Philippe Ridet

## LIBÉRATION : Éditorial : Bête noire , par laurent joffrin - vendredi 16 mai 2008

Pour une fois, André Santini, ministre de la Fonction publique et des bons mots, ne blaguait pas. Interrogé sur LCI, cet humoriste parfois inspiré a retrouvé un ton de sérieux pour nous expliquer que la grève était une chose ancienne, pour ne pas dire dépassée, et que les salariés feraient bien de choisir d'autres moyens pour exprimer leur mécontentement.

Le propos a le mérite de la franchise : en reprenant cette idée fausement nouvelle - elle est aussi vieille que la grève - il sous-titre à merveille l'annonce inopinée délivrée hier après-midi par le

président de la République. Il s'agit bien, donc, en contraignant par la loi, d'obliger les communes à organiser l'accueil des enfants dont les enseignants ont cessé le travail et d'affaiblir l'impact social et politique des mouvements sociaux dans l'éducation nationale.

Certes, personne ne peut nier la gêne que l'interruption des cours occasionne aux familles, notamment les plus modestes, même si les jours de grève sont bien plus rares qu'une certaine propagande voudrait le faire croire, et les syndicats ne peuvent pas ignorer la probable popularité

de la mesure annoncée par Nicolas Sarkozy. Mais la signification de la réforme n'est pas douteuse : la brusque réaction de Nicolas Sarkozy, outre qu'elle ignore totalement l'objet de la protestation enseignante, vise bien à satisfaire une vieille revendication de la droite française, pour qui les syndicats de la fonction publique sont une bête noire. Même quand il se drape de sollicitude sociale, le Président fait de la politique. Il mérite une réponse tout aussi politique.

## LIBÉRATION : La grève dans le viseur de l'Elysée : A peine les manifestants avaient-ils fini de défiler que le président de la République annonçait un projet de loi instaurant un «droit d'accueil» dans le primaire - vendredi 16 mai 2008



La cortège parisien, hier (Reuters).

ANTOINE GUIRAL et VÉRONIQUE SOULÉ

«La grève crée des difficultés insurmontables, en particulier aux parents les plus modestes. Mon devoir est de les entendre et de prendre l'initiative de déposer avant l'été un projet de loi inscrivant un droit à l'accueil des enfants», dans les écoles les jours de grève.

**Provocation.** Alors que les enseignants terminaient à peine de défilé, Nicolas Sarkozy a fait un geste qui risque fort d'être ressenti comme une provocation. Il a annoncé sa volonté d'instaurer un service minimum obligatoire dans le primaire. Convaincu de la popularité d'une telle mesure, il prend ainsi le risque de dégrader encore plus le climat au sein du monde enseignant, pour qui il s'agit d'une atteinte au droit de grève.

Testé une première fois lors de la grève du 24 janvier, le service minimum d'accueil (SMA) était ces derniers jours l'objet d'un bras de fer entre la majorité et l'opposition. Selon ce dispositif, les communes mobilisent des agents municipaux pour garder les enfants dont les écoles sont fermées. L'Etat les indemnisant avec les retenues sur salaires des enseignants grévistes. Mais les

maires de gauche refusaient ce dispositif, répugnant à envoyer leurs agents «casser» la grève des enseignants et jugeant qu'ils n'avaient pas les compétences pour prendre en charge des enfants durant le temps scolaire. Hier, 2 800 communes ont appliqué ce SMA sur les 22 000 qui disposent d'une école primaire.

Fin janvier, Xavier Darcos avait annoncé qu'il entamerait des discussions avec les syndicats autour de l'obligation de se déclarer en grève quarante-huit heures à l'avance, une condition sine qua non pour la réussite du SMA - les maires estimant indispensable d'avoir ces prévisions. Faute d'un accord dans les deux mois, «je passerai par la loi», avait averti le ministre de l'Education nationale. «Quatre mois ont passé et ces derniers jours, le secrétaire général de la FSU n'a cessé de dire qu'il était contre le SMA», expliquait hier soir l'entourage du ministre.

Nicolas Sarkozy a toutefois rajouté un volet dans le futur projet de loi : non seulement les enseignants grévistes devront «se faire connaître quarante-huit heures à l'avance», mais les communes auront désormais l'obligation - elles étaient jusqu'ici volontaires pour le SMA - «de proposer des solutions d'accueil», le coût restant assumé par l'Etat. «On s'est aperçu que le dispositif ne pouvait être efficace que s'il était obligatoire partout», explique le député (UMP) de la Marne Benoist Apparu. Les parents ont besoin d'avoir la certitude qu'il existe un service minimum, sinon ils hésitent à laisser leurs enfants.»

Le ministère de l'Education précisait hier soir qu'il mettra aussi en place, à la rentrée 2009, une agence spécialement chargée d'améliorer le remplacement des enseignants dans le primaire et le secondaire. Xavier Darcos, accusé d'attenter au droit de grève, veut ainsi démontrer qu'il se

soucie plus largement de l'accueil des élèves toute l'année dans les écoles.

Avec le SMA, Nicolas Sarkozy estime que le risque politique est peu élevé. Dans la matinée, il avait reçu les responsables de la majorité pour un petit-déjeuner à l'Élysée. Mot d'ordre du jour : «L'UMP doit être réformatrice et non conservatrice.» Le chef de l'Etat répète actuellement à tous ses interlocuteurs que le PS «n'est pas une alternative crédible» et que le FN est mort. «On ne peut les nourrir que de nos conneries», a-t-il lancé à ses amis. Selon lui, «les conditions politiques sont favorables [pour réformer et il] ne faut pas tomber dans l'immobilisme.» «Si la majorité donne le sentiment d'être conservatrice, elle est morte», a-t-il ajouté. Et pour montrer que lui n'a peur de rien ni de personne, il a annoncé aux leaders de l'UMP son intention de répondre dès hier aux grévistes avec son projet de loi sur l'accueil.

Il est persuadé que cette réforme fera un tabac chez les électeurs de droite et qu'il sera approuvé en sourdine par une partie des sympathisants de gauche. Pour la vendre, il a mis en avant les difficultés des familles modestes lorsque les écoles sont fermées et évoqué une mesure «d'égalité». De l'art de transformer une manœuvre antigreviste en opération sociale...

**Costume.** Le Président ne compte pas s'arrêter là. Bien décidé à endosser le costume de réformateur en chef que François Fillon lui disputait ces derniers temps, il sera aujourd'hui à Melun, en Seine-et-Marne, pour confirmer la fusion Assédic-ANPE et annoncer de nouvelles mesures «pour moderniser le marché du travail». Lundi, il recevra les dirigeants de l'UMP pour une sorte de bureau politique officieux. Mardi, ce sera le traditionnel petit-déjeuner de la majorité qui se délocalisera à nouveau de Matignon à l'Élysée. L'heure est bien à la reprise en main.

## LIBÉRATION.FR : Loi sur l'accueil obligatoire des enfants en cas de grève: «inconstitutionnel», selon Hollande : Le premier secrétaire PS accuse aussi Nicolas Sarkozy d'«ouvrir une épreuve de force inutile et blessante» et de «diviser les Français». - vendredi 16 mai 2008

afp  
Le premier secrétaire du PS François Hollande a jugé hier soir que l'annonce de Nicolas Sarkozy de faire une loi sur l'accueil obligatoire des enfants en cas de grève dans les écoles «est à la fois inapplicable et inconstitutionnel».

«Inapplicable, car il n'est pas possible de demander 48 heures à l'avance aux personnels de l'Education de se déclarer grévistes - puisse jusqu'au dernier moment ils peuvent rentrer dans un mouvement ou au contraire se dégager (...)». Le chef du PS estime également «inconstitutionnel d'obliger les collectivités locales qui, selon notre droit fondamental, s'administrent librement, à se substituer à l'Education nationale pour l'accueil des jeunes enfants».

François Hollande a aussi accusé le Président Nicolas Sarkozy d'«ouvrir une épreuve de force, inutile et blessante» et de «diviser les Français» en annonçant une loi sur l'accueil obligatoire des enfants en cas de grève dans les écoles.

«Nicolas Sarkozy veut ouvrir une épreuve de force, inutile et blessante, il veut diviser les Français, mettre une partie de l'opinion au service d'une cause simplificatrice et enfin, engager une manœuvre politique, quand il faut répondre aux besoins de l'école et de l'avenir des enfants», a déclaré le premier secrétaire PS.

«Faut-il que Nicolas Sarkozy soit en difficulté dans l'opinion comme le prouvent les sondages, mais aussi dans sa majorité comme l'ont démontré les incidents et les couacs de ces dernières semaines,

pour qu'il prenne une initiative aussi malencontreuse», a jugé le député de Corrèze. Selon François Hollande, «c'est précisément dans (un) contexte de conflit que (le chef de l'Etat) devrait apaiser, concéder, dialoguer».

Le numéro un du PS a encore affirmé que «ce n'est pas pour améliorer le fonctionnement de l'école ou pour permettre l'accueil des enfants des familles modestes qu'il prend cette initiative, mais pour plaire à la frange la plus conservatrice de sa majorité et pour remobiliser les rangs de son parti».

## LIBÉRATION.FR : «Dans ma commune, je n'ai que mon garde-champêtre à mettre au milieu de la cour» - vendredi 16 mai 2008

Cordélia Bonal  
**Pierre-Yves Jardel, chargé des affaires scolaires à l'association des maires de France (AMF), est maire centriste d'Orbais-l'Abbaye, 600 habitants. Il s'inquiète de la mise en place du service minimum dans les petites communes qui n'ont pas assez d'agents à disposition.**

**Quelle est votre position sur le service minimum à l'école?**

Je suis surpris que l'Education nationale, qui est elle-même employeur, fasse appel à d'autres pour gérer la question de l'accueil des enfants à l'école. Une fois de plus on se tourne vers les communes

qui, pour ce qui est des communes rurales, ont des moyens limités. Je ne suis pas hostile au service minimum, la France ne peut pas s'arrêter de tourner à chaque grève. Mais si une loi passe sur la question, il faudra que les moyens soient là. J'ajoute que service minimum ne doit surtout pas devenir une question politicienne. C'est avant tout le problème des enfants et, en second lieu, celui des parents.

**Mettre en place un service minimum dans une commune rurale, c'est possible?**

Les petites communes sont incapables d'assurer un accueil des enfants de qualité en cas de grève. Comment voulez-vous trouver du jour au lende-

main des agents qualifiés pour s'occuper des enfants? Dans ma commune, je n'ai que mon garde-champêtre à mettre au milieu de la cour. On peut trouver des personnes disponibles, mais le problème c'est qu'elles n'ont pas les compétences pour le faire. Si on a un pépin, qu'est-ce qu'on fait? Nous avons des accompagnateurs ponctuels pour le temps du midi, mais ils ne sont pas formés pour passer une journée complète avec les enfants. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas encore mis en place le service minimum dans ma commune, ni hier ni le 24 janvier. En ville, on peut mobiliser des gens plus facilement. Je crains que le service minimum n'amplifie la fracture



entre les communes qui ont déjà beaucoup de moyens et de personnels, et les communes rurales moins bien dotées.

**L'Etat rembourse les communes à raison de 90 euros par groupe de quinze enfants. Est-ce suffisant**

Le tarif de 90 euros me paraît raisonnable si l'on estime qu'il faut un accompagnateur pour quinze enfants. Mais c'est un taux d'encadrement insuffisant. Il faudrait plutôt un adulte pour dix enfants. **Jusqu'à présent, comment fonctionniez-vous dans votre communauté de communes lors des grèves?**

En milieu rural il est rare qu'une école complète soit en grève. Certains enseignants se disent peut-être que, dans l'intérêt des enfants, il faut qu'il y ait une présence à l'école ces jours-là. Ce sont des communes à taille humaine, les parents sont facilement prévenus, on s'organise.

## NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Darcos veut une agence pour remplacer les profs absents – vendredi 16 mai 2008 | 16:22



La manifestation du 15 mai à Paris (AP)

**Le ministre de l'Education, qui nie toute provocation dans le discours de Nicolas Sarkozy, explique que "lorsque nous manquons ponctuellement de tel ou tel professeur", l'agence "pilotee par le ministère", "pourra solliciter des jeunes professeurs en fin de préparation, des stagiaires ou des étudiants".**

Après l'annonce d'un service minimum lors des jours de grève des enseignants, le ministre de l'Education explique dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France* du vendredi 16 mai qu'avec cette agence, il "va aller plus loin: les parents se plaignent souvent que les remplacements tardent, quand un professeur est absent, malade". "Nous avons pourtant 50.000 enseignants à disposition pour cela".

"Les fonctionnaires ne changeront pas de statut. Il ne s'agit pas d'une agence intérim: ce sera une structure de planification et d'organisation nationale, dédiée à cette seule fonction", précise-t-il. L'agence va "planifier les besoins prévisibles, congés maternité par exemple, et gérer au plus vite les absences".

### **Système qui ne marche pas**

Invité sur France-2, Xavier Darcos a constaté que "notre système ne marche pas très bien, on ne sait pas bien les (enseignants remplaçants NDLR) mobiliser", avec notamment "nos systèmes de zones (qui) ne sont pas bons".

Interrogé sur la future "agence nationale de remplacement" pour les enseignants, prévue pour 2009, il a précisé que "lorsque nous manquerons ponctuellement de tel ou tel professeur, l'agence pourra solliciter des jeunes professeurs en fin de préparation, des stagiaires ou des élèves en fin de master".

Enfin il a préconisé un système "plus modulaire, plus adapté" aux élèves en difficultés scolaires pour rendre "inutile" le redoublement.

### **"Pas de provocation"**

Revenant sur l'intervention de Nicolas Sarkozy sur l'instauration d'un service minimum les jours de grève, le ministre de l'Education juge "la déclaration du président parfaitement équilibrée: il a tendu la main aux enseignants, respectueusement". "Il faut avancer sur la revalorisation de leur métier".

Il n'y a "pas de provocation à faire ce pourquoi nous avons été élus", déclare-t-il, alors que les

syndicats ont estimé jeudi soir que le chef de l'Etat avait franchi "la ligne rouge" avec ce projet de loi qui prévoira notamment une déclaration préalable des enseignants grévistes 48 heures à l'avance.

Il a également estimé "tout à fait normal qu'on se déclare gréviste".

"Il y aurait de la provocation à reculer par rapport aux promesses électorales au motif que les gens défilent dans la rue. Ce n'est pas ça la démocratie", a ajouté le ministre.

### **"Intérêt des élèves"**

"Personne ne peut trouver anormal qu'on se déclare gréviste, on ne va pas découvrir, quand on amène son petit garçon à l'école, à 8 heures moins une, qu'on est en grève ou pas", a ajouté Xavier Darcos.

Il a assuré qu'il ne s'agira "pas de ficher les gens qui sont grévistes".

Xavier Darcos a par ailleurs reconnu qu'il s'agissait davantage d'un "droit à un accueil", sur le modèle d'un "droit opposable", que d'un "service minimum".

"L'accueil des élèves à l'école primaire par un service minimum les jours de grève est un principe fondamental de la République, une question d'égalité, de justice sociale, qui relève de l'intérêt général". Et de souligner que "la seule chose qui importe, c'est l'intérêt de l'élève".

## NOUVELOBS.COM GREVE DU 15 MAI : Suppressions de postes dans l'éducation : la Fidl "interpelle" Sarkozy – vendredi 16 mai 2008 | 16:13

**Exclusif. Alix Nicolet, présidente du syndicat de lycéens, a écrit une lettre au chef de l'Etat dans laquelle elle qualifie de "provocations" ses réponses aux manifestations de jeudi et lui demande de renoncer aux suppressions de postes.**

Voici la lettre envoyée par la présidente du syndicat de lycéens la Fidl à Nicolas Sarkozy suite aux propos du chef de l'Etat qui, jeudi 15 mai, a annoncé le dépôt, "avant l'été d'un projet de loi qui instituera un droit à l'accueil des enfants inscrits dans nos écoles".

Monsieur le Président de la République, La FIDL a été attentive à vos déclarations concernant l'école et je me permets, en tant que Présidente de la FIDL et porte parole des lycéens, de vous faire part des inquiétudes des élèves mais aussi de l'ensemble du monde de l'Education sur vos mesures.



La manifestation du 15 mai à Paris (AP)

Mobilisés depuis plus de deux mois pour leur avenir et contre les suppressions de postes, les lycéens attendent impatiemment un geste fort de votre part.

Cette mobilisation relève d'un malaise de la jeunesse et de la réalité d'inégalités scolaires criantes.

En effet, le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois au sein de l'école d'ici 2012 et en particulier dans les lycées en difficultés, inquiète majoritairement les élèves.

Nous savons que notre système est imparfait mais nous souhaitons l'améliorer. Cependant, cette amélioration reste impossible tant que ne

sera pas placé au centre des enjeux la réussite de tous les élèves et tant que ne sera pas remis en cause les suppressions de postes dans l'Education Nationale.

Comment les jeunes peuvent-ils encore espérer de la réalité d'un ascenseur social alors qu'ils sont victimes de coupes budgétaires?

C'est la perte progressive dans l'espoir d'un avenir meilleur qui crée le malaise et le mécontentement de toute une génération.

Le combat mené par des élèves conscients des failles mais attachés à une éducation de qualité mérite une écoute attentive et positive.

Or, vos déclarations, consécutives à la mobilisation du 15 Mai, ne tiennent en aucun cas compte des revendications légitimes qui étaient portées à cette occasion.

D'ailleurs ces déclarations ressemblent plus à des provocations qu'à une réponse à la hauteur des enjeux qui se posent dans la jeunesse.

C'est pourquoi, je vous interpelle, Monsieur le Président de la République, pour que vous remettiez au centre des enjeux la question éducative et pour que soient considérées les revendications légitimes des lycéens, à savoir le refus des suppressions de postes.

J'espère que vous y saurez voir non pas un signe d'une quelconque manipulation ou d'une révolte destructurée et puérile mais bien l'envie profonde d'être les acteurs de notre avenir.

## NOUVELOBS.COM : GREVE DU 15 MAI : SMA : Sarkozy passe en force, la gauche et les syndicats s'insurgent – vendredi 16 mai 2008 | 15:57

**Le chef de l'Etat a annoncé jeudi la mise en place "avant l'été" d'une loi pour un droit d'accueil des enfants scolarisés en cas de grève. Le PS affirme que "Nicolas Sarkozy veut ouvrir une épreuve de force, inutile et blessante, il veut diviser les Français". Les syndicats s'insurgent.**

Lycéens et fonctionnaires, en majorité des enseignants, ont défilé jeudi 15 mai par milliers contre la suppression de milliers de postes. Une [mobilisation](#) à laquelle Nicolas Sarkozy a répondu en annonçant un projet de loi "avant l'été" sur l'accueil des enfants.

"J'ai demandé au gouvernement de déposer avant l'été un projet de loi qui instituera un droit à l'accueil des enfants inscrits dans nos écoles", a déclaré le président de la République dans une intervention télévisée.

"Le projet que je demande au gouvernement prévoira qu'en cas de grève, les professeurs grévistes se feront connaître 48 heures à l'avance", a précisé Nicolas Sarkozy, assurant que "la charge financière (de cet accueil) sera assurée par l'Etat".

Une annonce aussitôt critiquée par l'ensemble des syndicats enseignants et lycéens, qui ont estimé, à l'instar de Gérard Aschieri (FSU), que le chef de l'Etat franchissait "une ligne rouge", en voulant limiter le droit de grève.

### "Diviser les Français"

Le premier secrétaire du PS François Hollande a lui accusé le Président Nicolas Sarkozy d'"ouvrir une épreuve de force, inutile et blessante" et de "diviser les Français".

"Nicolas Sarkozy veut ouvrir une épreuve de force, inutile et blessante, il veut diviser les Français, mettre une partie de l'opinion au service d'une cause simplificatrice et enfin, engager une manoeuvre politique, quand il faut répondre aux besoins de l'école et de l'avenir des enfants", a déclaré François Hollande.

"Faut-il que Nicolas Sarkozy soit en difficulté dans l'opinion comme le prouvent les sondages, mais

aussi dans sa majorité comme l'ont démontré les incidents et les couacs de ces dernières semaines, pour qu'il prenne une initiative aussi malencontreuse", a jugé le député de Corrèze.

Selon François Hollande, "c'est précisément dans (un) contexte de conflit que (le chef de l'Etat) devrait apaiser, concilier, dialoguer".

Le numéro un du PS a encore affirmé que "ce n'est pas pour améliorer le fonctionnement de l'école ou pour permettre l'accueil des enfants des familles modestes qu'il prend cette initiative, mais pour plaire à la frange la plus conservatrice de sa majorité et pour remobiliser les rangs de son parti".

François Hollande a enfin jugé que le texte proposé par Nicolas Sarkozy "est à la fois inapplicable et inconstitutionnel".

"Inapplicable, car il n'est pas possible de demander 48 heures à l'avance aux personnels de l'Education de se déclarer grévistes - puisque jusqu'au dernier moment ils peuvent rentrer dans un mouvement ou au contraire se dégager (...)".

Le chef du PS estime également "inconstitutionnel d'obliger les collectivités locales qui, selon notre droit fondamental, s'administrent librement, à se substituer à l'Education nationale pour l'accueil des jeunes enfants".

### Une grève bien suivie

Pour la journée de mobilisation, le mot d'ordre de grève a été bien suivi dans l'Education, avec entre 46,16% (ministère) et 63% (SNUipp, syndicat majoritaire) de grévistes dans le primaire pour protester aussi contre le projet de nouveaux programmes.

Dans les collèges et lycées, entre 33,55% (ministère) et 55% (Snes-FSU (majoritaire) des personnels étaient en grève. Unsa-Education a parlé de 60% de participation dans l'ensemble de l'Education.

Par comparaison, lors de la dernière grève dans toute la Fonction publique le 24 janvier, la FSU avait fait état de 54% de grévistes et le ministère

de 34% (chiffre qu'il a revu à la baisse deux mois plus tard, à moins de 30%).

La grève a aussi touché le reste de la Fonction publique : elle a été observée par 24,8% des agents de l'Etat (dont la Poste et France Télécom), chiffre similaire à celui de la dernière grève unitaire du 24 janvier (24,7%), et 6% des agents des collectivités territoriales, selon le ministère; Dans les hôpitaux elle a été suivie par un peu plus de 5% des personnels, selon le ministère et la CGT-Santé.

Les manifestations ont réuni en France entre 200.000 personnes selon la police, et 300.000 manifestants selon la FSU. Ils étaient 7.000 à 30.000 à Marseille, 12.000 à Nantes, 7.000 à 15.000 à Grenoble. A Paris, ils étaient 18.000 selon la police, entre 50.000 et 60.000 selon la FSU, dont des milliers de lycéens.

Le ministre de l'Education, Xavier Darcos, a estimé "qu'il n'était pas exact de dire que, quand on a 1,2 million de fonctionnaires, qu'on soit quelques milliers de plus ou quelques milliers de moins, on réglait les problèmes, ce n'est pas vrai".

La quasi-totalité des fédérations et syndicats de l'Education, y compris l'enseignement privé sous contrat, et les parents d'élèves FCPE appelaient à manifester contre les 22.900 suppressions de postes dans la fonction publique, dont 11.200 dans l'Education (8.830 dans le public) prévues en 2008, alors que 35.000 sont déjà annoncées pour 2009.

A leur côté, appelaient aussi les syndicats lycéens UNL et Fidl, des syndicats étudiants et les principaux syndicats de fonctionnaires (sept sur huit dans la Fonction publique d'Etat)

Jeudi, Xavier Darcos a mis à nouveau en place le service minimum d'accueil (SMA) dans 2.837 communes (sur 22.500 ayant une école), dispositif consistant à rémunérer des agents municipaux pour garder les enfants les jours de grève, grâce aux retenues sur salaires des grévistes.

## NOUVELOBS.COM : REFORME : Journée d'actions des fonctionnaires : entre 200 et 300.000 manifestants – vendredi 16 mai 2008 | 16:22

- > Dans le cortège parisien, fonctionnaires, lycéens et parents d'élèves étaient "entre 50 et 60.000" selon la FSU, 18.000 selon la police.
- > 55% de grévistes dans les écoles selon les syndicats, 46,16% selon le ministère. Dans le secondaire, entre 63% et 33,55% de grévistes selon les estimations.
- > Nicolas Sarkozy annonce un projet de loi "avant l'été" sur l'accueil des écoliers.



La manifestation du 15 mai à Paris (AP)

Plus de 300.000 personnes, selon la FSU (200.000 selon la police) ont manifesté jeudi 15 mai à travers la France pour dénoncer la "politique de démantèlement" du service public et les dizaines de milliers de suppressions de postes prévues à la rentrée 2008 dans l'enseignement.

A Paris, les manifestants étaient "entre 50.000 et 60.000 personnes, dont plus de la moitié dans l'Education", selon la FSU, première fédération de

l'Education. La police estime pour sa part à 18.000 le nombre de manifestants dans la capitale, derrière une banderole de tête sur laquelle on pouvait lire: "Tous ensemble pour défendre et améliorer la fonction publique".

### Front syndical

Nicolas Sarkozy a pris la parole jeudi soir pour annoncer un [projet de loi "avant l'été" sur l'accueil des écoliers](#).

Dans le défilé à Paris, le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri, ses homologues de FO, Jean-Claude Mailly, de l'Unsa, Alain Olive, de la CFDT, François Chérèque, le président de la CFTC, Jacques Voisin, le secrétaire général du Sgen-CFDT, Thierry Cadart, et celui de l'Unsa-Education, Patrick Gonther, figuraient dans le carré de tête. > [Les réactions des leaders syndicaux](#)

S'y trouvaient également le président de l'UNL (lycéens) Florian Lecoultré, des responsables de la Fidl, le président de la FCPE (parents d'élèves) Faride Hamana ou encore le président de l'Unef (étudiants) Jean-Baptiste Prévost.

En province, les manifestations ont débuté dans la matinée, rassemblant plusieurs milliers de personnes. > [Suivre les manifestations ville par ville](#)  
**Une grève "très bien suivie"**

Le mot d'ordre de grève chez les fonctionnaires contre les suppressions de postes et le "démantèlement du statut" programmés par le gouvernement, est "globalement très bien suivi", a déclaré sur BFM le secrétaire général de la CGT Fonction publique, Jean-Marc Canon, citant des taux de participation de 10% à 15%, voire 20% supérieurs à un précédent mouvement motivé par la question des salaires au début de l'année.

"Il faudrait pratiquement supprimer tous les fonctionnaires pour résorber entièrement le déficit, il y a d'autres choix possibles", a-t-il dit.

Le ministère de la Fonction publique a indiqué à la mi-journée que la grève était suivie jeudi par 28,8% des agents de l'Etat à la mi-journée contre 20,6% le 24 janvier, dernière journée de grève des fonctionnaires. Dans l'éducation, une moyenne de 46,16% des professeurs des écoles et de 33,55% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi, selon le ministère de l'Education.

#### **Les secteurs mobilisés**

> **Dans l'Education** : Une moyenne de 46,16 % des professeurs des écoles et de 33,55 % des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi lors de la journée d'actions des fonctionnaires, selon les chiffres annoncés par le ministère de l'Education à l'AFP portant sur la totalité des académies. De son côté, le Snes-FSU (majoritaire) a annoncé à l'AFP que "plus de 55%" des personnels étaient en grève dans les collèges et lycées, selon les remontées de 350 établissements. Par ailleurs, 63% des personnels étaient en grève dans les écoles, selon le SNUipp-FSU (majoritaire).

12,04% des personnels Atoss ont également débrayé, portant la moyenne générale pondérée à

34,13% de grévistes dans l'ensemble de l'Education nationale.

Les chiffres annoncés par le ministère de l'Education portent sur la totalité des académies.

Le Snes-FSU (majoritaire dans le second degré) a lui annoncé "plus de 55%" de grévistes, à partir des "remontées de 350 établissements représentatifs sur tout le territoire", a précisé le syndicat.

Le SNUipp-FSU (majoritaire en primaire) a estimé à 63% la participation à la grève jeudi dans les écoles primaires.

> **Dans la Fonction publique** : la grève dans la Fonction publique était suivie par 28,8% des agents de l'Etat à la mi-journée, contre 20,6% le 24 janvier, dernière journée de grève des fonctionnaires, a indiqué le ministère de la Fonction publique.

Pour l'ensemble des ministères de l'Etat, le taux de grévistes est de 28,8% à la mi-journée, a indiqué une porte-parole du ministère, précisant que ce taux s'élève à 33% pour les seuls agents des ministères de l'Economie et du Budget.

Les 2,5 millions de fonctionnaires d'Etat étaient appelés à faire grève jeudi par la quasi-totalité de leurs syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, CFTC) pour protester contre les réductions d'effectifs et la "politique de démantèlement" du service public.

> **A l'ANPE** : La grève est suivie par environ 5% du personnel de l'ANPE. Trois agences sur plus de 800 sont fermées ce jeudi en raison du mouvement, a indiqué la direction.

A l'ANPE (30.000 agents), les trois principaux syndicats (SNU, FO, CGT) de même que Sud avaient relayé le mot d'ordre de grève de l'inter-syndicale de la Fonction publique.

Ces derniers ne s'attendaient cependant pas à un mouvement d'ampleur, même si de nombreux facteurs nourrissent l'inquiétude du personnel, comme la fusion avec les Assedic d'ici la fin de l'année et une menace pesant sur la pérennité de

l'Ircantec, le régime de retraite complémentaire des agents non-titulaires.

> **A la Poste** : La grève à la Poste touchait jeudi matin 4,85% des postiers, a annoncé la direction de La Poste, tandis que le syndicat Sud estimait à "autour de 10%" le nombre de grévistes.

Quatre syndicats (CGT, Sud, FO et CFTC) ont déposé des préavis de grève, qui selon eux pourraient avoir des conséquences sur la livraison du courrier et l'ouverture des bureaux de poste.

Ils dénoncent notamment les "réorganisations" et "suppressions de postes", et appellent à la défense du service public. La Poste compte 172.000 fonctionnaires et 116.000 salariés de droit privé.

> **A météo France** : La grève était suivie jeudi, selon la direction, par 23,7% du personnel de Météo France, directement concerné par un plan de restructuration.

40% des centres étaient touchés par le mouvement, a indiqué la direction.

Météo France est concerné par des réductions d'effectifs et des fermetures de centres, menaçant, selon les syndicats, 1.000 emplois sur les 3.600 actuels et la moitié des centres météorologiques dans les dix prochaines années.

Trois syndicats, représentant 90% du personnel (SPASMET/Solidaires, SNM/CGT, SNITM/FO) appellent à la grève et à une manifestation nationale à Paris le 5 juin contre ce "plan stratégique" en préparation depuis fin 2006.

Selon la direction, il se traduira par "un resserrement du dispositif territorial et une réduction des effectifs", notamment par des départs en retraite non remplacés. Aucun chiffre n'est arrêté, d'après la direction.

Météo France est un établissement public administratif depuis 1994, sous la tutelle du ministère de l'Ecologie.

## **LE FIGARO : Éditorial : Sarkozy contre les tabous français – Vendredi 16 mai 2008**

Nicolas Sarkozy n'a jamais eu une passion pour les singularités françaises. Parmi elles, il y a la grève, ses rituels et son folklore. Ailleurs qu'en France, c'est l'arme ultime. Chez nous aussi, mais c'est également une arme banale de prévention, que l'on sort de sa poche pour un oui ou pour un non, selon l'humeur et les saisons. Les trains ne roulent plus, les écoles ferment leurs portes, les usagers des services publics se débrouillent. Personne n' imagine qu'il puisse en être autrement puisque personne ne se souvient d'une époque où il en allait autrement. C'est précisément ce qui agace Nicolas Sarkozy. On le sait, il hait le statu quo et n'aime que le mouvement. Sans attendre au droit de grève, inscrit dans la Constitution, le chef de l'Etat estime qu'il n'est pas scandaleux de mettre en place ce que nos voisins ont instauré depuis des années, un service minimum. Après tout, ces gouvernements européens – libéraux ou sociaux-démocrates –, qui utilisent ce système ne passent pas pour d'affreux « briseurs de grè-

ves ». Service minimum dans les transports, et maintenant, projet de loi sur « le droit à l'accueil des enfants » à l'école : le sujet réveille de vieilles passions hexagonales alors que c'est une solution de bon sens, pragmatique, et susceptible de dédramatiser et de moderniser le vieux modèle du dialogue social dit « à la française ».

Avec ce projet de loi, Nicolas Sarkozy s'attaque donc à un nouveau tabou. La gauche et les syndicats de fonctionnaires vont évidemment le traiter de « démagogue » ou de « populiste », puisqu'en France est démagogue ou populiste toute personne qui considère que l'on n'est pas obligé de rester fidèle à des habitudes déléterées. Après tout tant pis ! Le rôle du chef de l'Etat, et sa campagne présidentielle en témoigne, c'est précisément de s'attaquer aux tabous français : les 35 heures, l'autorité, « l'identité nationale », les rapports sociaux. Autant de sujets sur lesquels on a souvent dit faussement que l'opinion publique était incapable de la moindre évolution. Les Français

sont attachés au droit de grève, c'est indéniable, comme il est indéniable qu'ils supportent de moins en moins d'être pris en otages sur un quai de gare ou devant les portes d'une école. Ils aiment leurs fonctionnaires, certes, mais lorsqu'ils comparent leur situation à la leur, ils estiment que les plus à plaindre ne sont pas ceux que l'on croit. Il n'a échappé à personne que Nicolas Sarkozy a souhaité faire cette annonce lui-même, alors qu'il aurait pu en laisser le soin à son ministre de l'Education Xavier Darcos. C'était opportun, car les dernières semaines ont donné l'impression que la droite ne savait plus très bien où elle habitait. Ne renâcle-t-elle pas devant la « rupture » qu'elle a défendue il y a un an? Comme disait drôlement Jacques Chirac, « un chef, c'est fait pour cheffer ». C'est ce que Nicolas Sarkozy a fait hier. Le message présidentiel se résume en peu de mots : la « rupture » ne fait que commencer.

## **LE FIGARO : 1ère page : Nicolas Sarkozy impose le service minimum dans les écoles : Le chef de l'Etat veut un projet de loi avant l'été qui oblige les enseignants grévistes à se déclarer 48 heures à l'avance et les communes à accueillir les enfants. – vendredi 16 mai 2008**

NICOLAS SARKOZY reprend la main sur l'école. Profitant hier d'une nouvelle grève des enseignants, il a demandé au gouvernement de déposer avant l'été un projet de loi instituant un service minimum d'accueil à l'école. Il impose désormais

aux professeurs grévistes de se déclarer 48 heures à l'avance. « Je respecte le droit de grève, a insisté le président. Mais « la grève pose des difficultés insurmontables à beaucoup de familles, en particulier aux familles les plus modestes. Mon

devoir, c'est de les entendre », a-t-il poursuivi. À l'image de nombre de pays d'Europe, notre pays disposera donc d'un accueil des enfants.

## **LE FIGARO : École: Sarkozy s'engage sur le service minimum – vendredi 16 mai 2008**





## AUDE SÉRÈS

ÉDUCATION Un projet de loi sera déposé avant l'été. Il obligera les communes à mettre en place « des solutions d'accueil ». CESERA donc un loi. En pleine journée de grève dans la fonction publique, Nicolas Sarkozy a annoncé l'instauration d'un « droit à l'accueil des enfants » « en cas de grève dans les écoles primaires » et le dépôt d'un projet de loi avant l'été sur ce sujet. Un pavé dans la mare face à des enseignants déjà très remontés et des maires souvent critiques face à l'expérimentation du service minimum. Mais un sondage CSA/I-Télé-Le Parisien publié en début de semaine indique que 60% des Français sont favorables à la mise en place du service minimum. Le projet de loi contiendra deux volets. Tout d'abord, les enseignants grévistes devront se faire connaître 48 heures à l'avance. Un sujet qui fait bondir les syndicats. Deuxième élément : « Les communes devront proposer des solutions d'accueil dont la charge financière sera assurée par l'État », a annoncé hier Nicolas Sarkozy. Il est vrai que le dispositif mis en place en janvier par Xavier Darcos, jusqu'à présent facultatif, qui consistait à confier aux mairies la tâche

d'organiser la garde des enfants en cas de grève, rencontre des réticences idéologiques et pratiques. Hier, seules 2 837 communes ont mis en place un dispositif d'accueil sur les 22 000 communes françaises qui disposent d'une école. Selon le projet de loi en préparation Rue de Grenelle, si les communes n'assurent pas ce service, les familles pourront déposer un recours devant le tribunal administratif.

Le dispositif est explosif. S'il rencontre des réticences idéologiques, il pose aussi des problèmes pratiques, avancent les communes. « De nombreuses communes, en particulier les communes rurales, n'ont tout simplement pas le personnel qualifié pour garder les enfants et cela pose de gros problèmes de responsabilité », explique Pierre-Yves Jardel, chargé de l'Éducation à l'Association des maires de France. Mais d'ores et déjà, au ministère, on se déclare prêt à aider les mairies dans l'organisation de cet accueil, tout en indiquant que la compensation financière versée aux communes fera l'objet de discussions.

Mobilisation correcte, mais pas exceptionnelle Si l'annonce de Nicolas Sarkozy concerne les situations de grève, Xavier Darcos travaille éga-

lement sur le chantier très sensible des remplacements d'enseignants absents. « Nous avons un système de remplacement qui ne marche pas toujours très bien, a indiqué hier le ministre de l'Éducation nationale, alors que bonan, malan, ce sont 50 000 postes qui sont affectés à ce remplacement. » D'autant que près de 10 000 d'entre eux ne sont jamais sollicités.

Pour cela, le ministère va créer une « agence de remplacement ». L'effort portera en particulier sur une organisation plus efficace des zones de remplacement. Par ailleurs, les enseignants seront incités, en échange de contrepartie financière, à suivre leurs éventuelles formations en dehors du temps scolaire. Le gouvernement a donc décidé de jouer le bras de fer contre les enseignants. Hier, le mouvement était très suivi dans l'Éducation nationale. Ailleurs, les syndicats ont réussi une mobilisation correcte (27,3 %), mais pas exceptionnelle. Selon un sondage OpinionWay, 54 % des personnes interrogées estiment que la grève est tout à fait ou plutôt justifiée, contre 46% pensant qu'elle était injustifiée.

## LE FIGARO : Le chef de l'État en première ligne sur une de ses promesses de campagne - Vendredi 16 mai 2008

### CHARLES JAIGU

Le service minimum d'accueil a un double avantage: c'est une idée concrète et une proposition très populaire. POUR le service minimum à l'école, Nicolas Sarkozy fera le maximum. C'est en substance ce que le chef de l'État a dit, hier, aux Français. Mais pourquoi ne pas laisser son ministre, Xavier Darcos, en faire l'annonce? « Il ne voulait pas laisser passer une promesse clé de son programme de candidat », justifie son entourage. À la vérité, le service minimum dans les écoles présente un double avantage : c'est une idée concrète et une proposition très populaire. Depuis quinze jours, le chef de l'État a suivi de près les sondages publiés dans la presse sur ce thème. À chaque fois, les sondés étaient majoritairement en faveur de cette mesure. Les sondages réalisés par le gouvernement indiquaient une adhésion « encore plus massive des parents d'élèves », selon un ministre. Pour Nicolas Sarkozy, cette montée en première ligne est donc une occasion de mettre en valeur sa détermination à appliquer une promesse qui plaît. C'est aussi une occasion de tourner la page de ces quelques jours, après le

revers essuyé à l'Assemblée sur le projet de loi OGM.

Nicolas Sarkozy a d'abord laissé son ministre de l'Éducation préparer le terrain. Quand Xavier Darcos a redit, il y a une semaine, qu'il n'entendait rien céder sur le service minimum, le chef de l'État l'a assuré de son soutien. Mais il est resté relativement en retrait, laissant Xavier Darcos gérer les relations avec les partenaires sociaux. Entre-temps, la mobilisation des lycéens contre les suppressions de postes s'est essoufflée. « Les syndicats d'enseignants, qui espéraient surfer sur cette première mobilisation, se sont rendu compte que leur position face à l'opinion était plus fragile qu'ils ne l'avaient prévu », commente un élu. Pour le président de la République, toujours en difficulté dans les sondages, le thème du service minimum est donc pain bénit. C'est un sujet de « politique quotidienne », selon la formule de l'un de ses conseillers, comme Sarkozy les aime.

L'opinion prise à témoin Nicolas Sarkozy a donc finalement décidé de s'exprimer hier matin, à la fois pour pousser son

avantage sur ce thème et se rappeler au bon souvenir des Français, le jour où les chiffres de la croissance française publiés par l'Insee s'avèrent supérieurs de 0,3 point à la précédente estimation de l'Insee

En annonçant qu'une loi sera votée qui donnera un droit à l'accueil des enfants les jours de grève, Nicolas Sarkozy reprend aussi l'un de ses thèmes fétiches. Il avait fait campagne sur le thème du droit opposable au logement complexe à mettre en oeuvre.

C'est d'ailleurs pour la même raison que la plupart des maires, y compris UMP, restent réticents face à cette mesure d'accueil à l'école qu'ils jugent difficile à appliquer. Mais il ne déplaît pas à l'Élysée de mettre les élus devant l'obligation d'obtempérer. Une façon de prendre l'opinion à témoin. Quant à ceux qui pensent que le premier ministre aurait pu lui aussi prendre la parole sur ce thème, l'Élysée a une réponse toute préparée : « François Fillon s'est exprimé sur la croissance dans la matinée, nous le faisons sur l'Éducation. C'est une juste répartition des rôles. »

## LE FIGARO : La gauche et les syndicats protestent – Vendredi 16 mai 2008

L'annonce d'un éventuel service minimum d'accueil obligatoire a suscité de vives réactions, hier, dans les rangs de la gauche. François Hollande a ainsi accusé le chef de l'État d'« ouvrir une épreuve de force, inutile et blessante ». « Il veut diviser les Français, mettre une partie de l'opinion au service d'une cause simplificatrice et, enfin, engager une manœuvre politique quand il faut répondre aux besoins de l'école et de l'avenir des enfants », a encore déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste. De son côté, le PCF a qualifié d'« inadmissible et révoltante » la volonté de Nicolas Sarkozy de vouloir créer un « service

public de casseurs de grève ». « Nicolas Sarkozy perd ses nerfs et choisit le rapport de force. Il se comporte comme un chef de clan », ajoute le PCF qui, « en guise de réponse », appelle à « une mobilisation exceptionnelle pour la manifestation du 22 mai ». Prenant la balle au bond, le maire de Paris Bertrand Delanoë s'est insurgé dans un communiqué contre cette mesure « contraire à la Constitution ». D'après l'élu, « le gouvernement devrait engager des réformes de fond permettant d'augmenter la qualité et l'efficacité de l'enseignement ».

Vent debout, les syndicats enseignants et lycéens ont également haussé le ton, estimant que le président de la République franchissait « une ligne rouge » (FSU) ou se fermait à la « discussion pour désamorcer le conflit » (SNUipp-FSU). Enfin, si l'UMP a salué une loi pour « la liberté » et « l'égalité de tous », les maires, eux, se sont montrés divisés, beaucoup – y compris à droite – avouant ne pas vouloir assumer la responsabilité de ce service jugé onéreux et compliqué.

C. G.

## LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Fonction publique : mobilisation "très bien suivie" selon la CGT, près d'un enseignant sur deux en grève - Mis à jour le jeudi 15 mai 2008 | 15h06



AFP/FREDERICK FLORIN

Environ 2 500 personnes ont défilé à Strasbourg, le 15 mai 2008.



A Marseille, 30 000 personnes, de source syndicale, 7 000 selon la police, ont défilé à l'appel des

syndicats UNL, FIDL, FSU, CGT, CFDT, Unsa et Solidaires. Force ouvrière a défilé séparément, avec 10 000 manifestants selon le syndicat, un millier selon la police.

La grève des fonctionnaires, accompagnée de manifestations, était suivie, jeudi 15 mai, en France, notamment dans l'éducation nationale où de nombreuses écoles étaient fermées.

"Plus de 55 %" des personnels étaient en grève dans les **collèges et lycées** jeudi, a annoncé le SNES-FSU (majoritaire) à l'AFP à partir des remontées de 350 établissements, et 63 % des personnels étaient en grève dans les **écoles**, selon le Snuipp-FSU (majoritaire). Le ministère de l'éducation nationale indique, lui, qu'une moyenne de 46,16 % des professeurs des écoles et de 33,55 % des enseignants des collèges et lycées étaient en grève, chiffres portant sur la totalité des académies. 12,04 % des personnels non enseignant ont également débrayé, portant la moyenne générale pondérée à 34,13 % de grévistes dans l'ensemble de l'éducation nationale.

"Sur l'ensemble de la fonction publique, certes avec quelques inégalités, globalement le mouvement est très bien suivi", a déclaré sur BFM le secrétaire général de la CGT-Fonction publique, Jean-Marc Canon, citant des taux de participation de 10 % à 15 % supérieurs à une précédente mobilisation en janvier.

#### TRAFIC AÉRIEN NORMAL

A Marseille, un cortège de 30 000 personnes selon les syndicats, 7 000 selon la police, composé

essentiellement d'enseignants et de lycéens, a défilé dans la matinée derrière le slogan "halte à la casse des services publics et au démantèlement de la fonction publique". Environ 2 500 personnes ont défilé à Strasbourg, plus de 3 000 à Perpignan et 2 000 Grenoble. A Paris, le cortège doit partir de la place d'Italie en début d'après-midi.

La grève était suivie à la mi-journée par 28,8 % des **agents de l'Etat** contre 20,6 % le 24 janvier, dernière journée de grève des fonctionnaires, a indiqué le ministère de la fonction publique.

La grève à **La Poste** touchait, jeudi matin, 4,85 % des postiers, a annoncé la direction de La Poste à l'AFP, tandis que le syndicat SUD estimait à "autour de 10 %" le nombre de grévistes. Quatre syndicats (CGT, SUD, FO et CFTC) ont déposé des préavis de grève pour dénoncer les "réorganisations" et "suppressions de postes", et appellent à la défense du service public. La Poste compte 172 000 fonctionnaires et 116 000 salariés de droit privé. A France Télécom, la direction dénombre 8 % de grévistes.

Le **trafic aérien** était normal jeudi matin, a annoncé à l'AFP un porte-parole de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC). "Il n'y a aucun gréviste à Roissy ni à Orly", a précisé ce porte-parole en milieu de matinée.

## NOUVELOBS.COM : Journée d'actions des fonctionnaires : une grève "très suivie", selon la CGT – jeudi 15 mai 2008 | 14:45

- Une moyenne de 46,16 % des professeurs des écoles et de 33,55 % des enseignants des collèges et lycées étaient en grève, selon le ministère de l'Éducation nationale. De leur côté, les syndicats estiment que "plus de 55%" des personnels sont en grève dans les collèges et lycées et 63% dans les écoles
- Dans la Fonction publique d'Etat, le taux de grévistes s'élevait à 28,8% à la mi-journée
- Plusieurs manifestations ont d'ores et déjà débuté en province.

Le mot d'ordre de grève chez les fonctionnaires contre les suppressions de postes et le "démantèlement du statut" programmés par le gouvernement, est "globalement très bien suivi" jeudi 15 mai, a déclaré sur BFM le secrétaire général de la CGT Fonction publique, Jean-Marc Canon.

"Sur l'ensemble de la Fonction publique, certes avec quelques inégalités, globalement le mouvement est très bien suivi", a affirmé Jean-Marc Canon, citant des taux de participation de 10% à 15%, voire 20% supérieurs à un précédent mouvement motivé par la question des salaires au début de l'année.

"Nous souhaitons pouvoir nous faire entendre, malheureusement le gouvernement fait preuve de surdité", a ajouté Jean-Marc Canon, en réaffirmant ne pas être opposé a priori à une évolution du statut des fonctionnaires, ni défendre le statu quo.

La question du déficit public est "un leurre" et "le vrai débat est de savoir quelles missions on veut confier à la fonction publique dans l'intérêt général, et à partir de là, quels sont les besoins en effectif qualifié statutaire", a-t-il dit. "Il faudrait pratiquement supprimer tous les fonctionnaires pour résorber entièrement le déficit, il y a d'autres choix possibles".

#### Préavis déposé il y a trois semaines

Interrogé sur la gêne causée aux usagers, Jean-Marc Canon a rappelé que le préavis avait été

déposé par la CGT "il y a trois semaines". "Nous n'avons pas eu le moindre contact, ni par téléphone, ni par lettre pour nous proposer de négocier sur tout ou partie des revendications du personnel pour désamorcer le conflit. C'est peut-être là-dessus qu'il faut s'interroger".

Le ministère de la Fonction publique a indiqué à la mi-journée que la grève était suivie jeudi par 28,8% des agents de l'Etat à la mi-journée contre 20,6% le 24 janvier, dernière journée de grève des fonctionnaires. Dans l'éducation, une moyenne de 46,16% des professeurs des écoles et de 33,55% des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi, selon le ministère de l'Éducation.

#### Entre 40 et 60% de grévistes dans l'éducation

Une moyenne de 46,16 % des professeurs des écoles et de 33,55 % des enseignants des collèges et lycées étaient en grève jeudi lors de la journée d'actions des fonctionnaires, selon les chiffres annoncés par le ministère de l'Éducation à l'AFP portant sur la totalité des académies. De son côté, le Snes-FSU (majoritaire) a annoncé à l'AFP que "plus de 55%" des personnels étaient en grève dans les collèges et lycées, selon les remontées de 350 établissements. Par ailleurs, 63% des personnels étaient en grève dans les écoles, selon le SNUipp-FSU (majoritaire).

12,04% des personnels Atoss ont également débrayé, portant la moyenne générale pondérée à 34,13% de grévistes dans l'ensemble de l'Éducation nationale.

Les chiffres annoncés par le ministère de l'Éducation à l'AFP portent sur la totalité des académies. Le Snes-FSU (majoritaire dans le second degré) a lui annoncé "plus de 55%" de grévistes, à partir des "remontées de 350 établissements représentatifs sur tout le territoire", a précisé le syndicat.

Le SNUipp-FSU (majoritaire en primaire) a estimé à 63% la participation à la grève jeudi dans les écoles primaires.

En fin de matinée, plusieurs milliers de personnes étaient dans la rue dans plusieurs villes du grand Ouest et du Centre, comme Rouen, Caen, Le Mans ou Orléans ont indiqué les syndicats et la police. On dénombrait ainsi à Rouen, entre 5.500 et 8.000 personnes selon les sources, au Havre entre 3.500 et 4.500 ou à Caen entre 3.000 et 10.000.

#### La grève, plus suivie qu'en janvier

Par ailleurs, la grève dans la Fonction publique était suivie par 28,8% des agents de l'Etat à la mi-journée contre 20,6% le 24 janvier, dernière journée de grève des fonctionnaires, a indiqué le ministère de la Fonction publique.

Pour l'ensemble des ministères de l'Etat, le taux de grévistes est de 28,8% à la mi-journée, a indiqué un porte-parole du ministère, précisant que ce taux s'élève à 33% pour les seuls agents des ministères de l'Économie et du Budget.

Les 2,5 millions de fonctionnaires d'Etat étaient appelés à faire grève jeudi par la quasi-totalité de leurs syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, CFTC) pour protester contre les réductions d'effectifs et la "politique de démantèlement" du service public.

#### Entre 5% et 10% de grévistes à la Poste

La grève à La Poste, dans le cadre de la journée d'action de la Fonction publique, touchait jeudi matin 4,85% des postiers, a annoncé la direction de La Poste à l'AFP, tandis que le syndicat Sud estimait à "autour de 10%" le nombre de grévistes.

Quatre syndicats (CGT, Sud, FO et CFTC) ont déposé des préavis de grève, qui selon eux pourraient avoir des conséquences sur la livraison du courrier et l'ouverture des bureaux de poste.

Ils dénoncent notamment les "réorganisations" et "suppressions de postes", et appellent à la défense du service public.

La Poste compte 172.000 fonctionnaires et 116.000 salariés de droit privé.

#### Service minimum organisé

Les fédérations de fonctionnaires -en tête desquelles celles de l'Education- ont appelé à la grève et à des manifestations dans toute la France pour dénoncer les suppressions de postes et la Révision générale des politiques publiques (RGPP) dans

laquelle les syndicats voient un "plan social déguisé".

A cette occasion, le ministre de l'Education nationale Xavier Darcos a décidé, comme le 24 janvier lors d'une précédente grève, d'organiser un Servi-

ce minimum d'accueil (SMA) dans les communes qui le souhaitent pour prendre en charge les enfants du primaire. (avec AFP et AP)

## LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Fonction publique : le gouvernement dénonce une grève "surannée", "datée" et "égoïste" - Mis à jour le jeudi 15 mai 2008 | 11h01



AFP/MICHEL GANGNE

"Ces méthodes ne sont pas adaptées aux problèmes que nous connaissons aujourd'hui", a dit de son côté sur LCI Xavier Darcos, qui parle aussi de méthodes "surannées". Il fustige le coût de la grève et son impact sur le fonctionnement des services publics.

Le ministre du budget et de la fonction publique, Eric Woerth, a estimé, jeudi 15 mai, sur i-Télé, que "défiler avec des pancartes pour dire 'je veux plus de moyens', c'est une manière très égoïste de voir les choses". "Il faut accepter de se remettre plus en cause. Ce n'est pas un problème de droite, ce n'est pas un problème de gauche, c'est

un problème d'efficacité du service public", a-t-il poursuivi.

"C'est tellement facile de demander plus d'argent, plus de moyens. Si c'est pour ne rien en faire, à quoi ça sert ?" s'est interrogé M. Woerth. Selon lui, "on n'a jamais mis autant de moyens dans l'école. Aujourd'hui, un lycée français coûte 20 % plus cher qu'un lycée de l'OCDE". Il a également estimé que le problème de l'école, qui "n'a pas les résultats qu'elle devrait avoir", ne doit pas être posé en termes de coût mais "en termes de contenu des programmes".

"Ces méthodes ne sont pas adaptées aux problèmes que nous connaissons aujourd'hui", a dit, de son côté, sur LCI, le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, qui parle aussi de méthodes "surannées". Il fustige le coût de la grève et son impact sur le fonctionnement des services publics. **"NOUS SENTONS BIEN QU'IL Y A PARFOIS UN DÉPHASAGE"**

En écho, le secrétaire d'Etat à la fonction publique, André Santini, a estimé, sur RTL, que la grève était "un mode de réclamation daté". Revenant sur sa proposition, faite la veille, de mettre un brassard plutôt que de faire grève, il a expliqué avoir mis cette solution en place dans sa commune d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). "Je leur ai dit que plutôt que de provoquer

la pagaille dans les crèches et les écoles, dans les services, vous devriez dire, avec un bandeau ou un brassard, 'fonctionnaires en grève'. Et ça a été très apprécié", a-t-il affirmé.

Selon lui, "la grève est difficilement compréhensible dans une collectivité locale, parce qu'il y a un lien direct entre le maire et les fonctionnaires et entre les fonctionnaires et les contribuables". Mais M. Santini veut aussi que les fonctionnaires "sachent que nous les comprenons, que nous les respectons, que nous devons dialoguer avec eux et que c'est dans l'intérêt de chacun que nous ayons une fonction publique moderne, évolutive et mieux rémunérée".

"Nous devons avoir la confiance des fonctionnaires, et d'ailleurs, nous sentons bien qu'il y a parfois un déphasage entre ce que demandent les syndicats et ce que réclament les fonctionnaires", a-t-il ajouté. Le secrétaire d'Etat estime qu'il "y a peut-être un peu trop" de fonctionnaires. "Pourquoi a-t-on embauché 200 000 fonctionnaires d'Etat après la décentralisation, et pourquoi en a-t-on embauché tellement dans les collectivités territoriales ? Cela fait un million de fonctionnaires en quelques années. Ça n'est pas toujours justifié", a-t-il affirmé.

## LIBÉRATION.FR : Environ la moitié des enseignants en grève aujourd'hui : Plus de 55% de grévistes dans le secondaire selon les syndicats, 40% selon le ministère. L'ensemble de la fonction publique est appelée à se mobiliser aujourd'hui. A Paris, manifestation à 14 heures - jeudi 15 mai 2008

Entre 55% et 63% des enseignants des collèges et lycées sont grévistes aujourd'hui selon les syndicats. Le ministère en décompte lui 39,4% dans les collèges-lycées et 46,16% dans le primaire.

Mobilisés depuis près de trois mois contre les suppressions de postes aux côtés des lycéens, les enseignants sont rejoints aujourd'hui par l'ensemble de la fonction publique: culture, douanes, finances, équipement, hôpitaux, collectivités territoriales...

Des appels à la grève ont aussi été lancés à La Poste, France Télécom, à l'ANPE ou encore à

France 3. A La Poste, seuls 4,85% des postiers étaient grévistes ce matin selon la direction, tandis que le syndicat Sud estime à «autour de 10%» le pourcentage de grévistes.

Premier motif de protestation: les 22.900 suppressions de postes, dont 11.200 dans l'enseignement (8.830 dans le public) inscrites au budget 2008, alors que 35.000 sont déjà annoncées pour 2009. Sur ce point, Xavier Darcos, ministre de l'Education, a réaffirmé mercredi qu'il n'était pas question de revenir sur les suppressions d'emplois prévues.

Dans le primaire, les syndicats dénoncent les nouveaux programmes prévus pour la rentrée, un «recul didactique et pédagogique» selon eux.

Autre sujet de mécontentement: le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires, destiné à faciliter le passage entre fonctions publiques ou entre public et privé, et vu par les syndicats comme une attaque contre leur statut.

A Paris, une manifestation doit partir à 14 heures de la place d'Italie. Les syndicats enseignants ont déjà prévu deux autres journées de mobilisation les 18 et 24 mai.

## NOUVELOBS.COM : GREVE DU 15 MAI : Heure par heure - la grève dans la Fonction publique - jeudi 15 mai 2008 | 15:24

**Voici, heure par heure, les événements relatifs au mouvement des fédérations de la Fonction publique pour dénoncer les suppressions de postes et la Révision générale des politiques publiques.**

**Depuis 15h00**

**15h15 Bordeaux** Plus de 10.000 manifestants selon les organisateurs, 6.200 selon la police défilent dans les rues.

**15h10 Nantes** Environ 12.000 personnes selon la police, 30.000 selon les organisateurs, manifestent à la mi-journée.

**15h05 Paris** Les huit syndicats de la SNCF et trois des huit de la RATP décident d'un préavis de grève pour les retraites le 22 mai.

**De 12h00 à 15h00**

**14h55 Paris** Le ministère de la Fonction publique indique que la grève est suivie à la mi-journée par 28,8% des agents de l'Etat (hors agents de La Poste et France Télécom). En incluant les agents de La Poste et France Télécom, ce taux s'élève à 27,3%.

**14h40 Paris** La grève contre les réductions d'effectifs dans la Fonction publique est suivie, selon la direction, par 23,7% du personnel de Météo France, directement concerné par un plan de restructuration.

**14h35 Lyon** Quelques 5.000 personnes selon la police, 10.000 selon les organisateurs, ont manifesté dans la matinée dans les rues de Lyon dans le cadre de la journée d'action dans l'éducation et

la fonction publique, selon une journaliste de l'AFP.

**14h35 Paris** Le ministre de l'Education Xavier Darcos estime sur Canal + que quand on a 1,2 million de fonctionnaires dans l'Education, en avoir "quelques milliers de plus ou quelques milliers de moins" ne règle pas les problèmes.

**13h40 Perpignan** Plus de 5.000 manifestants selon les organisateurs, 3.500 selon la police, ont défilé dans la matinée dans le centre de Perpignan "contre les suppressions massives de postes dans la fonction publique", notamment dans l'Education nationale.

**13h30 Paris** Sept syndicats de la SNCF annoncent après la Fgaac (conducteurs autonomes) mercredi, le dépôt d'un préavis de grève pour les



retraites le 22 mai, date d'une mobilisation unitaire des confédérations syndicales sur ce thème.

**13h25 Paris** La grève pour la défense du service public est suivie par environ 5% du personnel de l'ANPE, dont trois agences sur plus de 800 sont fermées jeudi en raison du mouvement, indique la direction.

**12h55 Grenoble** Plus de 2.000 lycéens, selon la police, ont défilé dans les rues de Grenoble, lors d'une manifestation non déclarée en préfecture pour protester contre les suppressions de poste prévues à la rentrée et qui s'est achevée par des affrontements avec les forces de l'ordre.

**12h40 Paris** Le Parti radical (associé à l'UMP) exprime son soutien à la mise en place d'un "service minimum d'accueil" dans les écoles.

**12h40 Paris** Le PCF estime que le ministre de l'Éducation nationale Xavier Darcos s'est transformé en "ministre de la garderie nationale" en appelant à un service minimum d'accueil (SMA) dans les écoles à l'occasion de la grève des enseignants.

**12h35 Paris** La grève dans la Fonction publique est suivie à la mi-journée par 28,8% des agents

de l'Etat, selon le ministère de la Fonction publique.

**12h30 Marseille** De nombreux lycéens ouvrent la manifestation à Marseille contre le "démantèlement" du service public et les suppressions de postes prévues dans l'Éducation nationale, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes.

**12h25 Rennes** Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans la matinée dans plusieurs villes du grand Ouest et du Centre, comme Rouen, Caen, Le Mans ou Orléans, dans le cadre de la journée d'action dans l'éducation et la fonction publique, apprend-on auprès des syndicats et de la police.

#### **De minuit à 12h00**

**11h50 Paris** Une moyenne de 46,16 % des professeurs des écoles et de 33,55 % des enseignants des collèges et lycées sont en grève, selon les chiffres annoncés par le ministère de l'Éducation portant sur la totalité des académies.

**11h40 Paris** "Plus de 55%" des personnels sont en grève dans les collèges et lycées, selon le Snes-FSU (majoritaire) à partir des remontées de 350 établissements, et 63% des personnels sont

en grève dans les écoles, selon le SNUipp-FSU (majoritaire).

**11h15 Paris** La grève à La Poste, dans le cadre de la journée d'action de la Fonction publique, touche 4,85% des postiers, selon la direction de La Poste, tandis que le syndicat Sud estime cette proportion à "autour de 10%" le nombre de grévistes.

**11h00 Aéroport de Roissy** Le trafic aérien est normal, selon un porte-parole de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).

**10h30 Paris** Le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction Publique André Santini estime que la grève est un "mode de réclamation certainement daté" et reparle de son idée de "brassard" pour les grévistes.

**9h45 Paris** Interrogé sur i-Télé, le ministre du Budget et de la Fonction publique, Eric Woerth,, estime que "défiler avec des pancartes pour dire 'je veux plus de moyens', c'est une manière très égoïste de voir les choses".

**4h00 Paris** Environ deux instituteurs sur trois seront en grève, selon les syndicats du primaire et un enseignant sur deux dans les collèges et lycées, selon le SE-Unsa.

## **LIBÉRATION : Abécédaire de la colère des fonctionnaires : Baisse des effectifs et recours au privé mobilisent la fonction publique - jeudi 15 mai 2008**

### **LAURE EQUY**

Il y a fort à parier que la suggestion osée hier par André Santini, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, de mettre «des brassards à la japonaise» plutôt que de faire grève, hérisse les fonctionnaires mobilisés pour la défense des services publics. Outre les réductions d'effectifs, d'autres réformes en cours (projet de loi sur la mobilité, retraites, etc) alimentent le malaise et l'inquiétude au sein de la fonction publique.

**Armée.** Pas question de grève chez les militaires. Mais l'inquiétude est grande. Car le gouvernement ne cache pas qu'il entend tailler dans le vif. Dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), le regroupement des implantations militaires autour de 90 «bases de défense» a été décidé. Le plan de restructuration des armées qui pourrait être annoncé le 19 mai entraînerait la suppression d'une trentaine de garnisons et de plus d'une dizaine de régiments d'ici 2012.

**Contrats.** Le Livre blanc sur la fonction publique, remis mi-avril, suggère notamment de «professionnaliser le recours aux agents contractuels dans la fonction publique» et de «définir des règles claires de recours à des agents contractuels ou à des agents titulaires».

**Douanes.** L'intersyndicale des douanes (CFDT-CGT-FO-Solidaires) appelle à une grève «re-conductible» à compter d'aujourd'hui contre un plan de réforme du dédouanement (service chargé des produits hors UE) qui pourrait entraîner,

selon eux, de 1 000 à 2 000 suppressions d'emploi.

**Fusion de corps.** Le Livre blanc recommande de remplacer les 700 corps de la fonction publique d'Etat par une cinquantaine de familles de métiers, regroupées en sept filières : administration générale, financière et fiscale, sociale, éducation et recherche, culture, technique et sécurité.

**Hôpitaux.** Les syndicats CGT et FO de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) appellent à participer à la journée de grève. En tête des revendications, la question des retraites et le refus de l'allongement de la durée de cotisation à quarante et un ans et le «maintien des garanties statutaires actuelles».

**Intérim.** Prévu dans le projet de loi sur la mobilité adopté au Sénat fin avril (et qui doit venir devant l'Assemblée nationale au mois de juin), le recours à l'intérim, déjà pratiqué dans l'hôpital public, pourrait être autorisé dans toute la fonction publique. Les administrations pourraient puiser dans le vivier intérimaire pour un remplacement, une vacance temporaire d'emploi, un accroissement ponctuel d'activité ou un besoin saisonnier. Aprement discuté lors du passage du texte au Sénat, ce point a été encadré avec des précisions sur la durée des contrats mais continue de crispier les syndicats. Contre-feu hier de Santini : l'introduction de l'intérim «est une opportunité, pas une obligation.»

**Mobilité.** Le projet de loi sur la mobilité vise à faciliter le passage entre les fonctions publiques

ou du public au privé : droit au départ, cumul de temps partiels, intérim, réorientation professionnelle en cas d'emploi supprimé. Parallèlement, cinq décrets parus en avril instituent «une indemnité de départ volontaire» ou, dans le cadre d'une mobilité fonctionnelle ou géographique imposée, une «indemnité temporaire de mobilité».

**Pénitentiaire.** La CGT pénitentiaire appelle aussi à se joindre à la mobilisation. Dans sa ligne de mire : la RGPP, dont les premiers effets seraient, selon la CGT, la «fermeture des tribunaux, la suppression de certaines directions d'administration, la fermeture de l'hôpital de Fresnes, le développement du partenariat public-privé».

**Rémunération au mérite.** Autre suggestion du Livre blanc, l'introduction du mérite dans la rémunération, via des entretiens «périodiques» d'évaluation remplaçant la notation actuelle. La part de l'avancement automatique serait réduite au profit de la part liée à l'emploi occupé et à la performance.

**Suppression de postes.** C'est le principal mot d'ordre de la mobilisation : protester contre le non-remplacement, à partir de 2009, d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Le budget 2008 prévoit déjà 22 900 suppressions de postes, dont 11 200 dans l'enseignement, 35 000 sont déjà annoncées pour 2009 dans le cadre de la RGPP.

## **LE FIGARO : 1<sup>ère</sup> page : Darcos veut remettre au travail les 23000 profs sans élèves - Jeudi 15 mai 2008**

**Le ministre de l'Éducation va s'attaquer au dossier explosif des enseignants qui ne donnent pas de cours.**

À L'HEURE où les syndicats d'enseignants mobilisent leurs troupes contre les 11 200 suppressions de postes prévues à la rentrée, le ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, s'attaque au

dossier explosif de ces professeurs qui n'enseignent pas. Les uns parce qu'ils sont «détachés», parfois dans des institutions très éloignées du monde de l'enseignement. Les autres parce que, étant «remplaçants» dans des disciplines en surnombre, ils attendent chez eux de pouvoir prendre la place au pied le-

véd'undeleurscollèguesmalades. Ce double phénomène représenterait au total l'équivalent de 23 200 postes d'enseignant. Selon un rapport des Inspections générales des finances et de l'Éducation nationale, le seul dispositif des «décharges» coûte chaque année 1,65 milliard d'euros aux contribuables.



## LE FIGARO : Ces 23 000 enseignants sans élèves visés par Darcos : Face à la grogne contre les suppressions de postes, le ministre s'attaque au problème des profs absents de leurs classes. – Jeudi 15 mai 2008

CÉCILIA GABIZON, AUDE SÉRÈS

ÉDUCATION À L'HEURE où les enseignants manifestent de nouveau contre les 11 200 suppressions de postes prévues à la rentrée, le ministre de l'Éducation nationale s'attelle au dossier explosif des profs qui n'enseignent pas, représentant l'équivalent de 23 200 postes. Une façon de laisser entendre aux syndicats et à l'opinion que les élèves ne risquent pas de pâtir du plan d'économie décidé.

Selon les derniers chiffres divulgués par l'Éducation nationale, quelque 210 000 enseignants, soit un sur quatre, ont bénéficié d'une « décharge de service » pendant l'année 2006-2007.

Beaucoup ne profitent que d'une heure par semaine, comme ces professeurs de terminale censés ainsi compenser le surcroît de travail que crée la préparation au baccalauréat. Ils étaient plus de 94 000 à profiter de cette heure dite « de première chaire » au cours de l'année 2006-2007. Tandis que 31 000 professeurs de géographie ou utilisant un laboratoire disposaient eux aussi d'une heure pour ranger et organiser leur matériel. Autant d'heures payées, mais non passées devant les élèves (voir ci-dessous).

Plusieurs ministres ont eu la tentation de remettre en cause ces acquis. Dernier en date, Gilles de Robien, avec un décret passé en 2007 mais annulé en août dernier par le président Nicolas Sarkozy, car les « bénéficiaires de décharges allaient travailler plus pour gagner moins », selon l'Élysée, qui a calmé la grogne de la profession au passage. En revanche, les décharges syndicales, qui concernent 3 038 enseignants, ne semblent pas en ligne de mire. Au gouvernement, on fait valoir la nécessité d'avoir des « représentants disponibles pour assurer le fonctionnement démocratique du système éducatif ».

Pour autant, la rationalisation du système, qui représente, selon un rapport de la Cour des

comptes de 2005, près de 30 000 emplois à temps plein, n'est pas abandonnée. D'autant que, selon un rapport de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, ces avantages coûtent au contribuable (hors décharges syndicales) 1,65 milliard d'euros. Mais toutes ne sont pas injustifiées, en particulier celles qui concernent des missions pédagogiques. Ce même rapport estime que l'on pourrait réduire de 40 % les décharges et économiser ainsi 11 800 postes.

Dans les prochains jours, le ministère devrait ainsi entrer avec les syndicats dans le vif des discussions sur la réforme du lycée et le statut des enseignants. En souhaitant construire un lycée modulaire, avec des parcours individualisés, Xavier Darcos entend également modifier les conditions de travail des enseignants. « Pour le moment, le ministère tâte le terrain en lançant plusieurs pistes sur l'organisation du temps de travail et la rémunération », explique Luc Bérille, secrétaire général du SEUnsa.

### Travail d'adaptation

Ces discussions pourraient être l'occasion de généraliser la transformation de certaines décharges en heures supplémentaires, comme cela se pratique déjà sur le terrain. Certains agrégés ou des professeurs de terminale enseignent durant leur décharge et sont payés en sus. Mais le sujet reste très sensible. Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, s'y oppose d'ores et déjà.

Autre priorité de l'Éducation nationale, les professeurs qui n'ont pas d'élèves. Une situation qui recouvre, selon la Cour des comptes, quelque 11 400 postes. Il s'agit des remplaçants auxquels il n'est jamais fait appel mais aussi des enseignants en sursurnombre, dans des matières comme l'allemand, l'éducation physique ou le russe. Un travail d'adaptation a été engagé, notamment en réduisant les postes aux concours dans certaines matières et en accélérant les mutations géogra-

phiques. Mais l'adéquation entre les besoins et l'offre s'effectuera sur la durée. Ils seront encore près de 8 000 en « surnombre » à la rentrée 2009.

### Les professeurs en tête des grèves

La mobilisation des enseignants appelés par leurs syndicats à une journée de grève contre les 11 200 suppressions de postes programmées l'an prochain s'annonce importante. Ils espèrent aussi mobiliser contre la réforme des programmes scolaires en primaire. Le syndicat SEUnsa a estimé hier à près de 70% des professeurs des écoles et 50% des enseignants de collèges et lycées la proportion de grévistes attendus. Le syndicat dénonce « les annonces à marche forcée, les suppressions systématiques d'emplois, les remises en cause du service public ». Des manifestations sont prévues dans tous les départements, dont un défilé à Paris qui partira à 14 h 30 de la place d'Italie pour rejoindre celle de la République. L'Éducation sera la plus mobilisée, mais grèves et manifestations concernent les trois fonctions publiques : État (impôts, douanes, culture, défense...), hôpitaux et collectivités. Six syndicats dénoncent les baisses d'effectifs, les réorganisations (révision générale des politiques publiques) et la future loi sur la mobilité. Ce texte autorise le recours à l'intérim et la suspension de salaire des agents sans affectation ayant refusé trois postes. « Des attaques contre le statut des fonctionnaires », dit Jean-Marc Canon (CGT). La CFDT se contente d'une journée d'action dans les administrations d'État, seules concernées par le nonremplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite. « Une mécanique simpliste, pourquoi pas un sur trois ou 19 sur 23? », ironise sa représentante, Brigitte Jumel. La CGC se tient à l'écart du mouvement.

O. A et M.-E. P

## LE FIGARO : Des profs employés pour défendre le foot ou le marais poitevin : Certains enseignants « détachés » occupent des emplois très éloignés de l'enseignement – Jeudi 15 mai 2008

MARIE-ESTELLE PECH

ASSOCIATIONS régionalistes, fédérations sportives, ONG humanitaires... Dressée par la Cour des comptes en 2005, la liste des institutions employant les 1 300 professeurs « détachés » de l'Éducation nationale a de quoi surprendre. On apprend ainsi que les associations Maison des marais mouillés du Poitou et Ensemble contre le Sida avaient le bonheur d'accueillir un enseignant tout comme la Fédération de rugby, celle de football, l'Observatoire international des prisons ou encore les Restaurants du coeur... Les associations Charles-de-Gaulle et GeorgesPompidou n'en employaient pas moins de quatre ! Sept autres oeuvraient à la FCPE, principale association de parents d'élèves, quarante-sept à la Cité des sciences et neuf aux Éclaireurs de France. La

Ligue française de l'enseignement se taillait enfin la part du lion avec 206 enseignants.

Ces associations signent généralement des conventions avec l'Éducation nationale. Mais toutes ne remboursent pas le traitement des fonctionnaires prêtés. À noter que, au-delà du marais poitevin et des stades de foot, la majorité des professeurs « déchargés » travaillent dans les ministères, les rectorats et autres organismes publics comme le conseil d'État ou l'Institut de France.

### Discipline « en surnombre »

Pour la Cour des comptes, les heures de décharge pour l'animation d'associations sportives ne recouvriraient pas toutes une activité réelle dans plusieurs centaines d'établissements. Enfin, la survivance des heures dites de « cabinet » ou de « laboratoire », correspondant autrefois au temps

que l'enseignant passait à ranger des cartes ou à entretenir le matériel de laboratoire, est également critiquée. Aux côtés de ces profs « déchargés », les « remplaçants », susceptibles de prendre la place de collègues malades au pied levé, constituent les gros bataillons des enseignants absents des salles de classe. Professeur de philosophie dans l'académie d'Aix-Marseille, Sébastien est remplaçant dans une discipline « en surnombre ». Cette année, il alterne les semaines passées chez lui et celles où il enseigne. En janvier, il a ainsi remplacé une enseignante dépressive dans un lycée pendant deux mois, puis n'a pas travaillé pendant un mois. Depuis quelques semaines, cet agrégé exerce une activité bien éloignée de sa formation d'origine : il remplace une documentaliste !

## LE FIGARO : Éditorial : Les abus de l'Éducation nationale – Jeudi 15 mai 2008

Avec l'Armée rouge et General Motors, l'Éducation nationale française a longtemps été dans le trio de tête des premiers employeurs de la planète. La disparition de l'Union soviétique a eu raison de la première ; l'évolution du marché automobile a beaucoup affaibli le constructeur américain. Preu-

ve que le monde change. Pourtant, l'Éducation nationale, elle, demeure. Hors du temps. Ses effectifs ont continué d'enfler comme si de rien n'était. Or, la démographie scolaire dans notre pays est en baisse et nos comptes publics sont à sec. Pour 1,3 million de personnes, dont 800 000

enseignants, le budget du ministère a augmenté de dix milliards d'euros depuis 1997. Cherchons l'erreur, pour ne pas dire les raisons du scandale. Évidemment, maîtres et professeurs, qui distillent leur grogne aux élèves, se bouchent les oreilles. Crient au mensonge. Et ils seront encore dans la

rue aujourd'hui pour que triomphe l'immobilisme. Non au service minimum à l'école, malgré son approbation par une majorité de parents. Non aux suppressions de postes. Non à tout changement, comme il en est ainsi depuis les années 1970. C'est intolérable.

Il est juste et nécessaire que l'Éducation nationale soit la priorité des priorités. L'avenir de la France en dépend. Mais la fin ne justifie pas les moyens. Prisonnière d'une doctrine entretenue par des syndicats majoritairement de gauche, elle privilégie depuis trop longtemps le quantitatif sur le qualitatif, la démagogie sur le service au public. Au final, un lycéen coûte cher - 50 % de plus qu'il y a quinze ans -, travaille beaucoup, pour une formation médiocre, si l'on en croit les classe-

ments internationaux. Il est urgent de revoir la copie.

Ce sombre constat est partagé par la plupart des observateurs, mais bien peu de ministres, faute de courage, de soutien ou de méthode, ont su ou pu redresser la barre. Xavier Darcos ne ménage pas sa peine. Il doit tenir. Du primaire au secondaire, les chantiers ne manquent pas. Parents et enseignants ne sont pas pris en traître. La feuille de route est connue depuis plus d'un an. Le dialogue est ouvert.

Comment comprendre, par exemple, l'entretien de bataillons de professeurs qui voient rarement un élève ou qui sont soumis, pour une raison ou une autre, à un régime particulier ? Ils représentent près de 10 % du corps enseignant. Un pro-

fesseur sur quatre bénéficie d'une décharge totale ou partielle, pour des raisons statutaires (mandat syndical) ou de service (rangement d'un laboratoire de biologie). Douze mille, quant à eux, sont remplaçants : ils attendent qu'on les appelle. La continuité du service public a ses exigences, mais elle a aussi ses limites quand le gaspillage tient lieu de mode de gouvernance.

L'argent mal dépensé serait mieux dans la poche d'enseignants à la condition salariale reconsidérée et aux ambitions précisées. Objectif qui ne peut être atteint sans une vaste réorganisation. Ne leur en déplaise, les syndicats font le lit de l'école privée et creusent la tombe de l'éducation publique.

**LE MONDE : 1<sup>ère</sup> page : M. Darcos et les syndicats fâchés à cause des chiffres - Édition du jeudi 15 mai 2008**

Entre Xavier Darcos et les syndicats d'enseignants, c'est la guerre des chiffres. Objet : combien de professeurs sont effectivement grévistes ? Le débat prend de l'intensité à la veille de la participation des enseignants à la journée inter-

syndicale d'action dans la fonction publique, jeudi 15 mai. Mobilisés pour dénoncer les réductions d'effectifs, les syndicats annoncent que quelque 60 % des enseignants devaient se mettre en grève. Moitié moins, parie le ministère, qui dispo-

sera de la recension des retenues sur salaire. Objection syndicale : le ministère calcule le taux de grévistes en fonction de l'effectif global, non des seuls enseignants au tableau de service le jour de la grève.

**LE MONDE : Le nombre d'enseignants grévistes, une bataille récurrente entre syndicats et ministère - Édition du jeudi 15 mai 2008**



**GRÈVES DES ENSEIGNANTS**

**20 MARS 2007.**

Grève dans le secondaire contre le décret sur les obligations de service des enseignants.

**18 OCTOBRE.**

Première grève (peu suivie) visant notamment les 11 200 suppressions de postes prévues à la rentrée 2008.

**20 NOVEMBRE.**

Mobilisation unitaire massive. La FSU annonce " plus de 50 % de grévistes ".

**24 JANVIER 2008.**

Journée d'action de la fonction publique. Expérimentation du " service minimum d'accueil " à l'école.

**18 MARS.**

Grève dans le second degré à l'appel d'une intersyndicale FSU, SUD-Education, CGT et FO.

**15 AVRIL.**

Grève dans les académies de Paris, Créteil, Versailles et Bordeaux.

**Une mobilisation massive des professeurs était attendue, jeudi 15 mai, lors de la journée intersyndicale d'action dans la fonction publique**

La participation des enseignants à la journée intersyndicale d'action dans la fonction publique pour la défense de l'emploi et des retraites, jeudi 15 mai, s'annonce massive. Les enseignants protestent contre la suppression de 11 200 postes à la rentrée et la politique éducative du gouvernement. Le SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, a fait savoir qu'il attendait en moyenne 63 % de grévistes dans les écoles. Aucune prévision pour le secondaire n'avait encore été rendue publique, mercredi matin, mais les chiffres devaient être élevés.

Que vaudront-ils ? La participation aux grèves dans l'éducation suscite les mêmes controverses que l'affluence aux manifestations. Les estimations du ministère et des syndicats varient parfois du simple au double. La querelle de chiffres est ancienne.

Le 20 mars 2007, lors d'une journée d'action contre le décret réformant les obligations de service des enseignants, la participation des professeurs à ce mouvement avait été évaluée à 17 % par le ministère, à 38 % par le SNES-FSU. Le 24 janvier, date d'une précédente journée de grève dans l'éducation, les syndicats annonçaient 53 % de grévistes dans le primaire et 55 % dans

le secondaire. L'estimation du gouvernement était de 38,5 % dans le primaire et 35 % dans le secondaire. Interrogé sur cet écart, le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, avait alors promis de donner " à l'unité près le nombre de grévistes " après recension des retenues sur salaires. " On verra, évidemment, que les vrais chiffres sont ceux du ministère ", avait ajouté M. Darcos.

Ces " vrais chiffres ", rendus publics le 22 mars, sont en deçà des estimations initiales : 29 % de grévistes dans le primaire et 21 % dans le secondaire. " Les retenues sur salaires sont l'indicateur le plus précis et le plus performant du nombre effectif de grévistes ", indique-t-on à la direction générale de l'enseignement scolaire. Les syndicats ont immédiatement objecté que le ministère calculait la proportion de grévistes en fonction de l'effectif total, et non des seuls enseignants qui devaient faire cours le jour de la grève. " Tous les enseignants en collèges et lycées n'ont pas cours le jeudi, sans compter les congés maladie, les gens partis en voyage scolaire, etc. ", a fait valoir Roland Hubert, secrétaire général du SNES-FSU (majoritaire).

**RETENUES SUR SALAIRES**





En publiant ces chiffres, M. Darcos a voulu démontrer que les syndicats mobilisent moins qu'ils le prétendent. Plusieurs raisons expliquent toutefois une partie de l'écart constaté, à commencer par la rigueur des retenues sur salaires. La loi prévoit que l'absence de " service fait " donne lieu par journée à une retenue d'un trentième du traitement mensuel de l'enseignant. Il suffit d'une seule heure de grève sur ses obligations de service pour qu'un enseignant se voie retirer une journée de salaire. Dans une profession dont Nicolas Sarkozy lui-même dénonce l'insuffisante rémunération, on peut penser que 30 % de grévistes effectifs portent le message d'une proportion plus grande de personnels " sympathisants ".

Face au " tout ou rien " des retenues sur salaires, il arrive que les grévistes déclarés établissent entre eux une sorte de roulement, d'une journée d'action à l'autre. Pour la même raison, d'autres enseignants peuvent être favorables au mouvement sans y participer formellement. Dans le secondaire, les professeurs qui ne sont pas de service le jour de la grève évitent, sauf zèle militant, de perdre une journée de salaire. Cet argument ne tient pas pour le primaire, où les professeurs travaillent tous les jours. D'autres raisons sont avancées. Même le plus militant des syndiqués ne fera pas grève s'il accompagne une classe de neige. Il faut également tenir compte des temps partiels ou des périodes de formation.

Les jours de grève représentent une économie substantielle de masse salariale. Treize millions d'euros - 6 dans le primaire et 7 dans le second degré - ont été réalisés le 24 janvier. Dans le primaire, cette somme a été partiellement utilisée pour expérimenter le service minimum d'accueil, qui est financé par les retenues sur salaire. Le ministère espère que 2 300 communes joueront le jeu le 15 mai, contre 2 023 en janvier. Sur ce point comme sur d'autres, M. Darcos entend montrer qu'il peut bousculer les syndicats.

**Luc Cédelle et Catherine Rollot**

## LE MONDE : Mouvement lycéen, grève des profs, " ponts " : depuis avril, les jours de classe se font rares – Édition du jeudi 15 mai 2008

BLOCUS des établissements, grève des enseignants, vacances de Pâques, " ponts " de mai : les deuxième et troisième trimestres 2008 semblent, à nombre de parents, une succession de jours sans cours.

A la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), classée à droite, Corinne Tapiero, vice-présidente, parle de " catastrophe " en région parisienne, où la mobilisation lycéenne a été la plus forte, tout en reconnaissant que la comptabilisation des journées perdues est malaisée.

Au Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN), majoritaire chez les chefs d'établissement, on confirme que cette évaluation n'a pu être faite en raison du caractère disparate des situations des établissements. Philippe Guittet, secrétaire général du syndicat, en poste à Paris, a été lui-même confronté au blocage. Il estime cependant que dans l'ensemble, les classes à examen ont été relativement préservées.

Selon le rectorat de Paris, sur les 104 lycées généraux ou professionnels de la capitale, seuls une trentaine ont été perturbés (de la tentative de blocage au blocage réel et parfois à la fermeture administrative). Le cas le plus extrême a été celui du lycée Voltaire (20e arrondissement), qui a perdu environ 30 jours de cours. Les autres les plus perturbés, dans des proportions bien moindres, ont été Montaigne (5e) et Rodin (13e).

### " RECONQUÊTE DE JUIN "

Après la trêve des vacances de printemps, qui se sont terminées le 5 mai pour la zone C (académies de Paris, Créteil, Versailles, Bordeaux), la succession de jours fériés (1er mai, 8 mai, lundi de Pentecôte le 12 mai) accolés à des week-ends a achevé de perturber le rythme de travail. Résultat : pour les Parisiens, sur les 12 premiers jours de mai, 3 en moyenne ont été des jours de classe. Les écoles primaires parisiennes ont fait le pont de la Pentecôte, mais les écoliers étaient appelés à venir travailler le mercredi précédent pour compenser la journée sans école. Dans le

secondaire, les établissements étaient libres de leur choix, sous condition stricte de rattrapage ultérieur des journées perdues.

Enfin la perspective du bac, dont les premières épreuves sont fixées au 16 juin, a accentué le sentiment d'un trimestre réduit à la portion congrue. Pourtant cette année, dans le cadre de la " reconquête du mois de juin " annoncée par le ministre de l'éducation Xavier Darcos en décembre 2007, ces épreuves ont été repoussées d'une semaine.

M. Darcos s'est engagé à étendre l'expérience de poursuite effective des cours jusqu'à la fin juin menée, cette année, dans douze départements des académies de Rouen, Amiens, Dijon et Besançon, ainsi que dans le Vaucluse. Au niveau national, " une seule semaine de lycée non effectuée fait perdre 250 millions d'euros à la nation ", note son entourage. Un chiffre de plus dans la bataille...

**L. Cé. et C. Ro.**

## LE MONDE : Débat : Lycéens : les raisons de la colère : Les suppressions aveugles de postes d'enseignants tournent le dos à une véritable ambition éducative, par Florian Lecoultré, Président de l'Union nationale lycéenne – Édition du jeudi 15 mai 2008

Si les lycéens descendent dans la rue depuis deux mois c'est bien que leur mouvement touche à des enjeux essentiels pour l'avenir du service public d'éducation. Des mobilisations locales, associant enseignants, parents et élèves ont débuté dès la notification aux établissements des dotations horaires avec lesquelles ils sont censés fonctionner lors de l'année scolaire 2008-2009. Au-delà des 11 200 postes en moins à la rentrée 2008, ce sont les 80 000 suppressions prévues pour les trois années à venir, s'ajoutant aux 25 300 postes supprimés depuis 2003, qui inquiètent la communauté éducative.

En effet, alors que le nombre d'élèves augmente, comment lutter contre l'échec et la reproduction sociale, comment élever le niveau de formation en supprimant les moyens d'un suivi individualisé des élèves ? Sur le terrain, les effets de ces coupes budgétaires massives se font déjà ressentir : les classes dépassent désormais fréquemment les 35 élèves, de nombreuses options sont supprimées, accélérant la ghettoïsation de certains établissements... L'impression domine actuellement d'avoir atteint un point de non-retour dans les lycées.

Les suppressions de postes cristallisent aujourd'hui le mécontentement car elles traduisent une politique à courte vue, tournant le dos à toute véritable ambition éducative. Lors de sa récente intervention télévisée, le président de la République a malheureusement confirmé l'objectif purement comptable des réformes éducatives du

gouvernement. La réforme du bac professionnel, conduite sans les lycéens, en est l'exemple type : ne cherchant ni à sortir ces filières de leur image de relégation, ni à réduire l'échec massif dont les lycéens professionnels sont victimes, elle semble ne poursuivre que l'objectif comptable de supprimer une année de formation.

Les lycéens ne sont pas conservateurs ; au contraire, ils exigent des réformes, mais considèrent qu'elles doivent porter une ambition éducative, répondre à l'objectif d'une école plus juste, permettant l'émancipation des jeunes et l'évaluation du niveau de formation de la population. Les moyens doivent ainsi découler des objectifs politiques fixés à l'école, et non constituer un préalable conduisant à revoir les objectifs à la baisse. L'Union nationale lycéenne porte de nombreuses propositions pour réformer le système éducatif. C'est la réforme du collège unique en diversifiant certains enseignements pour lui permettre de redevenir le lieu de la mixité sociale, le renforcement du lien entre le secondaire et le supérieur, un vrai service public d'orientation capable de dispenser une information gratuite et de qualité à tous les élèves.

C'est le lycée polyvalent qui mêle les filières professionnelles, technologiques et générales dans un même établissement, favorisant les passerelles. C'est une pédagogie interdisciplinaire, un service public d'aide scolaire qui permette aux familles d'éviter le recours au privé pour assurer

les missions de l'école. C'est une refonte des rythmes scolaires et des programmes, une nouvelle architecture de l'évaluation et de l'examen du bac. Les pistes à explorer sont nombreuses et les propositions des lycéens détaillées et crédibles.

Le président de la République a raison : si les lycéens se mobilisent c'est parce qu'ils sont inquiets pour leur avenir et qu'ils ont le sentiment d'être une génération sacrifiée sur l'autel de la rigueur. Cette situation est loin d'être normale et devrait révolter l'ensemble de la classe politique. Comment en effet théoriser que par principe la jeunesse soit synonyme d'inquiétude pour l'avenir ? Comment se résoudre à ce que les jeunes Français soient les plus pessimistes d'Europe ? Les lycéens souhaitent au contraire en se mobilisant préserver leur droit à l'avenir et démontrer que la jeunesse doit être le moment de l'émancipation et de l'ouverture des possibles.

Crise des banlieues et mouvement lycéen contre la réforme du bac en 2005, mobilisation contre le CPE en 2006, mouvement des étudiants et lycéens contre la loi sur les libertés et responsabilités des universités en 2007, la fréquence des mobilisations de la jeunesse démontre, loin d'une tradition rituelle, l'ampleur de la crise sociale et générationnelle qui traverse le pays. Le gouvernement serait fort inspiré d'entendre le message de la jeunesse, faute de quoi c'est l'avenir de l'ensemble du pays qui sera compromis.

Les lycéens, en se mobilisant autour de revendications et de propositions claires, ont pris leurs responsabilités et montré l'absurdité des sempiternelles accusations de manipulation portées contre les jeunes qui se mobilisent. Lors de la rencontre avec Xavier Darcos, le 10 mai, ils ont obtenu de premiers reculs de la part du gouver-

nement. Des thématiques ont été dégagées qui vont dans le bon sens pour la future réforme du lycée, comme la mise en place d'un réel statut lycéen, ou encore d'un service public d'orientation doté d'un vrai contenu. Si ces avancées sont significatives, elles ne sauraient être considérées comme suffisantes et les lycéens attendent dé-

sormais du ministre qu'il réaffirme son ambition pour le système éducatif par la mise en place d'une exception dans l'éducation nationale à la logique de suppressions à grande échelle de postes qui prévaut dans la fonction publique.

---

## **LE MONDE : Débat : Quand le débat sur l'école tourne au dialogue de sourds : Les contraintes budgétaires sont indéniables, mais une meilleure utilisation des moyens est essentielle, par Jean-Christophe Garde, Professeur de physique et de chimie au lycée Léonard-de-Vinci, à Saint-Michel-sur-Orge (Essonne) – Édition du jeudi 15 mai 2008**

---

Les suppressions de postes dans l'éducation nationale illustrent parfaitement la stérilité de la pensée binaire et de la domination de l'émotionnel et du sensationnel sur la réflexion de fond. Pis ! Pour avoir privilégié la rapidité de l'action, la communication et l'absence d'un long et nécessaire dialogue avec les organisations syndicales, l'actuel gouvernement contribue encore un peu plus à l'abaissement de l'action politique, à l'immobilisme et à la crispation dans l'éducation nationale.

Quels sont les termes du " débat " ? Economies d'un côté, au nom d'un nécessaire ajustement budgétaire, d'une baisse du nombre d'élèves et du fameux " *Travailler plus pour gagner plus* ", ce qui se traduit par la conversion d'un certain nombre de postes de professeurs en heures supplémentaires. De l'autre côté, revendication du maintien des moyens, dénonciation d'une rentrée scolaire qui, en l'état, ne pourra se faire correctement (ce que toute la hiérarchie de l'éducation nationale sait), la quantité d'heures supplémentaires à répartir dans certaines disciplines étant telle que certaines heures ne pourront pas trouver preneur. Le drame est que les deux parties en présence ont toutes deux raison, du moins partiellement et chacune dans leur logique. Hélas, ces deux logiques ne sont pas conciliables en l'état, d'où l'affrontement qui en résulte et qui ne pourra se solder que par la victoire de l'une sur l'autre.

L'opinion publique en est réduite, par médias interposés (et c'est là qu'interviennent l'émotionnel et le sensationnel dans la présentation des faits), à " compter les points " et à attendre patiemment que le ministre impose ses vues ou que les lycéens fassent plier le ministre (car, hélas encore, il y a bien longtemps que les professeurs ne sont plus écoutés) à moins que l'affrontement ne finisse par franchement dégénérer.

Beau gâchis en vérité ! Pourtant, une voie n'a été que trop rarement explorée : c'est celle de la concertation et de l'explication. Reconnaissons que la question des moyens et de leur efficacité est légitime ! Encore faut-il qu'elle donne lieu à une réflexion politique sur la meilleure utilisation possible de ces moyens, et donc, qu'elle débouche sur une réforme ayant à l'esprit à la fois la contrainte budgétaire mais aussi la qualité de l'école. Cela suppose un long débat parlementaire, un dialogue et une écoute réciproque entre le ministre et les diverses organisations syndicales parce qu'elles sont la voix du terrain, même si (troisième hélas) ce dialogue en France est délicat tant les centrales syndicales font de la surenchère entre elles.

### **LE FACTEUR TEMPS**

Bien sûr, il serait naïf de croire que tout dialogue débouchera sur un consensus. Le but n'est pas de renoncer à ses convictions mais de permettre à chacun d'exposer ses vues et de faire progresser

une politique dans l'intérêt du plus grand nombre. En dernier ressort, et c'est là son rôle et sa légitimité, au politique de trancher.

Nous sommes convaincus qu'il est plus productif d'associer les gens à la mise en place d'une politique plutôt que de vouloir l'imposer par oukase. Le corollaire de cette pratique politique serait de pouvoir s'appuyer sur des médias qui, au sens étymologique du terme, joueraient les intermédiaires entre les acteurs concernés et le reste de la population, et poseraient les termes du débat sans monter les personnes les unes contre les autres. Sans médias pédagogues, comme l'a justement souligné Michel Rocard, une réforme, pour aboutir, doit se réaliser dans le secret, sous peine d'être diffusée en termes simplificateurs voire racoleurs, et donc de virer à la querelle passionnelle, germe d'échec.

Enfin, le temps doit redevenir un acteur politique, nécessaire aux politiques. Or, en abusant de la communication tous azimuts et en accentuant le culte du résultat immédiat, ce besoin vital de respiration politique ne peut être satisfait. On le voit, la " querelle " actuelle de l'école dépasse de beaucoup le seul cadre scolaire. Derrière elle, se profile le choix des pratiques démocratiques dont nous voulons nous doter pour faire face aux sujets politiques sensibles qui appellent d'urgentes et souvent douloureuses réponses, trop longtemps différées.

---

## **NOUVELSOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Grève : Gérard Aschieri pose ses conditions - mercredi 14 mai 2008 | 14:57**

---

Le secrétaire général de la FSU accepterait de sortir du mouvement de protestation contre les suppressions de postes si les heures supplémentaires prévues pour la rentrée 2008 sont transformées en emplois, s'il y a des garanties pour les années suivantes et si des négociations s'ouvrent immédiatement.

Le secrétaire général de la FSU Gérard Aschieri a posé mercredi 14 mai sur I-télé trois conditions au ministre de l'Education Xavier Darcos pour sortir du mouvement de protestation contre les suppressions de postes, à la veille de la grève jeudi dans l'Education et la Fonction publique.

A la question de savoir comment mettre un terme au mouvement, Gérard Aschieri a répondu : "D'abord, pour cette rentrée, qu'il y ait les transformations d'heures supplémentaires en emplois".

11.200 suppressions de postes sont inscrites au budget 2008 pour la rentrée, dont 5.000 doivent être convertis en heures supplémentaires.

"Je ne peux le garantir", a répondu le ministre, également invité.

"Deuxièmement qu'il y ait des gestes et qu'on ait des garanties ou des engagements sur la suite" (les prochaines rentrées, ndlr), car ce qui va être dramatique, c'est la suite", a ajouté Gérard Aschieri.

"Troisièmement, qu'on ouvre de vraies négociations" sur "la revalorisation" du métier enseignant et sur la réforme du lycée, a encore dit le responsable de la première fédération de l'Education. Selon lui, "si ce mouvement existe, c'est qu'il y a un malaise qui existe, qui est lié à la politique" du gouvernement. Il y a "le sentiment que l'Ecole n'est plus une priorité".

**"Ligne rouge"**

"On n'est pas dans une situation où les syndicats demandent toujours plus, mais on est dans une situation où depuis six ans, les gouvernements (...) ont sans cesse réduit les moyens dans l'Education", a-t-il dit, ajoutant que "si moins d'enseignants, ça permettait de faire mieux, ça se saurait".

Au sujet du service minimum d'accueil dans les écoles, qui sera expérimenté jeudi pour la deuxième fois et auquel la FSU est farouchement opposée, Gérard Aschieri a estimé que le gouvernement franchissait "la ligne rouge" en voulant obliger les grévistes à se déclarer 48 heures à l'avance.

"Tel que vous dites vouloir le faire (le SMA), avec l'obligation de se déclarer gréviste 48 heures à l'avance, je considère là que c'est une contrainte qui risque de limiter l'exercice du droit de grève", a-t-il dit au ministre.

---

## **NOUVELOBS.COM : LA GREVE DU 15 MAI : Qui fait grève et pourquoi - Mercredi 14 mai 2008 | 14:58**

---

**Voici les principaux secteurs touchés par la grève, jeudi 15 mai, notamment dans l'Education et la Fonction publique, contre les réductions d'effectifs programmées et pour la défense du service public.**

### **> Education:**

Cinq fédérations d'enseignants (FSU, Unsa-Education, Sgen-CFDT, Ferc-CGT et Sud-Education), deux syndicats de lycéens et trois organisations étudiantes, ont appelé à la grève,

rejoints par le Snalc-Csen (syndicats du secondaire, traditionnellement de droite), la Fep-CFDT (enseignants du privé) le Snetaa-Eil (enseignement professionnel), et une intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche.



"Ces mobilisations s'opposent aux 11200 suppressions de postes qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves", selon un communiqué de la FSU. "Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants". "Conjugée aux retraites de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté", poursuit le communiqué.

**> Fonction publique d'Etat (2,54 millions d'agents):**

Sept fédérations de fonctionnaires (FSU, CGT, FO, CFDT, CFTC, Unsa, Solidaires) sur huit appellent à une journée d'actions et de grèves, qui devrait toucher notamment:

- les Douanes: quatre syndicats (75% des suffrages aux dernières élections professionnelles) ont appelé à une grève reconductible à partir de jeudi.
- les Finances (impôts, trésoreries, etc)
- la Culture (musées, etc)
- l'Equipe (DDE)

**> Fonction publique territoriale (1,61 million d'agents):**

Six fédérations (FSU, CGT, FO, CFTC, Unsa, Solidaires) appellent les agents à se mobiliser dans les collectivités locales (mairies, conseils généraux, conseil régional, etc)

**> Hôpitaux (1,02 million d'agents):**

Six fédérations de fonctionnaires (FSU, CGT, FO, CFTC, Unsa, Solidaire) appellent les agents hospitaliers à la grève, ainsi que deux syndicats de l'Assistance publique-hôpitaux publics (CGT et FO), et cinq syndicats de praticiens hospitaliers chargés de la permanence des soins (urgentistes, samu, etc).

Mais le personnel sera, comme pour chaque appel à la grève, réquisitionné pour le maintien du service et l'accueil des malades.

**> La Poste (172.000 fonctionnaires et 116.000 salariés de droit privé):**

Quatre syndicats (CGT, Sud, FO et CFTC) ont déposé des préavis de grève, qui pourraient avoir des conséquences sur la livraison du courrier et l'ouverture des bureaux de poste. Ils dénoncent "les réorganisations" et "suppressions de postes", et appellent à la défense du service public.

**> France Telecom (108.000 salariés en France, dont 70% de fonctionnaires):**

Trois syndicats (CGT, Sud et FO) ont déposé des préavis, également pour le service public et contre les suppressions de postes.

**> ANPE (30.000 agents):**

Les trois principaux syndicats ont appelé à la grève (SNU, FO, CGT) de même que Sud. Ils s'inquiètent notamment de la fusion avec les Assedic, et d'une menace de disparition de l'Ircantec, le régime de retraite complémentaire des agents non-titulaires.

**> Media:**

Le SNJ-CGT (journalistes) de France 3 appelle à la grève, pour demander un moratoire sur la suppression de la publicité.

**> Météo France:**

Trois syndicats (Solidaires, CGT, FO, 90% du personnel) appellent à la grève, contre des fermetures de centres météo et des réductions d'effectifs.

**> Transports :**

Aucune perturbation n'est prévue à la SNCF et à la RATP, mais des perturbations sont "possibles" dans le trafic aérien, selon la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), notamment en début de journée.

**LIBÉRATION.FR : Darcos: les profs grévistes doivent se déclarer à l'avance - mardi 13 mai 2008**

A deux jours de la grève du 15 mai, le ministre de l'Education demande aux enseignants de déclarer à l'avance s'ils font grève. Et n'exclut pas une loi pour les y contraindre.

AFP  
LIBERATION.FR :

Le ministre de l'Education Xavier Darcos a affirmé ce matin sur RMC qu'il souhaitait ne pas recourir à une loi pour obliger les enseignants à se déclarer grévistes 48 heures avant une grève, mais que s'il le fallait, «il le ferait».

«Je demande aux enseignants de bien vouloir se déclarer 48 heures à l'avance pour que nous puissions nous organiser. C'est ce qui fait l'objet de discussions tendues avec les syndicats et fera éventuellement l'objet d'une loi parce que c'est nécessaire que nous sachions quand et où les professeurs seront en grève», a-t-il déclaré.

«J'espère que je n'arriverai pas à la loi, que je ne serai pas obligé, mais s'il le faut je le ferai», a-t-il

insisté, assurant qu'«à la fin du quinquennat le service minimum d'accueil (SMA) se sera imposé».

Le 24 janvier, la veille d'une première expérimentation du SMA, Xavier Darcos avait déjà prévenu qu'à défaut d'un accord «dans les deux mois» avec les syndicats, il passerait «par la loi». Mais aucune proposition de concertation n'a été faite ces trois derniers mois sur ce sujet par le ministère, ont déploré les syndicats.

**«2.300 communes» prêtes à mettre en place le service minimum**

Sur le nombre de communes prêtes à organiser le SMA jeudi, journée de grève dans l'Education et la Fonction publique, le ministre a estimé que «peut-être ce sera plus difficile ici ou là (qu'en janvier) parce qu'un certain nombre de communes sont passées de droite à gauche (lors des élections municipales)» et que «visiblement, elles n'ont aucune envie de nous aider dans cette affaire».

«Mais nous avons cependant déjà plus de communes qui sont prêtes à le faire que la dernière fois. Nous en avons un peu plus de 2.000 (en janvier) cette fois nous sommes à 2.300 environ», a-t-il ajouté.

Interrogé par ailleurs sur les enseignants qui ne sont pas devant élèves, que le ministre a estimé à 28.000, Xavier Darcos a proposé de «présenter très rapidement une situation exacte du nombre de professeurs qui ne sont pas devant les élèves à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, avant l'été».

Il a reconnu que «le remplacement ne marche pas très bien» et promis «des annonces assez rapides». Le ministre a aussi regretté que la FCPE, première fédération de parents d'élèves, qui appelle aussi à se mobiliser jeudi, donne «systématiquement un avis différent de l'opinion publique qu'elle est censée représenter».

**LE FIGARO : 1<sup>ère</sup> page : Service minimum, lycéens : la semaine décisive de Darcos – Lundi 12 mai 2008**

IL TIENDE la barre et se plaît à répéter qu'il sera quoi qu'il advienne le ministre de la réforme. Mais la semaine va être compliquée : les lycéens mais aussi les enseignants et même les parents devraient être dans la rue le jeudi 15 mai pour protester contre la suppression de 11 200 postes dans l'Éducation nationale prévue pour la rentrée 2008. Pour franchir sans trop de casse cette épreuve du feu, Xavier Darcos a donc décidé de relancer le service minimum d'accueil des écoliers dont les enseignants seraient grévistes. Mais les élus socialistes refusent de mettre en place le dispositif. Au total ce sont 2 000 à 3 000 communes qui devraient jouer le jeu à travers le territoire.

**Service minimum, lycéens et profs dans la rue... Xavier Darcos va vivre sa semaine la plus délicate depuis son arrivée Rue de Grenelle.**

CHRISTINEDUCROS

ENSEIGNEMENT FERMEMENT, il tient la barre et se plaît à répéter qu'il sera quoi qu'il advienne le ministre de la réforme. À la veille du week-end, Xavier Darcos est même parvenu à désamorcer

pour partie le conflit qui l'oppose depuis la fin du mois de mars aux syndicats de lycéens.

Pour les apaiser, il leur a annoncé le recrutement de 1500 assistants pédagogiques pour les élèves des 200 établissements les plus défavorisés. Satisfaits de ce nouveau système de soutien scolaire conçu à l'image de ce qui a déjà été mis en place dans les collèges et les écoles primaires, ils se sont engagés à arrêter leur mouvement après avoir... défilé une dernière fois le jeudi 15 mai. Et, le ministre le sait : à leur côté, ce jour-là les enseignants et même les parents d'élèves pourraient être nombreux à le défier en protestant contre la suppression des 11200 postes dans l'Éducation nationale pour la rentrée 2008.

Dans son entourage, on ne se voile pas la face. « Depuis notre arrivée, confie un conseiller du ministre, quand il y a eu des journées d'action, les effectifs de grévistes n'ont jamais dépassé les 20 à 30 %. Cette fois, les lycéens comme les enseignants vont marquer le coup. Et puis, nous sommes au mois de mai et, pour les lycéens, ce sera un peu le baroud d'honneur. » Car même si le mouvement s'était passablement essouffé ces dernières semaines, le mois de mai garde un petit

parfum sulfureux pour ceux qui, 40 ans après 68, voudraient se donner des frissons entre deux révisionsdubac.

Alors, pour franchir cette épreuve du feu et rallier les parents excédés par les traditionnelles galères de gardes d'enfants les jours de grève, le ministre a promis comme lors de la grève du 24 janvier dernier d'organiser un service minimum d'accueil dans les écoles primaires et maternelles. Pour cela, il est dépendant non plus des enseignants mais des maires. Là encore, les choses ne sont pas toutes simples. Refusant de passer pour un briseur de grève, Bertrand Delanoë le premier, puis nombre d'élus socialistes ont dit leur refus de mettre en place le dispositif imaginé par le ministre.

La réforme du lycée dès la rentrée 2009 Celui-ci consiste à recruter des animateurs pour accueillir les enfants dont les enseignants seraient absents et les payer grâce aux salaires non versés aux grévistes. Les mairies UMP seront naturellement plus nombreuses à jouer le jeu mais le service minimum d'accueil ne couvrira pas, cette fois encore, les 50 000 écoles publiques du territoire. « Le 24 janvier, un peu plus de 2000 communes a-





vaient joué le jeu et accueilli les écoliers. Nous tablons cette fois sur une fourchette comprise entre 2000 à 3 000 », confie un proche du ministre. Pas de quoi perturber Xavier Darcos, qui n'en finit pas de vouloir changer l'école : la prochaine réforme sera celle du lycée, dès la rentrée 2009.

Il envisage de créer une sorte de lycée à la carte avec un tronçon commun qui s'articulerait autour d'options, un peu sur le modèle de ce qui se fait en Finlande (nos éditions du 6 février 2008). Une réforme qui aurait, selon lui, le mérite de mieux préparer les lycéens à l'entrée à la fac et par là

même de réduire le désenchantement d'étudiants en échec. Dans cet esprit, il va nommer une personnalité qui aura la mission de penser l'odyssée de ce nouveau lycée. Avec les élèves.

## LE MONDE : ENSEIGNEMENT Le ministre de l'éducation a reçu vendredi 9 mai les deux principales organisations lycéennes : Xavier Darcos veut bâtir un " lycée à la carte " – Dimanche 11 mai 2008



Partant du principe que la meilleure défense est l'attaque, Xavier Darcos se lance dans une nouvelle bataille : il veut bâtir " le lycée à la carte " et il veut le faire en s'appuyant sur les lycéens, ceux-là mêmes, en partie, qui le contestent dans la rue depuis le mois de mars.

Interrogé vendredi 9 mai 2008 sur ce projet par *Le Monde*, le ministre de l'éducation avance la notion de " modularité " des enseignements. C'est-à-dire que l'esprit et le mode de fonctionnement de ce nouveau lycée se rapprocherait plus d'une logique universitaire (la construction d'un parcours individuel) que de l'organisation scolaire traditionnelle.

M. Darcos juge ainsi que les emplois du temps devraient alterner les cours et des " moments d'étude ". Et il propose surtout d' " offrir systématiquement du soutien à ceux qui en ont besoin ". Il envisage aussi de " remplacer le redoublement par des enseignements complémentaires ".

Ce point pourrait être crucial : selon Philippe Meirieu, professeur en sciences de l'éducation, éliminer les redoublements au lycée permettrait une économie de l'ordre de 45 000 postes. Serait ainsi illustrée l'idée énoncée par Nicolas Sarkozy dans sa prestation télévisée du 24 avril : ce ne sont pas les réductions de postes qui obligent à réformer, mais " les réformes qui permettront les réductions de postes ". En évoquant la réforme du lycée, le chef de l'Etat avait rappelé qu'elle devrait permettre " d'alléger les heures de cours, supérieures à tous les autres pays européens ". Il s'en prenait aussi à " tout un tas d'options où personne ne va ".

M. Darcos refuse d'entrer plus avant dans la description technique de sa réforme et assure que celle-ci doit faire l'objet d'un travail approfondi. Il prévoit de désigner " au plus tard le 10 juillet " une personnalité " issue de la maison ", et pas forcément de droite, dont la mission sera de mener à bien la réforme du lycée, pour application à la rentrée 2009.

M. Darcos veut toutefois éviter de toucher au baccalauréat. Il est " l'un des blocs de granit sur lequel la République s'est faite ", avait-il déclaré le 16 avril au magazine *Phosphore*. En revanche, il souhaite une meilleure préparation des lycéens de terminale à la première année d'université. Il n'exclut pas totalement, concernant le bac, des " évolutions internes " et n'a pas renoncé à " ré-équilibrer " les filières des séries générales.

La réforme du lycée, estime-t-il, demandera un " aggiornamento important " de la part des enseignants, car " on ne peut pas la séparer de la commission Pochard sur l'évolution du métier ". Si la prise en compte des travaux de cette commission a été " retardée " par les perturbations liées aux grèves, M. Darcos assure que " la revalorisation promise aux jeunes enseignants sera faite ".

### PLUS D'AUTONOMIE

Après avoir passé plusieurs mois à distiller certains aspects possibles de cette réforme (le lycée ne peut plus être " une machine à distribuer des cours ", déclarait-il aussi à *Phosphore*), le ministre va engager sa mise en oeuvre. Il a fait un pas décisif en ce sens en recevant, vendredi 9 mai, l'Union nationale lycéenne (UNL) et la Fédération indépendante démocratique et lycéenne (FIDL). Ces organisations ont réaffirmé leur désaccord sur

les suppressions de postes d'enseignants (11 200 suppressions prévues à la rentrée de septembre 2008). Mais elles ont accepté que soient " actés ", au sujet du lycée, une liste de " points de convergence ".

Le ministre a annoncé la mise en place " à titre expérimental ", dès la rentrée 2008, d'un dispositif de " réussite scolaire au lycée " dans les 200 établissements rencontrant les plus grandes difficultés scolaires. Concentrée sur les actions de soutien aux élèves, cette initiative n'en sera pas moins une vitrine de la future réforme. Pour M. Darcos, ce projet est aussi une tentative de " sortir par le haut " de la fronde contre les suppressions de postes d'enseignants. Parmi les " points de convergence ", le ministère évoque le fait que " les lycéens aspirent à un nouveau lycée, plus efficace " (...) et que le ministre veut " permettre une plus grande autonomie des lycéens, s'appuyant sur un enseignement plus personnalisé et préparant mieux à l'enseignement supérieur ". La réforme " intégrera la mise en place du service public d'orientation " et " s'intéressera également à la place du lycéen dans le fonctionnement de l'établissement ". M. Darcos voit " une continuité " avec les travaux déjà menés, en 1996 par Roger Fauroux à l'occasion de son rapport sur l'école, puis en 1998 par Philippe Meirieu. Mais cette continuité, taxée de " pédagogisme ", est violemment contestée à l'UMP et par ceux qui ont soutenu le ministre sur les programmes du primaire. M. Darcos se trouverait donc à fronts renversés, mais refuse de s'en inquiéter par avance. " J'essaye de suivre ma ligne de ministre réformateur ", dit-il.

Luc Cédelle

## LE MONDE : Les syndicats lycéens satisfaits - Dimanche 11 mai 2008

UN DISPOSITIF expérimental de " réussite scolaire " sera mis en place dès septembre dans les 200 lycées rencontrant les plus grandes difficultés scolaires.

Inspiré de " l'accompagnement éducatif " dans les collèges de l'éducation prioritaire, il se traduira par 4 heures de soutien par semaine, assurées soit par des professeurs, en heures supplémentaires, soit par des assistants d'éducation (1 500, selon les organisations lycéennes), soit par des

étudiants en master se destinant à l'enseignement (ils pourraient être 2 000), payés en vacances. Dès le mois d'août, ce dispositif pourra se prolonger par des stages pendant les vacances.

Malgré le " désaccord persistant " sur la question des postes d'enseignants, M. Darcos s'est félicité vendredi 9 mai de " l'esprit constructif " de la rencontre avec les lycéens, lesquels ont exprimé leur satisfaction. Selon Florian Lecoultré, président de l'Union nationale lycéenne (UNL), cette

rencontre " augure bien d'une future réforme du lycée ". Les organisations lycéennes ont maintenu leur appel à manifester le jeudi 15 mai, mais se sont abstenues de lancer des mots d'ordre ultérieurs.

La mobilisation lycéenne, commencée mi-mars en Ile-de-France, s'était nettement essoufflée depuis les vacances de printemps. La manifestation du 15 mai se présente comme un baroud d'honneur. M. Darcos a confirmé par écrit le maintien du

## **LIBÉRATION : Darcos profite du bac tout proche pour enterrer la contestation : Education. Les syndicats lycéens reconnaissent des «avancées» mais sont divisés - samedi 10 mai 2008**

VÉRONIQUE SOULÉ

Darcos sauvé par le bac: profitant de la mobilisation en baisse à l'approche des examens, le ministre de l'Education a marqué un point vendredi face au mouvement lycéen. Sans rien céder sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les suppressions de postes, il a fait des gestes sur la réforme du lycée qui ont été bien accueillis et qui pourraient bien suffire à désamorcer la contestation. Même s'ils maintiennent leur appel à manifester le 15 mai, les syndicats lycéens ont reconnu qu'il y a des «avancées».

**Rattrapage.** Le ministre a reçu durant une heure des représentants de l'UNL (l'Union nationale lycéenne) et de la Fidl (Fédération indépendante et démocratique lycéenne). A l'issue de la rencontre, il s'est félicité du «dialogue constructif, malgré un désaccord persistant sur la question du non-renouveau de 11 200 postes à la rentrée». Concrètement, il s'est engagé à mettre en place un dispositif de «réussite scolaire» dans les 200 lycées les plus en difficultés. Dès cette rentrée, les élèves auront droit à un soutien gratuit : 1 500 assistants d'éducation et 2 000 étudiants en master seront mobilisés. Des stages de rattrapage seront mis en place dès août. Concernant la réforme du bac pro - préparé en quatre ans, il devait l'être en trois ans - qui avait été au cœur du mouvement, le ministre tempère : il assure notamment que le BEP, dont on craignait la disparition, est maintenu.

«Ce sont de vraies victoires que l'on a obtenues grâce à la mobilisation», souligne Alix Nicolet,

présidente de la Fidl, en plus le ministre est d'accord pour introduire un rattrapage pour le bac pro qui n'en avait pas. Une inégalité criante est réparée.» La responsable syndicale regrette toutefois n'avoir rien obtenu sur les suppressions de postes, la revendication centrale des manifestants. Pour cette raison, la Fidl défilera le 15 mai avant d'appeler à l'arrêt du mouvement. «Il faut que les lycéens révisent leur bac, dit Alix Nicolet, mais on n'exclut pas de remobiliser à la rentrée avant le vote du budget si de nouvelles suppressions de postes sont prévues.» A l'UNL, le premier syndicat lycéen, on est plus circonspect. «Le gouvernement a reculé, se félicite Léo Moreau, le vice-président, il a promis 1 500 postes d'assistants d'éducation et a pris des engagements sur la réforme du lycée qui répondent à nos demandes, comme faire de la terminale une classe où l'on apprend l'autonomie, et préparer un statut du lycéen avec une carte nationale qui donne de vrais droits.» Mais l'UNL se refuse encore à rendre les armes et à parler d'arrêt du mouvement : «Nous verrons après le 15 mai.»

**Ambigu.** Pour le ministre, il s'agit incontestablement d'une bonne opération. Ses concessions sur le bac pro - qui pourrait continuer à être préparé en quatre ans dans certaines filières - étaient en bonne partie déjà connues : elles figurent dans le récent accord-cadre conclu avec plusieurs syndicats des enseignants des lycées pros. Le dispositif de soutien scolaire, qui s'apparente à l'accompagnement éducatif instauré dans les collèges de l'éducation prioritaire, est quant à lui

passablement ambigu. A propos des 1 500 postes d'assistants d'éducation, pour la Fidl et l'UNL «il s'agit bien de création de postes nouveaux. Le ministre a un problème d'affichage, il préfère parler de recrutements annuels». Mais Xavier Darcos a tenu à préciser que cela se ferait «sans augmentation budgétaire», les moyens du dispositif seraient alors pris ailleurs... Il a aussi, encore une fois, proposé aux enseignants de faire des heures supplémentaires.

**Coin.** Au bout de presque deux mois de mobilisations qui ont culminé avec 40 000 lycéens à Paris le 16 avril, le ministre peut momentanément souffler. Il sait que le 15 mai, jour de mobilisation de la fonction publique, l'Education sera présente en force. Deux autres journées d'action vont suivre en mai. Mais il a réussi à enfoncer un coin dans le camp lycéen. Surtout, pour la première fois, il est parvenu à imposer son calendrier, sautant par-dessus les suppressions de postes pour discuter exclusivement de la réforme du lycée. Cette rencontre «prouve que l'on peut parler de temps à autre du fond et que la question n'est pas seulement perpétuellement de savoir s'il faut ou pas rajouter des postes dans un système qui en dispose déjà de beaucoup, s'est-il félicité, nous avons parlé de la qualité et pour une fois pas de la quantité».

Il lui reste maintenant à réussir son pari personnel, être le premier ministre de l'Education qui ne cède pas devant les manifestants et qui «tient bon le cap de la réforme», en commençant par réduire drastiquement le nombre d'enseignants.

## **LIBÉRATION.FR : Les lycéens restent chauds avant le 15 mai - mercredi 7 mai 2008**

VÉRONIQUE SOULÉ

Plusieurs milliers de lycéens ont à nouveau manifesté hier à travers la France pour protester contre les suppressions de postes à la rentrée. A Paris les troupes étaient plus maigres qu'avant les vacances. Mais la partie n'est pas encore gagnée pour le ministre de l'Education, Xavier Darcos, en pleine offensive à l'approche de la grande journée d'action du 15 mai qui s'annonce importante.

Environ 6 000 lycéens et enseignants selon l'Union nationale lycéenne (UNL), 1 900 selon la police - ils étaient respectivement plus de 40 000 et 13 000 le 17 avril, la dernière manifestation avant les vacances - ont manifesté à Paris au milieu d'un impressionnant déploiement policier. Il s'agit d'un «tour de chauffe avant le 15 mai», a expliqué Léo Moreau, vice-président de l'UNL. Ce redémarrage laborieux était attendu. Les derniers lycéens sont rentrés lundi et il faut du temps pour s'organiser après plusieurs semaines de vacances. De plus, le bac approche et de nombreux lycéens

«pros» sont en stage. Enfin, certains proviseurs ont donné un tour de vis, sanctionnant des élèves ou convoquant des conseils de discipline pour exclure les «meneurs». A Paris, seuls neuf lycées étaient encore bloqués hier. La police est par ailleurs intervenue pour empêcher des blocages devant les lycées Turgot (III<sup>e</sup> arrondissement) et Rodin (XIII<sup>e</sup>).

Les manifestants étaient en proportion plus nombreux en province où une quarantaine de défilés étaient prévus. Les lycéens étant rentrés il y a une ou deux semaines, la mobilisation est progressivement montée. Ils étaient ainsi 1 500 selon la police, 3 000 selon les organisateurs, à défilé à Toulouse derrière des banderoles comme «C'est pas les lycéens, c'est pas les professeurs, c'est Darcos qu'il faut virer» ou «On veut étudier pour ne pas voter UMP - Sarko, tes réformes sont comme toi, petites et dangereuses».

Conscient du fait qu'avec le bac, la mobilisation risque de s'essouffler, Darcos est à l'offensive.

Intraitable sur les suppressions de postes, il espère s'entendre avec les syndicats lycéens - l'UNL et la Fidl, qui n'appelaient pas hier à manifester - en annonçant des gestes sur le lycée, comme un soutien gratuit pour les élèves défavorisés. Il en appelle aussi plus que jamais aux familles pour soutenir sa politique, face aux syndicats enseignants dont l'immobilisme bloque, selon lui, toute réforme. Samedi dernier, devant la Peep, la seconde fédération de parents d'élèves classée à droite, il a réussi le tour de force de ne pas évoquer une seule fois les 11 200 suppressions de postes et de ne parler que de ses réformes. «J'ai besoin de vous pour faire obstacle au conservatisme, pour lutter contre le dogmatisme et pour en finir avec le "pédagogisme", a-t-il lancé, nous avons trop longtemps laissé le monopole de l'école aux professionnels de la revendication matérielle.»

## **NOUVELOBS.COM : REFORME DE L'EDUCATION : Nouvelles manifestations des lycéens en France - Mardi 06 mai 2008 | 15:24**

"On manifeste pour montrer que les lycéens sont toujours mobilisés après les vacances, on est dans la logique d'un tour de chauffe avant le 15 mai", déclare Léo Moreau, vice-président de l'UNL, en tête du cortège parisien.

Au moins 5.000 lycéens" selon l'Union nationale lycéenne (UNL), ainsi que des enseignants, ont commencé à manifester mardi 6 mai en début d'après-midi à Paris pour protester contre les milliers de suppressions de postes prévues à la rentrée 2008.

Partis peu après 14H00 de la place de la République en direction de la Nation, les manifestants venus de Paris et notamment des Hauts-de-Seine et de l'Essonne marchaient derrière une banderole proclamant "priorité à l'Education", encadrés par un important dispositif policier.

Cette manifestation a lieu au lendemain de la rentrée de la zone C des vacances de Pâques et à l'appel du seul syndicat lycéen UNL. Le cortège, le huitième en deux mois à Paris, a notamment reçu

les renforts des enseignants du Snes-FSU, majoritaire dans les collèges et lycées.

**"Toujours mobilisés"**

"On manifeste pour montrer que les lycéens sont toujours mobilisés après les vacances, on est dans la logique d'un tour de chauffe avant le 15 mai", journée de grève nationale et de manifestations fonction publique/lycéens, a expliqué à l'AFP Léo Moreau, vice-président de l'UNL, principale organisation lycéenne.

Il a répété que les discussions en cours avec le ministère de l'Education nationale n'apportaient "aucune ouverture concrète pour le moment", sur la question de 8.830 suppressions de postes dans les collèges et lycées à la rentrée, motif principal de protestation des jeunes avec la généralisation du bac professionnel en 3 ans.

"Nous voulons une autre politique éducative, on nous dit qu'on réclame toujours plus mais en face on a toujours moins, on veut au moins conserver nos moyens", a déclaré de son côté Roland Hubert, secrétaire général du Snes-FSU.

#### Les revendications

Les syndicats dénoncent le manque de moyens, les suppressions de postes, ou encore la "restruc-

turation déguisée" que représente selon eux la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Samedi, le ministre de l'Education nationale Xavier Darcos a relancé la polémique sur la mise en oeuvre d'un "service minimum" en cas de grève, en fait un simple service de garde assuré par les municipalités et mis en place dans le premier degré par les communes qui le souhaitent. Ce service avait été appliqué dans quelque 2.000 communes le 24 janvier dernier lors d'une grève dans l'Education nationale et la Fonction publique et le ministre entend relancer ce dispositif pour le mouvement du 15 mai.

Le dimanche 18 mai, la Fédération syndicale unitaire (FSU, première fédération de l'Education)

appelle à une manifestation nationale à Paris pour la défense du service public de l'Education, entre la place de l'Opéra et celle de la Bastille via République.

Plusieurs organisations du secteur éducatif se sont par ailleurs associées à l'appel à la mobilisation interprofessionnelle pour la défense des retraites lancé par les confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC pour la journée du jeudi 22 mai.

Enfin, le samedi 24 mai, les syndicats de l'Education appellent également à des manifestations et des rassemblements dans tous les départements. (avec AP)

## NOUVELOBS.COM : MOUVEMENT LYCEEN : Les manifestations ville par ville – Mardi 06 mai 2008

| 15:35

### Voici, ville par ville, le point sur les manifestations lycéennes du mardi 6 mai.

**Paris** Neuf lycées étaient bloqués en fin de matinée par des lycéens. Par ailleurs, treize établissements ont fait l'objet dans la matinée de "tentatives de blocages". Devant le lycée Turgot (IIIe arrondissement), des forces de l'ordre ont empêché les lycéens de procéder au blocage. Une intervention policière a également eu lieu à 11H15 devant le lycée Rodin (XIIIe), pour dégager l'entrée bloquée par une trentaine d'élèves grévistes, a assuré le syndicat Sud-lycéen. Selon lui, les cours n'avaient pas lieu dans cet établissement mardi matin.

**Le Havre** Environ 250 manifestants ont défilé dans la matinée.

**Grenoble** Plus d'un millier de lycéens, selon la police, ont manifesté dans les rues de Grenoble pour protester contre les suppressions de postes prévues à la rentrée et huit manifestants ont été interpellés après des incidents en fin de cortège. Arrivés à la mi-journée devant la préfecture de l'Isère, quelques manifestants ont lancé des

projectiles sur les forces de l'ordre qui ont riposté par des gaz lacrymogènes.

Huit manifestants, dont six mineurs, ont été interpellés pour jets de projectiles et dégradations par jets de projectiles, a précisé la police.

Sur les banderoles, portées par des manifestants venus d'une dizaine d'établissements de Grenoble et des environs, on pouvait lire: "non aux suppressions" ou encore "Darcos pour réformer, faut d'jà savoir compter".

"La mobilisation ne faiblira pas tant que le gouvernement ne lâchera pas sur les réformes", a assuré une élève en terminale BEP secrétariat à Grenoble.

Dans le cortège, certains avaient choisi l'humour en brandissant une pancarte sur laquelle était écrit: "sang neaux praufs on é dens là mairdeu".

**Orléans** Environ 2.500 lycéens ont manifesté dans la matinée dans les rues d'Orléans. Sept lycées de l'agglomération ont été bloqués, avec barrages filtrants, à l'ouverture mardi matin. Une cinquantaine de lycéens ont également perturbé

la circulation sur la RN 152, devenue départementale 952.

**Rouen** Environ 1.800 lycéens, selon la police, ont manifesté aux cris de "Tous en grève contre Sarko" ou "Sarko t'es foutu, la jeunesse est dans la rue", "Pas 40, pas 30 mais 20 par classe". Les manifestants ont parcouru les principales rues de la ville. Il s'agit de la plus importante manifestation organisée par ces lycéens depuis la reprise des cours le 21 avril après les vacances de printemps.

**Toulon** Plusieurs centaines de lycéens (300 selon la police) se sont rassemblés dans la matinée dans le centre de la ville pour manifester. Réunis place de la Liberté, dans le centre de Toulon, les lycéens venus de plusieurs établissements de la ville ou des environs ont effectué un sit-in pendant quelques minutes, bloquant la circulation sur le boulevard de Strasbourg, l'une des artères de la ville, en criant: "Darcos, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue".

## NOUVELOBS : LA JOURNEE D'ACTION DES LYCEENS : 3 questions à Robi Morder : "Le rapport de force se reconstruit chaque jour" – Mardi 06 mai 2008

### Les lycéens ont-ils établi un rapport de force avec le gouvernement ? A partir de quel nombre de manifestants peut-on parler d'une réussite pour une journée de mobilisation, à Paris, par exemple ?

- Ils ont établi un rapport de force. A la dernière manifestation à Paris le 17 avril, ils étaient environ 20.000, un peu moins que la fois précédente, à cause de la fatigue et de la répétition des manifestations. Ce dernier rassemblement avait pour objectif de maintenir la pression avant les vacances de printemps. Il n'avait pas de grande valeur de test. Si la manifestation rassemble entre 15.000 et 20.000, ce sera une réussite. Car cela signifiera que le mouvement reste sur sa lancée. Si les chiffres sont inférieurs, les syndicats devront fournir un effort pour mobiliser de nouveau. Par ailleurs, des manifestations se dérouleront dans les villes de province, en même temps que dans la capitale. Il faudra donc regarder les chiffres au niveau national. Il est possible que ceux qui se sont mobilisés les premiers, en Ile-de-France, soient fatigués, mais qu'en Province ce

soit un succès. Cela encouragerait ceux qui sont épuisés à repartir. Un tel cycle est typique des dynamiques de mobilisation. Le rapport de force se reconstruit chaque jour. Avec la manifestation de la fonction publique le 15 mai et celle des enseignants le 18, je pense que l'intérêt du gouvernement est de négocier pour que les mouvements ne convergent pas. Il aurait plutôt tendance à accepter des revendications sur les diplômes, pour calmer les lycéens, sans toucher au nombre de postes. Sur ce point il souhaite ne pas céder, mais peut y être contraint. Les syndicats et le ministère de l'Education ont déjà commencé à négocier sur la réforme du bac professionnel.

### Le mouvement traverse-t-il l'ensemble des filières ?

- Le mouvement a d'abord pris dans les filières professionnelles et dans les lycées populaires. Car leurs élèves sont les plus confrontés au chômage et à la crainte de la déqualification. Ils ne peuvent pas non plus se payer des heures de soutien scolaire. Dans les lycées des milieux plus privilégiés, un climat de réaction à la politique gouver-

nementale les mobilise. Les expulsions d'élèves sans-papiers ont eu un impact considérable. Il existe une dimension sociétale dans ce mouvement. Par ailleurs, les jeunes se sentent visés par le pouvoir, notamment quand ils sont présentés comme "manipulables".

### La baisse des effectifs dans les lycées amoindrit-elle le poids de la jeunesse auprès du pouvoir ?

- Non, la baisse ne concerne que quelques dizaines de milliers d'élèves. Il en reste encore quelques millions dans le secondaire. De nombreux lycées ont été construits ces vingt dernières années. Les lycéens qui ont dépassé la majorité sont des électeurs, les autres de futurs électeurs. Les partis politiques ne peuvent pas négliger ce groupe social, tout comme le pouvoir. On l'a vu en 2005 avec le CPE et on le voit de nouveau aujourd'hui.

**Interview de Robi Morder**, président du Germe (Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Etudiants, **par Alain Roux, (le mardi 6 mai 2008)**

## LIBERATION.FR : Les lycéens de province tiennent bon en attendant le retour des «Parisiens» – mardi 29 avril 2008







A Nice, cet après-midi (Photo Reuters). Liberation.fr avec source AFP

Nouvelles manifestations dans plusieurs villes aujourd'hui contre les suppressions de postes. La région parisienne, en vacances, devrait reprendre le mouvement la semaine prochaine. Entre 700 et 1.000 « lycéens en lutte » à Toulouse, entre 1.600 et 3.000 à Tours, entre 800 et 1.500 à Strasbourg, au moins 1.500 à Rouen, 550 à 800 à Grenoble, 1.500 à 4.000 à Nice, au moins 400 à Orléans... Une fois encore, les lycéens des villes de province sont descendus dans la rue aujourd'hui pour protester contre les suppressions de postes à la rentrée, en attendant le retour de Parisiens encore en vacances. Le syndicat lycéen la Fidl a dénombré en tout entre 40.000 et 50.000 manifestants, soit une mobilisation équivalente à celle de jeudi dernier,

avec des variations dans certaines villes en raison des examens blancs. Aux cris de « Réforme sarkozyste égale jeunesse qui résiste » ou « Priorité à l'éducation, non à la suppression », les lycéens ont défilé sans incidents. A Grenoble cependant, trois mineurs ont été interpellés après avoir lancé des pierres sur les forces de l'ordre. L'UNL et la Fidl appellent tous les lycéens, y compris ceux de région parisienne, à manifester jeudi 1er mai aux côtés des salariés. D'autres rendez-vous sont déjà pris pour les 15, 18 et 24 mai.

## LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Forte mobilisation lycéenne en province | Mardi 29 avril 2008 | 20h28



AFP/FREDERICK FLORIN Des lycéens manifestent à Strasbourg, mardi 29 avril.

Alors que le mouvement était jusque-là fortement concentré sur la région parisienne, des lycéens et enseignants de province se sont mobilisés en nombre, mardi 29 avril, pour protester contre les

suppressions de postes prévues dans les collèges et lycées. La FIDL a estimé qu'entre 40 000 et 50 000 personnes ont manifesté dans toute la France, alors qu'un décompte établi par l'AFP évoque le chiffre de 30 000. La police n'avait pas encore communiqué son estimation nationale en début de soirée. Plus d'une trentaine de villes des zones A et B ont été le théâtre de défilés plus ou moins importants. Ils étaient entre 3 500 et 4 000 à défilé dans les rues de Toulon et Nice, entre 1 600 et 3 000 à Tours, entre 1 500 et 3 000 à Rouen et entre 1 500 et 2 000 à Marseille. Plusieurs centaines de manifestants ont également été signalés à Orléans, Strasbourg, Toulouse, Lille, Besançon, Lyon, Chateauroux ou Rennes. **QUATRE JOURNÉES DE MOBILISATION PRÉVUES EN MAI** Dans un communiqué diffusé en fin de journée, la FIDL a estimé que "la mobilisation [de mardi 29 avril] a montré que les lycéens sont de plus en

plus nombreux dans les rues à refuser la logique budgétaire du gouvernement". Auparavant, le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, avait une fois de plus répété qu'il ne serait "pas le ministre qui cède". "Je serai le ministre qui ira jusqu'au bout des réformes", a-t-il assuré. La prochaine étape de l'épreuve de force entre le gouvernement et les lycéens aura lieu à l'occasion des cortèges du 1<sup>er</sup> mai. La FIDL et l'UNL ont appelé les lycéens à se joindre aux défilés, alors que les établissements scolaires de la zone C – qui comprend les académies de Paris, Bordeaux, Versailles et Créteil – seront encore en vacances. Une journée de mobilisation comprenant la fonction publique, l'éducation et les lycéens est ensuite prévue le 15 mai, puis une manifestation nationale le 18 mai à l'appel de la FSU, avant une nouvelle journée d'action le 24 mai.

## LEMONDE.FR : Nouvelle journée de mobilisation des lycéens en province - avec Reuters | Mardi 29 avril 2008 | 11h28

Les lycéens ont prévu de manifester une nouvelle fois, mardi 29 avril, à l'appel de l'Union nationale lycéenne (UNL), premier syndicat lycéen, pour protester contre les suppressions de postes programmées pour 2008 et les années suivantes. Cette fois, la mobilisation devrait toucher une trentaine de villes de province. "La semaine précédente a démontré que malgré les vacances dans deux académies, le mouvement se développait dans de nouvelles villes, avec de

fortes mobilisations, notamment à Strasbourg, Toulon ou encore Tours", déclare le syndicat dans un communiqué. "Malgré cela, le président de la République a rappelé jeudi sa détermination à conduire 'les réformes qui permettaient les réductions d'effectifs' et a malheureusement confirmé l'objectif purement comptable des réformes éducatives", ajoute-t-il. **GRENOBLE, TOULOUSE ET LYON**

En conséquence, des rassemblements sont organisés dans plusieurs villes en France. Les manifestations devaient commencer mardi matin 29 avril à Tours, Grenoble, Blois, Orléans ou encore Toulon et Limoges. Dans l'après-midi, ce sera à Marseille, Caen, Toulouse, Lille et Lyon que les lycéens ont prévu de défilé. De plus, l'UNL leur demande de se joindre aux salariés, jeudi 1er mai, pour défendre le service public d'éducation.

## LEMONDE.FR avec AFP et Reuters : Education nationale : l'appel à la grève le 15 mai se généralise - Mis à jour le jeudi 24 avril 08 | 17h42

Le 15 mai s'annonce comme une journée de grève importante dans l'éducation nationale. Après les trois principaux syndicats du primaire mercredi, cinq fédérations de l'éducation (FSU, UNSA-Education, SGEN-CFDT, FERC-CGT et SUD-Education) ont appelé jeudi à la grève ce même jour, pour protester contre la politique éducative du gouvernement et les 11 200 suppressions de postes d'enseignants prévues. Dans un communiqué, les cinq fédérations qui représentent plus de 70 % de la profession enseignante, estiment que "les transformations de l'école impliquent une tout autre dynamique pour

le système éducatif et pour les métiers de l'éducation". Elles demandent "des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'école" et la mise en œuvre "d'une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves". Mercredi, le SNUipp-FSU, le SE-UNSA et le SGEN-CFDT, qui représentent près de 80 % des professeurs des écoles, avaient déjà appelé à faire du jeudi 15 mai une "puissante journée nationale de grève, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements". Ils estiment dans leur communiqué que le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée "ne

permettra pas de faire face à la hausse démographique dans le premier degré [et que] l'école a besoin d'un budget ambitieux et d'une tout autre politique éducative qui mette la réussite des élèves au centre de ses préoccupations". Le 14 avril, dix-huit organisations dont les deux principaux syndicats de lycéens, des associations de parents d'élèves et les cinq fédérations de l'éducation, avaient appelé à deux journées d'actions unitaires, les jeudi 15 mai et samedi 24 mai, mais jusqu'ici sans appel à la grève.

## LE MONDE : Des élèves enthousiastes pour leur "remise à niveau" – jeudi 24 avril 08 | 13h52

Youssef, Adrien et Sarah ne lèvent plus le nez du dictionnaire, absorbés, mercredi 23 avril, par leurs dernières découvertes lexicales. Les vacances de printemps ont commencé la veille à Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine), où s'applique la semaine de quatre jours, mais quelques élèves sont retournés dans leur classe, à l'école élémentaire Auguste-Rodin.

Tous en CM2 et en difficulté scolaire, ils ont été sollicités - l'accord de leurs parents étant nécessaire - pour participer à des "stages de remise à niveau", organisés, pour la première fois, à l'échelle nationale dans le cadre du plan Darcos pour l'école primaire. En France, ils sont près de 82 000 élèves de CM1 ou de CM2 à recevoir ces quinze heures de soutien pendant les vacances de Pâques, encadrés par quelque 15 000 enseignants volontaires. Ces derniers sont rémunérés en heures supplémentaires défisicalisées, à hauteur de 360 euros par semaine. Trois heures par jour, les élèves travaillent le français et les mathéma-

ques par groupes de cinq ou six. A Meudon, où seuls 13 enseignants se sont portés volontaires, Françoise Dutilleul, inspectrice de l'éducation nationale, a dû écarter les classes de CM1 pour ne retenir que 85 des 130 élèves susceptibles de suivre ces stages. Elle a aussi assigné trois professeurs du quartier Meudon Seine à l'école Rodin, où personne ne se proposait.

#### CONVAINCU PAR LE PETIT EFFECTIF

Franck Chapuis a un peu tiqué lorsqu'il a appris qu'il devait intervenir dans cet établissement qui n'est pas le sien. Mais son optimisme l'a emporté. "J'ai l'impression que les enfants sont très contents d'être là. C'est une vraie surprise", dit-il. Si la rémunération l'a attiré, le travail en petit effectif l'a convaincu : "Pour moi, c'est la base. Je ne me serais pas porté volontaire pour des groupes de dix à douze."

Avant la récréation, les élèves se plongent dans la lecture silencieuse d'un texte court, qu'ils lisent ensuite à haute voix. Chacun à son rythme, cha-

cun son tour. Priorité est donnée à la compréhension du sens du récit. Dans une autre salle de cours, Gwenaëlle Nizan organise une séance de calcul mental. Autour du professeur, les mains se lèvent et les voix s'entremêlent avec enthousiasme pour répondre.

Un spectacle inhabituel devant lequel M<sup>me</sup> Dutilleul esquisse un sourire : "On est plus dans le précepteur que dans la relation habituelle. Cela fait bouger le regard qu'on a sur la difficulté." Gwenaëlle Nizan pourtant sourcille : "Ce sont des enfants dont on sait qu'ils n'aiment pas l'école, là on vient sur leur temps de vacances. Je ne pense pas que ça soit la solution miracle."

De fait, le matin, un élève s'est caché au centre de loisirs pour échapper au stage. Il a été conduit en classe, avec les autres. Mais après quelques minutes, il participait autant qu'eux et, à midi, manifestait déjà l'envie de revenir le lendemain. Son verdict : "En fait, c'est bien."

Anaïs Coignac

## LE MONDE : Programmes du primaire : Xavier Darcos espère que le "terrain" va tempérer le tollé syndical - jeudi 24.04.08 | 13h52

Alors que les suppressions de postes ont lieu uniquement dans le secondaire, les enseignants du primaire se retrouvent en pointe dans la contestation qui vise le ministre de l'éducation, Xavier Darcos. En ligne de mire : son projet, très controversé, de nouveaux programmes de l'école primaire. Après une première grève bien suivie le 15 avril en Ile-de-France par les professeurs des écoles, un mot d'ordre national et intersyndical (SNUipp-FSU, SE-UNSA et Sgen-CFDT) d'arrêt de travail est lancé dans l'enseignement primaire pour le 15 mai, à l'occasion d'une journée d'action dans toute l'éducation.

Cherchant à relativiser la fronde syndicale, M. Darcos entend s'appuyer sur les synthèses des consultations des enseignants du primaire sur les nouveaux programmes, effectuées en mars, qui seront mises en ligne le 29 avril. "Nous publierons l'intégralité des 1 100 synthèses issues du terrain. Les résultats montrent que l'initiative de la réforme est soutenue", a assuré M. Darcos à la Sorbonne, mercredi 23 avril, en marge de la présentation du manuel d'histoire franco-allemand. "La moitié des enseignants sont d'accord avec nous", avait assuré le ministre, le 15 avril à l'Assemblée nationale.

#### "CONCEPTION MÉCANISTE"

On peut s'attendre à des divergences d'interprétation, d'autant que la consultation, effectuée avec

plus ou moins de sérieux selon les écoles, n'était pas un référendum pour ou contre le projet de programmes, mais juste une occasion d'en débattre. Selon Gilles Moindrot, secrétaire général du SNUipp-FSU, les réponses sont "très critiques", notamment sur "l'alourdissement des programmes" et leur "conception mécaniste". Mais il concède que ces programmes sont souvent jugés "plus clairs" et les indications de progression "intéressantes". Luc Béritte, secrétaire général du SE-UNSA, très sévère envers le projet, évoque des "remontées assez diverses", ainsi qu'une "interrogation constante chez les collègues sur la nécessité de récrire des programmes alors que les précédents sont tout juste mis en place".

Pour les professeurs des écoles, les programmes qu'il s'agit de remplacer sont encore neufs. Parus au printemps 2002, ils sont entrés en application en CP à partir de la rentrée 2003. C'est seulement en juin que la première génération d'élèves ayant entièrement effectué leurs cinq années de scolarité élémentaire avec ces programmes arrivera en fin de CM2. Du coup, les enseignants accueillent avec scepticisme l'argument du ministère selon lequel ils auraient déjà fait "la preuve de leur nocivité".

Le ministère espère profiter d'un effet de contraste entre la modération du "terrain" et la vigueur

du tollé déclenché par son projet auprès des syndicats et des mouvements pédagogiques.

M. Darcos a pris soin, en outre, de se laisser des marges de manoeuvre. Admettant que le texte proposé avait certains côtés "prescriptifs", susceptibles d'être modifiés, le ministre de l'éducation a promis de tenir compte des critiques émises lors de la consultation.

Luc Cédelle

#### RÉFÉRENCES FONDAMENTALES

Le projet de nouveaux programmes de l'école primaire a été rendu public le 20 février par Xavier Darcos. Le ministre veut renforcer les "fondamentaux", notamment la maîtrise du français et tout ce qui, dans les apprentissages, relève de l'entraînement. Pour les syndicats et les mouvements pédagogiques, ce projet "traduit une vision passiviste et rétrograde de l'école".

#### CONTESTATION

Les opposants déplorent que la diminution de deux heures de cours par semaine s'accompagne d'un alourdissement des programmes, notamment par l'ajout de l'histoire de l'art et de l'instruction civique et morale. Le début de l'apprentissage de la lecture en maternelle et la division posée en CE1 sont deux autres points très contestés.

## NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Les écoles primaires en grève le 15 mai - jeudi 24 avril 2008 | 16:33

Les syndicats de professeurs des écoles entendent protester contre la politique budgétaire et éducative du gouvernement. Ils se joignent à la journée de mobilisation des lycéens, des enseignants du secondaire et des parents d'élèves.

Les trois principaux syndicats de professeurs des écoles appellent à la grève dans els écoles primaires le jeudi 15 mai. Le SNUipp-FSU, le SE-Unsa et le Sgen-CFDT entendent ainsi protester contre la politique budgétaire et éducative du gouvernement, a-t-on appris mercredi 23 avril

"L'école a besoin d'un budget ambitieux et d'une tout autre politique éducative qui mette la réussite des élèves au centre de ses préoccupations", ont expliqué dans un communiqué les trois syndicats, qui représentent près de 80% de la profession.

#### 18 organisations

Cet appel à "faire du jeudi 15 mai une puissante journée nationale de grève, de rencontres avec la

population et de manifestations dans tous les départements", s'inscrit dans le cadre d'un large appel à la mobilisation, de 18 organisations (fédérations enseignantes, lycéens, étudiants, associations, parents d'élèves).

Cette mobilisation était jusqu'ici sans grève. Mais la décision des professeurs des écoles de cesser le travail pourrait être imitée dans les collèges et les lycées, actuellement secoués par la mobilisation des lycéens contre les 8.830 suppressions de postes attendues à la rentrée.

"Le SNUipp-FSU, le SE-Unsa et le Sgen-CFDT ont estimé que "le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée dans les écoles ne permettra pas de faire face à la hausse démographique dans le premier degré". Ils ont expliqué redouter des "effectifs de classes plus chargés" et "des dispositifs innovants difficiles à mettre en oeuvre".

#### "Des décisions unilatérales"

Pour eux, "la politique éducative du ministère se met en place avec des décisions unilatérales prises sans concertation approfondies". Ainsi ont-ils cité "le projet de programmes" de l'école primaire qui traduit "une vision passiviste et rétrograde de l'Ecole" et "un recul didactique et pédagogique".

"L'introduction de nouveaux contenus apparaît comme un affichage d'autant plus incohérent que le temps d'enseignement sera diminué de deux heures hebdomadaires en septembre 2008", ont-ils poursuivi.

Les trois syndicats contestent en outre les stages de rattrapage pour les CM1 et CM2, pendant les vacances de Pâques et début juillet. Ils ont exprimé leurs craintes quant à l'avenir des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased).



## NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : 15 mai : la grève s'étend aux collèges et aux lycées – Jeudi 24 avril 2008 | à 16:45

Les enseignants du secondaire rejoignent ceux du primaire pour dénoncer la politique budgétaire et éducative du gouvernement. Du côté des lycéens, les manifestations contre les suppressions de postes se poursuivent ce jeudi, notamment à Marseille et à Rouen.

Cinq fédérations de l'éducation ont lancé jeudi 24 avril un appel à faire grève, le jeudi 15 mai, contre la politique budgétaire et éducative du gouvernement.

La FSU, l'Unsa-Education, le Sgen-CFDT, la Ferc-CGT et Sud-Education rejoignent ainsi le mouvement de grève annoncé mercredi par les syndicats des écoles primaires (SNUipp-FSU, SE-Unsa et Sgen-CFDT).

Les cinq fédérations des enseignants du secondaire, qui représentent plus de 70% de la profession, estiment que "les transformations de l'Ecole

impliquent une tout autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'Éducation".

Elles souhaitent "des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole" et la mise en oeuvre "d'une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves".

### **Mobilisation des profs, des lycéens et des parents**

L'appel à "faire du jeudi 15 mai une puissante journée nationale de grève, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements", s'inscrit dans le cadre d'un large appel à la mobilisation, initié par les fédérations enseignantes, les organisations lycéennes, les syndicats étudiants, des associations et les fédérations de parents d'élèves.

Les collèges et les lycées sont actuellement secoués par la mobilisation des lycéens contre les suppressions de postes attendues à la rentrée.

Jeudi, environ 300 lycéens, selon les organisateurs et la police, ont manifesté à Marseille, sur la Canebière pour protester contre les suppressions de postes. "Non aux suppressions! Marseille mobilise", proclamait la banderole de tête des manifestants, auxquels s'étaient joints des enseignants. "Lycéens en colère, y en a marre de la galère", scandaient les lycéens.

Environ 700 lycéens, selon la police, ont manifesté jeudi matin dans les rues de Rouen

Le syndicat lycéen Fidl estime notamment que les suppressions de postes touchent plus particulièrement "les lycées de banlieue ou de quartiers moins favorisés", ce qui est "en contradiction totale avec le plan réussite banlieue de Sarkozy".

## LE FIGARO : Débats : À qui profitent les manifestations de lycéens ?, par Pierre Schweitzer, analyste, Liberté chérie (association libérale militante – Mercredi 23 avril 2008

Depuis quelques semaines, les lycéens manifestent contre les 11 000 suppressions de postes annoncées par Xavier Darcos. L'observateur attentif aura vite remarqué que la proportion de lycéens dans les cortèges est de moins en moins grande. Ils ont été rejoints et dépassés par des bataillons de syndicalistes de tous horizons. On a vu Force ouvrière, le Snes, la FSU, SUD et d'autres défiler contre les propositions de réformes du gouvernement Fillon.

Les Français devant leur télévision doivent penser que le mouvement est important, qu'il s'amplifie et que les bouleversements annoncés doivent être de taille. Pourtant, la réalité est bien éloignée de cela. Et une simple réflexion sur les motivations des manifestants permet de mieux appréhender les problèmes posés aujourd'hui.

Prenons d'abord les lycéens : pourquoi se priveraient-ils d'aller manifester sur leurs heures de cours alors que les professeurs et tous les syndicats les y encouragent et les persuadent que c'est une forme de résistance contre un gouvernement antijeunes et dont le seul désir serait de donner toujours moins à l'éducation ? Il est indéniable que le plaisir de descendre dans la rue et l'aspect festif et convivial d'une manifestation sont le moteur principal de ce mouvement.

Les syndicats sont dans une problématique un peu différente. Pour eux, qui vivent de la contestation et des subventions publiques, il s'agit de préserver le statu quo. Ils savent que la réforme appelle la réforme et qu'il ne faut pas céder un pouce de terrain. La suppression de 11 000 postes est dérisoire en regard des 1,2 million de fonctionnaires de l'Éducation nationale. Selon les chiffres publiés par le ministère, entre 1990 et 2006, les effectifs du secondaire ont baissé de 5 % quand, dans le même temps, le budget alloué

au secondaire a augmenté de 33 % en euros constants. Mais les syndicats doivent impérativement démontrer leur force, leur capacité d'agitation médiatique et populaire. S'ils se mobilisent autant pour si peu, que feront-ils si une vraie réforme de l'éducation se profile un jour ?

Les hommes politiques en ont déjà des frissons, l'intimidation ne fonctionne que trop bien depuis des décennies. Par la somme des privilèges dont ils jouissent, les syndicats ont beaucoup plus à perdre au changement que ce que chaque Français pris individuellement n'a à y gagner. Les vraies réformes, celles que les syndicats redoutent, ne sont hélas pas à l'ordre du jour.

Notre système est malade : on ne cesse d'y injecter des moyens et de l'argent alors que le niveau baisse et qu'en sortent des générations où le chômage oscille entre 8 % et 10% alors que des centaines de milliers d'offres d'emplois restent insatisfaites ! L'Éducation nationale souffre de l'absence de concurrence, de la centralisation et du gigantisme.

Il est urgent de libérer l'offre de savoir et d'éducation. Les parents devraient pouvoir choisir l'établissement de leur enfant librement. Les établissements mal gérés, avec de mauvais professeurs et incapables d'offrir une éducation satisfaisante seraient désertés et n'échapperaient à la fermeture qu'en améliorant leur offre éducative. Les bons établissements ne tarderaient pas à émerger et avec eux les méthodes qui font leurs preuves. Il faut décentraliser les décisions matérielles et pédagogiques pour les transférer aux différents établissements. Comme on peut le voir pour les universités, le gouvernement actuel semble avoir compris que l'autonomie des établissements scolaires est plutôt une bonne chose.

Néanmoins, tant que les chefs d'établissement ne pourront pas

«Il est indéniable que le plaisir de descendre dans la rue et l'aspect festif et convivial d'une manifestation sont le moteur principal de ce mouvement

»réellement gérer leur personnel, c'est-à-dire en assurer l'embauche, la gestion des carrières et éventuellement pouvoir licencier les mauvais éléments, l'autonomie ne sera qu'une coquille vide de sens.

De même, un programme doit tenir compte de certaines spécificités. Chaque lycée, chaque région a ses propres caractéristiques et nécessite des adaptations que l'Éducation nationale interdit.

Enfin, la scolarité coûte cher et chaque Français en paye l'intégralité. Ils doivent donc en avoir pour leur argent. Il est donc urgent de sortir du système actuel qui subventionne les établissements scolaires indépendamment de leurs résultats, pour aller vers un système où la subvention bénéficierait directement à l'élève : le système dit du « chèque éducation ». L'établissement choisi par les parents d'un élève recevra ce bon et se fera ainsi payer par l'État.

Une réforme efficace du système éducatif ne pourra reposer que sur ces trois piliers combinés : la liberté de choix des parents pour inscrire leurs enfants là où ils le veulent, l'autonomie des établissements scolaires et la responsabilisation des chefs d'établissements, enfin, un modèle de financement subventionnant l'élève et non plus l'établissement.

Ainsi seulement nous pourrions restaurer la responsabilité des établissements, des enseignants et des parents, tout en garantissant à tous un meilleur accès à l'enseignement. Toute réforme ne traitant qu'une des dimensions du problème sans traiter les autres est vouée à l'échec.

## LE MONDE : Le mouvement lycéen s'organise pour tenter de passer le cap des vacances – Mise à jour le lundi 21 avril 2008 | 15h28

Commencé à la mi-mars 2008 dans une dizaine d'établissements de Seine-et-Marne, le mouvement lycéen contre les suppressions de postes d'enseignants, après une amplification continue, tente de se frayer un chemin à travers les vacances scolaires par zones.

Depuis le samedi 19 avril, la zone C, qui comprend la région parisienne et Bordeaux, est en-

trée, pour deux semaines, dans les vacances de printemps et n'en sortira que le 5 mai. La succession, chaque mardi et jeudi, des manifestations parisiennes, est donc interrompue, faisant retomber la pression. Jusqu'à présent, le mouvement est resté faible en province. Le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, peut donc souffler, de même que les recteurs et chefs d'établissement

des académies de Créteil et de Versailles, où le mouvement a donné lieu à de nombreux incidents locaux. La préfecture de police de Paris aussi, qui a déployé des moyens importants pour encadrer sans incident majeur des manifestations toujours tendues, du fait de la minorité violente présente en marge des cortèges.



Mais il n'est pas acquis que l'accalmie sera durable. L'Union nationale lycéenne (UNL) et la Fédération indépendante, démocratique et lycéenne (FIDL), les deux principales organisations lycéennes, s'affirment persuadées que tout ne fait que commencer. Elles appellent les lycéens de la zone B, dont les vacances sont terminées et qui reprennent le chemin de leurs établissements le lundi 21 avril, à prendre le relais en manifestant dès le mardi 22. Cette zone B comprend les académies d'Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Nice, Orléans-Tour, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg.

#### REPRENDRE L'OFFENSIVE

La zone A, qui comprend les académies de Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Rennes, Toulouse, est encore en vacances jusqu'au 26 avril. La stratégie des organisations lycéennes est de tenter de faire lever au cours des deux prochaines semaines la mobilisation en province, puis de reprendre l'offensive au niveau national, toujours contre les suppressions de postes à la rentrée 2008.

C'est aussi celle des syndicats d'enseignants, qui ont fixé aux 15 et 24 mai des journées nationales d'action, tandis que la fédération FSU, majoritaire, prévoit une manifestation nationale le 18 mai. M. Darcos, qui avait déclaré le 14 avril qu'il ne voulait "plus parler de ces questions de postes",

campe sur ses positions. Cela n'empêche pas le président de l'UNL, Florian Lecoulter de situer son organisation "dans une perspective de dialogue constructif, même si le désaccord est total pour le moment". Il appelle de ses vœux un "processus de réforme", auquel les lycéens seraient associés. Ce n'est pas la tasse de thé d'une "coordination" qui s'est tenue le samedi 19 avril à Paris et, dans un texte adopté par des représentants de trente lycées, qui appelle à "amplifier la mobilisation" dans la perspective d'un "mouvement d'ensemble de tous les jeunes et de tous les salariés" pour "stopper la politique du gouvernement Sarkozy".

**Luc Cédelle**

Article paru dans l'édition du 22.04.08

## LE FIGARO.FR : Alix Nicolet, discrète égérie des luttes lycéennes – vendredi 18 avril 2008 | à 12:59

Jérôme Bouin et Charlotte Menegaux (lefigaro.fr)  
**PROTRAIT** - La nouvelle présidente du syndicat lycéen Fidl est en phase d'apprentissage. Conciliante envers son ministre de tutelle, elle se dit en revanche fermement opposée aux suppressions de postes dans l'Éducation nationale.

Une discrète égérie. Les deux mots sont contradictoires. C'est pourtant l'image que dégage Alix Nicolet, la jeune (17 ans, elle est née en 1991) présidente de la Fidl (Fédération indépendante et démocratique lycéenne), deuxième syndicat lycéen derrière l'UNL (Union nationale lycéenne). Egérie d'abord, car fraîchement élue à la tête du syndicat, elle en est la légitime tête d'affiche, au moment même où ses ouailles sont mobilisés [contre les suppressions de postes à l'Éducation nationale](#). Discrète ensuite, car elle est l'antithèse du leader syndical sûr de son fait et un brin arrogant. La faute à son manque d'expérience, sans doute, mais surtout à une posture de travailleuse désintéressée. Une posture qui lui sied sans problème.



«Le ministre nous reçoit avec tous ses collaborateurs qui nous assènent leurs chiffres pour contrer nos demandes. Mais on se prépare ..., et on s'en sort bien», explique Alix Nicolet.

Crédits photo : AFP

Attablée dans un café parisien jouxtant la Place de la République, avant le départ du rassemblement

parisien à 14 heures jeudi, cette élève de seconde au lycée Robert Doisneau de Vaulx-en-Velin (Rhône), avoue être « un peu fatiguée » après deux semaines de manifestations. Aux côtés de son amie et collègue de la Fidl, Sonia, venue de Douai, elles ressemblent à n'importe quelles lycéennes de leur âge, portent tenues décontractées et même un piercing pour Alix. Les rassemblements lycéens sont pour elles l'occasion de découvrir la capitale. Alix est hébergée depuis une semaine chez la porte-parole de la Fidl quand, dans le même temps, ses amis lyonnais sont en vacances. «C'est mon rôle», explique-t-elle sans remords. Avant d'ajouter : «à moi de rester 'accrochée' aux cours».

Fille d'une assistante en communication dans le privé et affirmant ne pas connaître son père («il est prof de math je crois»), Alix ne présente pas le profil type du jeune militant syndical. «J'ai été sensibilisée aux valeurs de la Fidl pendant le combat contre le CPE. Je me suis retrouvée dans ses valeurs. Je suis de gauche mais je ne revendique aucune appartenance à un parti, ça brouillerait mon message», explique-t-elle de manière un brin contradictoire. Son rôle de présidente ? «Ce n'était pas mon but», explique-t-elle. Elle précise qu'elle ne sera pas tentée par une prolongation. «Si tout se passe bien, je serai en terminale dans deux ans et je ne serai plus lycéenne six mois plus tard. Il faut être lycéen pour représenter les lycéens». Une pique non-dissimulée adressée au président de l'UNL, élu alors qu'il est élève de terminale et risque donc de quitter le lycée en juin prochain.

«Darcos, on a de la chance de l'avoir !»

Le cheval de bataille d'Alix, outre les suppressions de postes sur lesquelles le ministre de l'Éducation nationale n'est pas disposé à revenir, c'est la ghettoïsation de certains lycées. «Les conditions de vie y sont déplorables, c'est pour ça que les banlieues sont particulièrement mobilisées. Quand

des jeunes manquent de repères, il faut plus d'adultes autour d'eux et sûrement pas moins».

Quand on lui fait remarquer que Xavier Darcos, qui l'a reçue à deux reprises, pourrait être son grand-père, elle répond astucieusement : «on est lycéens, c'est normal qu'on soit jeunes». Son jeune âge est-il un obstacle à un dialogue franc ? Pas vraiment à en croire la jeune présidente de la Fidl, qui dit respecter l'homme. «Nous ne demanderons pas sa démission et contrairement à d'autres (l'UNL, ndlr), nous n'en appellerons pas au premier ministre. Ce serait consacrer la rupture du dialogue», juge-t-elle sagement. «Darcos est un ancien professeur qui aime l'Éducation nationale. On a de la chance de l'avoir, il nous prend au sérieux !», explique Alix Nicolet, sans vouloir jouer les flatteurs. «À la sortie de la première réunion, on nous a fait dire que nous étions déçus, c'est faux. Lors de la seconde, [le ministre s'est dit ouvert à la discussion sur le thème du baccalauréat professionnel](#)».

«On s'en sort bien»

Pour celle qui discute avec un membre du gouvernement alors même qu'elle n'a pas le droit de vote, les ors des palais ministériels restent impressionnants. «Le ministre nous reçoit avec tous ses collaborateurs qui nous assènent leurs chiffres pour contrer nos demandes. Mais on se prépare ..., et on s'en sort bien», explique-t-elle avec une étonnante sérénité. Un discours de conciliation qui n'empêche pas une franche opposition sur les suppressions de poste : «on ne lâchera pas», répète-t-elle à plusieurs reprises.

Quand à la rituelle interrogation des journalistes sur l'analogie avec Mai 68 («c'est ça où une question sur notre légitimité», rigole-t-elle), Alix la balaise d'un revers de main : «Je crois que ça n'a rien à voir. Ce serait trop beau, ça ne serait pas naturel».

France Arrestations et gaz lacrymogène



Une manifestation organisée pour protester contre la suppression de 11 800 postes dans le domaine de l'éducation à la prochaine rentrée s'est soldée par l'arrestation d'au moins 13 personnes et par l'utilisation de gaz lacrymogène hier, à Paris. L'événement rassemblait des dizaines de milliers d'élèves du niveau secondaire. C'est le septième rassemblement à se tenir en moins d'un mois pour soutenir cette cause.

MÉTRO

FRANCE-SOIR : Xavier Darcos : "Il est interdit d'interdire la réforme" - vendredi 18 avril 2008 n°19775, page 4

Propos recueillis par Jean-François Coulomb des Arts et Thomas de Rochechouart, le vendredi 18 avril 2008 à 04:00

**Xavier Darcos explique à France-Soir son projet pour les lycées alors que le mouvement de contestation s'installe et que le 40e anniversaire de Mai 68 approche...**

**FRANCE-SOIR. Manifestations cette semaine, grandes manifestations prévues les prochaines semaines : se dirige-t-on vers le mois de mai de tous les dangers ?**

**XAVIER DARCOS.** Je ne veux pas spéculer sur le niveau des manifestations d'autant que la mobilisation est avant tout parisienne, ou plutôt francilienne. Je fais une distinction très nette entre les contestations, les slogans, les formules parfois approximatives et le fond du problème : les lycées français marchent-ils ? La question de savoir s'il faut plus ou moins d'enseignants pour faire un bon système éducatif a déjà été tranchée, puisque, au cours des dernières années, nous avons eu de moins en moins d'élèves, de plus en plus d'enseignants et des résultats en baisse. Nous avons aujourd'hui 1 professeur pour 11,9 élèves, ce qui est l'un des meilleurs taux du monde et un lycéen coûte 22 % de plus que la moyenne des pays européens. Or dans le même temps, nous sommes très mal classés au niveau des résultats avec beaucoup d'échecs de nos lycéens lorsqu'ils arrivent dans l'enseignement supérieur, puisque 1 sur 2 échoue au moins une fois au cours des deux premières années à l'université. Donc ce ne sont pas les moyens qui sont en cause, c'est notre organisation.

**Les lycéens sont-ils manipulés ?**

Quand je vois des lycéens qui défendent le statut des enseignants du premier degré par exemple, alors qu'ils ont quitté l'école primaire depuis plusieurs années déjà, j'imagine que ce n'est pas spontané. Ce n'est pas forcément de la manipulation, mais cela traduit très certainement une proximité entre syndicats de professeurs et des mouvements lycéens. Je rappelle aussi que depuis une vingtaine d'années, nous avons une manifestation tous les 13 mois en moyenne, et que tous les ministres ont connu de grands mouvements, y compris d'ailleurs sur des sujets contradictoires. Lorsque Claude Allègre a créé les travaux pratiques encadrés (TPE), il y a eu une manifestation à

Paris de 100.000 personnes qui considéraient que l'on bradait la classe terminale. Mais lorsque François Fillon a voulu les supprimer quelques années plus tard, il y a eu une manifestation du même nombre de personnes ! Donc il y a un aspect rituel dans ces manifestations qui montrent que le système ne va pas bien, qu'il y a une souffrance qui ne sera pas réglée en ajoutant ou en supprimant des enseignants. Il y a en fait un vrai malaise lycéen que tous les pays développés ont connu. Mais ils ont su faire évoluer leur système avec plus de rapidité que nous car la résistance à la réforme a été moins grande.

**Qu'est-ce qui ne va pas selon vous ?**

Il faut ouvrir les yeux. Les lycéens d'aujourd'hui ne sont plus ceux que nous avions il y a trente ou quarante ans, ils ont changé : ils sont devenus de jeunes adultes, très autonomes dans leur vie personnelle, dans un monde fondé sur la communication, la réactivité, l'interactivité. Or, quand ils arrivent au lycée, ils retrouvent un système qu'ils qualifient eux-mêmes de napoléonien, un système où tout leur est imposé. Ils ont le sentiment qu'entre leur vie de tous les jours et le lycée, il y a un décalage. Ensuite, le lycée français est sans aucun doute trop dispersé, avec un nombre d'options considérables, dont certaines coûtent extrêmement cher avec une utilité sociale limitée. Enfin, le mode d'enseignement reste relativement traditionnel, alors que les élèves de première et de terminale ont besoin aujourd'hui de développer leur autonomie, leur liberté de réflexion, leur recherche personnelle. Sur ces trois sujets, nous pouvons avancer en réorganisant l'enseignement pour que les élèves obtiennent ce qu'ils demandent : non pas plus de profs, mais plus de présence adulte auprès d'eux. Ils pourront ainsi être accompagnés par davantage de soutiens, de conseils d'orientations, de matériels, de ressources électroniques. Le lycée d'aujourd'hui est une machine à donner des cours. Il faut qu'il devienne une machine à créer de l'autonomie intellectuelle.

**Quel est le rôle des professeurs dans cette agitation lycéenne ?**

Ce que je sais, c'est qu'une partie des syndicats jouent un jeu très dangereux. Persuader les élèves que tout se joue parce que l'on sera dans une classe de 30 ou 32, c'est au fond se moquer d'eux. Il y a une sclérose idéologique, un discours

tactique et mensonger qui nous empêche de parler du fond.

**Tiendrez-vous jusqu'au bout et vous sentez-vous soutenu par le gouvernement ?**

Ma détermination est intacte. D'abord parce que j'ai une longue expérience et une vieille connaissance de l'institution scolaire, et que je suis tout à fait convaincu que la logique des moyens est aujourd'hui dépassée. Et quand on a mon parcours, je ne crois pas qu'on puisse sérieusement être taxé d'être un « ennemi de l'école ». Ensuite, parce que notre majorité a été élue sur un choix politique qui est celui de la réforme, et qui consiste à mettre fin au cycle infernal décision-manifestation-abandon. Enfin, parce que lorsqu'on est, comme moi, en charge de préparer l'avenir de nos enfants, il n'est pas possible de se désintéresser de ce que coûte l'éducation à la nation et de ce qu'elle obtient en contrepartie des dépenses auxquelles elle consent. Or le problème de la dette concerne avant tout les lycéens, ceux qui sont aujourd'hui dans la rue. Personne ne peut affirmer que le système n'est pas généreux, puisque le budget de l'Éducation nationale a doublé en vingt ans !

**L'Éducation nationale est l'une des plus grandes entités du monde avec 1,2 million de fonctionnaires. Le mal ne vient-il pas de ce gigantisme ?**

Cela ne me gêne pas que la moitié de la fonction publique soit consacrée à l'éducation. Ce ministère, c'est le ministère du destin. Ce que je regrette, c'est que cette masse puisse se retourner contre l'efficacité du système. Il faut donc réorganiser notre gestion des ressources humaines en travaillant notamment sur deux grandes pistes : le statut de l'enseignant, et notamment sa rémunération, et l'autonomie des établissements.

**Vous avez évoqué le malaise lycéen. N'est-ce pas finalement le problème le plus inquiétant, dans la mesure où il est très difficile d'y répondre ?**

Indéniablement, une très grande partie des problèmes de l'école sont des problèmes qui relèvent de la société tout entière. La violence scolaire, par exemple, est celle de la société qui se manifeste dans l'école. On demande à l'école d'assumer des responsabilités dont la société tout entière se

décharge. Cela ne doit pas nous empêcher d'être à l'écoute des préoccupations des lycéens.

### L'anniversaire de Mai 68 ans ne risque-t-il pas, par son flot d'images, de jouer sur le mouvement ?

Je n'en sais rien, mais je ferai remarquer que l'idéal et les slogans de Mai 68 sont exactement

l'inverse du mouvement actuel. Ils défilent en disant : « Nous-vou-lons-des-sur-veil-lants ! Nous vou-lons-des-profs ! » En 68, les gens disaient qu'ils voulaient être autonomes, libres. Je voudrais donc dire aujourd'hui qu'il est interdit d'interdire la réforme. Et ce que je trouve regrettable dans les slogans des syndicats, c'est qu'ils

sont terriblement conservateurs, réactionnaires. C'est déprimant, mais cela m'incite à aller encore plus loin dans la voie de la réforme et du dialogue.

## NOUVELSOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Entre 13.000 et 50.000 manifestants à Paris contre les suppressions de postes – jeudi 17 avril 2008 | à 18:54



La manifestation parisienne du 15 avril (Reuters)

Entre 13.000 lycéens, selon la police, et de 40.000 à 50.000, selon les organisateurs, ont manifesté jeudi 17 avril à Paris contre les milliers de suppressions de postes dans les collèges et lycées prévus à la rentrée 2008.

Les manifestants sont partis vers 14h00 de la place de la République à Paris pour se rendre à Nation. "Suppression de postes, les lycéens mobilisés - écoles, collèges, lycées, lycéens professionnels pour l'avenir de nos métiers, pour l'avenir de tous les jeunes, le ministre doit répondre, il faut un collectif budgétaire", proclamait la banderole de tête du cortège. Celui-ci, encadré par un important service d'ordre, se dirigeait, sans incident, vers Nation par le boulevard Voltaire, où les commerçants avaient baissé leur rideau. Des responsables syndicaux du Snes-FSU, de la CGT

et du Sgen-CFDT étaient présents en tête de manifestation.

### Septième manifestation

Il s'agit de la septième journée de manifestations, après trois semaines de mobilisation, avant la pause des vacances de printemps pour la zone C (Paris, Créteil, Versailles, Bordeaux). "La province va prendre le relais (des manifestations, ndr), Paris a poussé la dynamique mais la province va montrer que les lycéens resteront mobilisés", a déclaré Florian Lecoulter, président de l'UNL (premier syndicat lycéen).

"Sur le bac pro, le ministre (de l'Education Xavier Darcos) a avancé un peu, mais sur la revendication principale - les suppressions de poste - il n'a pas bougé", a-t-il ajouté. "Si on est pas entendus, ce sera chaud au mois de mai", a-t-il prévenu.

"La mobilisation continue et est encore plus forte", a assuré de son côté Alix Nicolet, président de la Fidl (deuxième). "On veut mettre la pression pour avancer dans les discussions, car le gouvernement minimise le mouvement. Sur les suppressions il faut continuer".

### Blocages

Par ailleurs, quelque 80 lycées des 467 lycées franciliens étaient bloqués ou perturbés jeudi dans le cadre des mouvements de protestation des lycéens, selon les rectorats interrogés par l'AFP. A Paris, le rectorat a fait état de 12 établissements fermés, de 17 bloqués et de 7 qui ont connu des tentatives de blocage. La capitale compte 106 lycées. Dans un communiqué, le syndicat national des personnels de direction de

l'Education nationale (SNPDEN) de l'académie de Paris a dénoncé les "situations insupportables auxquelles ils sont confrontés de façon récurrente: radicalisation des mouvements des élèves et violences qui menacent la sécurité des biens et des personnes et interdisent le déroulement normal des enseignements". De son côté, la fédération des parents d'élèves PEEP de Paris a "exigé le libre accès aux établissements scolaires", dans un communiqué.

### "Forte mobilisation pour la sécurité"

Selon le rectorat de Créteil (167 lycées), 15 lycées étaient bloqués jeudi dans l'académie (six en Seine-Saint-Denis, cinq en Seine-et-Marne, quatre dans le Val-de-Marne). La situation était, comme mardi, globalement beaucoup plus calme que la semaine dernière, avec par exemple aucun incident signalé dans le Val-de-Marne où les établissements de Saint-Maur-des-Fossés et Créteil (agités la semaine dernière) ont fait l'objet d'une "forte mobilisation pour la sécurité". En revanche, le rectorat a fait part "d'un peu d'émotion" au collège Louise-Michel de Clichy-sous-Bois, où un nouveau jet de bouteille a priori d'acide a eu lieu dans la cour en fin de matinée par une personne extérieure à l'établissement. Une réunion doit avoir lieu vendredi à ce sujet avec le conseil général et l'inspection d'académie. Dans ce collège, selon le rectorat, 14 enseignants étaient en grève jeudi. Selon le rectorat de Versailles (194 lycées), 24 établissements étaient perturbés, contre 31 mardi.

## NOUVELSOBS.COM : Education : entre 20 et 40.000 manifestants à Paris – jeudi 17 avril 2008 | à 16:25



Manifestation de lycéens à Paris le 10 avril dernier (Reuters)

Cette 5e journée de protestation a mobilisé plus que celle de jeudi dernier. Les manifestants exigent une nouvelle fois le rétablissement des postes supprimés pour la rentrée de septembre 2008 et l'abandon du projet de réforme du bac professionnel.

Quelque 40.000 personnes selon l'UNL (premier syndicat lycéen) et la FSU (première fédération enseignante), 20.000 selon la police, défilaient mardi 15 avril dans les rues de Paris pour protester contre les suppressions de postes prévues à la rentrée dans l'Education. Les manifestants exigent une nouvelle fois le rétablissement des postes supprimés pour la rentrée de septembre 2008 et

l'abandon du projet de réforme du bac professionnel.

Les manifestants sont partis à 14h30 de la Place de la République et devaient se rendre jusqu'à celle de la Nation, en passant par le boulevard Voltaire.

Il s'agit de la 5e journée de manifestation lycéenne en deux semaines. Jeudi dernier, les manifestants étaient à Paris 19.000 selon la police et entre 30 et 40.000 selon les organisateurs.

Comme jeudi dernier, le cortège était encadré par un très impressionnant dispositif policier mais l'ambiance était beaucoup moins tendue en tête de cortège.

La manifestation comptait également de nombreux professeurs qui répondent à l'appel de plusieurs de leurs organisations syndicales, dont la première d'entre elles, le CNES.

Outre la manifestation parisienne, l'Union nationale lycéenne (UNL) et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) ont également appelé à défilé à Bordeaux où le rassemblement, à la mi-journée, ne mobilisait que quelques centaines de personnes.

Le reste des académies en province est entré dans la période des vacances de printemps depuis le week-end dernier.

### 19% des enseignants en grève

Selon les chiffres du ministère de l'Education, 19% des enseignants d'Ile-de-France étaient en

grève à 12h, soit davantage que lors de la précédente journée de mobilisation.

Une petite centaine d'établissements étaient fermés ou bloqués dès mardi matin dans les académies de Paris, Versailles et Créteil

En incluant les autres personnels, le taux de grévistes moyen était de 16,17%

Pour ce qui est de l'académie de Paris, les grévistes étaient 30% dans les écoles primaires, 13% dans les collèges, 14% dans les lycées professionnels et 6% dans les lycées généraux et technologiques

Dans l'académie de Créteil, ces chiffres étaient de 22% dans les écoles, 14,04% dans les collèges, 7,54% dans les lycées professionnels et 16,25% dans les lycées généraux et technologiques. En moyenne (pondérée), le taux de grévistes était de 20,8% selon le rectorat

Dans l'académie de Versailles, le ministère comptabilisait 27,31% d'instituteurs en grève, 10,58% de grévistes dans les collèges, 13,16% dans les lycées professionnels et 14,61% dans les lycées généraux et technologiques.

### 1.600 manifestants mardi matin

Jeudi dernier, lors de la précédente journée de grève (à laquelle les professeurs des écoles n'étaient pas partout appelés à faire grève), le ministère avait comptabilisé 12% de grévistes à Paris en moyenne, 10,78 % à Créteil et 17,22% à Versailles.



Par ailleurs 35 établissements étaient "perturbés" à Paris, selon le rectorat, dont 17 "fermés administrativement", "17 bloqués" et un qui a fait l'objet d'une tentative de blocage.

Dans l'académie de Créteil, 16 lycées étaient bloqués, dont 9 en Seine-Saint-Denis. Plusieurs rassemblements avaient lieu, sans incident, en divers endroits de l'académie, totalisant 1.600 personnes selon la police.

Dans l'académie de Versailles, le rectorat avait recensé dans la matinée 31 établissements "perturbés", dont un bloqué, à Gonesse (Val d'Oise). (avec AP et AFP)

## LIBÉRATION.FR : Lycéens: une manif d'avant-vacances - jeudi 17 avril 2008



Devant le lycée Voltaire à Paris, ce matin. (Véronique Soulé/LibéLabo)

Les lycéens se voulaient plus déterminés que jamais aujourd'hui à Paris. C'était leur dernière journée d'action avant les vacances scolaires.

Raphaëlle Remande

«C'est maintenant ou jamais». Perchée sur des talons et soigneusement maquillée, Michelle s'est un peu écartée de la foule. Accompagnée d'une amie, c'est seulement sa deuxième manifestation depuis le début du mouvement. «La semaine dernière, on avait notre bac blanc de français» précise la lycéenne. Mais aujourd'hui, les deux jeunes filles ne voulaient pas manquer à l'appel. Elles craignent l'effet des vacances alors tentent le tout pour le tout: «Après on va se démobiliser et il faudra préparer le bac. Mais je suis déçue, il n'y a pas beaucoup de monde.»

13 000 personnes selon les syndicats, 40 000 selon la police, le bilan de la journée est mitigé pour les lycéens qui voulaient marquer le coup. La manifestation de mardi avait en effet rassemblé entre 20 000 et 40 000 personnes. L'explication se trouve peut-être dans le fait qu'il n'y avait pas d'appels à la grève aujourd'hui pour les enseignants ni pour les professeurs des écoles.

**Relais**

Les syndicats, eux, ne veulent pas croire à l'étiollement du mouvement: «D'autres académies vont prendre le relais» affirme Léo Moreau, vice-président de l'UNL. «Un mouvement comme le CPE a tenu après les vacances» renchérit Mehdi Kétir, élève à Louis-Amand (94). «Et ils sont finalement revenus dessus. Le CNE, aussi, ils sont revenus dessus.» Pour le lycéen, la mobilisation va rester intacte, même pendant les vacances, grâce aux nouveaux moyens de communication mis en place par les jeunes. «Avant, il fallait forcément se réunir en assemblée générale. Maintenant, on communique par mails et par textos donc on va rester motivés.»

Debout sur un camion, micro à la main, Mehdi harangue les jeunes devant lui. «Assez de cette société qui ne nous donne pas de moyens pour pouvoir étudier» entonnent les lycéens. Hier, Mehdi a rencontré le recteur d'académie de Créteil avec une délégation. Il en ressort déçu dit-il, et c'est pour cela qu'il est plus que jamais décidé à continuer. «Depuis le début, ils nous bassinent avec des chiffres. J'ai l'impression qu'ils jouent avec nous. Ils espèrent juste que le mouvement va s'éteindre tout seul.» Même son de cloche pour Léo Moreau, vice-président de l'UNL: «Xavier

Darcos fait quelques concessions sur le bac pro mais pas sur les moyens. Il a une attitude condescendante et paternaliste alors que le mouvement a pris de l'ampleur en huit semaines. C'est à lui de prendre ses responsabilités.»

**«On va vers une privatisation de l'école»**

Beaucoup de lycées de banlieue étaient encore représentés dans le cortège aujourd'hui. C'est eux qui pâtiraient le plus des 11 200 suppressions de postes prévues par Xavier Darcos affirmant les syndicats. Mais le mécontentement concerne le monde de l'éducation dans son ensemble: «On ne parle plus d'écoles maternelles mais d'écoles pré-élémentaires. Pour le lycée, c'est plus franc mais il va se passer la même chose dans le primaire. On va vers une privatisation de l'école» s'indigne un professeur des écoles.

Un peu plus loin, Sylvie Pradelle, professeur d'anglais au lycée Paul Bert (XIII), tient le même discours: «On est à des années lumière de ce qu'il se passe ailleurs en Europe. En Finlande, ils sont 15 par classe.» L'enseignante ne croit pas à un affaiblissement du mouvement: «Au contraire, la suppression de postes annonce le projet de réforme des lycées. Il devrait être présenté en mai. Ce sera les conclusions du rapport Pochard. A mon avis, on ne va pas laisser passer ça.» Plusieurs jeunes ont été interpellés par la police, suite à des bagarres ou du vandalisme, lors de la manifestation, parti de République pour se diriger vers Nation. Pendant les vacances, les lycéens espèrent mener quelques actions coup de poing. La prochaine journée d'action est prévue le 15 mai.

## LIBÉRATION.FR : Web et SMS: les armes de la mobilisation lycéenne - jeudi 17 avril 2008



(Reuters)

SMS pour la réactivité, vidéos pour la médiatisation et surtout blogs pour l'organisation: les lycéens mobilisés contre les suppressions de postes ont bien compris l'intérêt du web.

Cordélia Bonal et Raphaëlle Remande

«Si des casseurs veulent profiter du blocus pour foutre le bordel dans le lycée, pas de problème, on s'envoie des textos et dans la demi-heure tous les lycéens du coin se ramèneront pour leur faire barrage», s'exclamait un lycéen de Cergy lors de la dernière manifestation mardi à Paris contre les suppressions de postes dans l'Education.

Un autre, venu de Gagny: «On bloquait tranquillement le bahut et les flics nous ont balancé des gaz lacrymos et des coups de matraque. On a tout raconté sur notre blog.» Deux commentaires parmi d'autres, révélateurs de la place que prennent dans le mouvement les portables et internet,

déjà incontournables lors du mouvement anti-CPE.

Première arme, les SMS. Imparable pour prévenir en un temps record un maximum de personnes des actions en cours. Marouane Zaki, du syndicat lycéen la Fidl: «On prend contact dans les manifs avec les leaders de chaque lycée. Quand on veut les prévenir d'une action, comme mercredi quand on a bloqué la place de la Bastille, on envoit des milliers de SMS d'un coup à tous ces numéros via internet. Le bouche-à-oreille fait le reste.»

Lancés par des lycéens ou des enseignants, des dizaines de blogs servent de carnet de bord à la mobilisation. Hébergés pour la plupart sur la plate-forme Skyrock, leurs noms annoncent la couleur: «[hécatombe à Jean-Macé](#)», «[génération révolte](#)», «[tous ensemble agissons](#)»... Le vote des blocus, les rendez-vous pour les départs aux manifs ou les sit-in devant le rectorat, l'organisation du service d'ordre, les comptes-rendus d'AG ou qui apporte quoi pour le barbecue les soirs de blocage: tout y est consigné dans les moindres détails et débattu chaque jour.

**«Un gros plus pour l'organisation»**

Exemple, le blog «[le point sur Fustel](#)». Une présentation rouge et noire et une citation en exergue, «[Bâtissez une école et vous fermerez une prison](#)» (Victor Hugo): le ton est donné. C'est Adrien, un lycéen de 1ère S à Fustel-du-coulanges (Essonne) qui a créé le blog il y a deux semaines avec un ami. «Je me demande vraiment comment ils faisaient il y a 15 ou 20 ans, s'étonne-t-il. C'est un gros plus pour l'organisation.» Aujourd'hui, il

compte lancer un portail consacré à la mobilisation dans toute l'Essonne: «Ça nous offre une super visibilité auprès des profs, mais aussi des autres syndicats. Grâce à ça, j'ai même eu des contacts avec le parti socialiste.»

Fort de son succès - de 100 à 150 visites par jour - le lycéen a mis en place un autre portail ([fustelendeuil.skyrock](#)). Pour lui, Internet, ce n'est pas seulement plus d'organisation, c'est aussi plus de démocratie: «Au lieu de prendre des décisions à quatre ou cinq en AG, on en discute sur le web via les commentaires.» Le lycéen passe trois heures minimum par jour à mettre à jour les sites. Mais ce qui lui plaît, c'est la convivialité du net: «Le soir des manifs, on peut regarder toutes les photos de la journée. Je suis sûre que la mobilisation est plus forte grâce à Internet.»

Pour Florent, en terminale S au lycée Sonia-Delaunay de Villepreux (Yvelines) et l'un des créateurs en février du blog «[sonia en colère](#)», l'intérêt est organisationnel mais surtout médiatique: «Le blog permet de montrer ce qu'on fait aux médias nationaux et non plus seulement locaux. Les lycéens qui hésitent à s'engager peuvent aussi voir qu'on crée quelque chose de solide.» Seul regret: «Les commentaires parfois peu constructifs qui n'incitent pas au débat.»

Autre exemple, [le blog du lycée Gustave-Eiffel](#) à Gagny, créé par un élève de 1ère au lendemain d'un blocage tendu le 29 mars. En plus du fil principal sur l'actualité du mouvement, largement commenté et actualisé chaque jour, deux autres espaces ont ouvert: un forum, où l'on débat

ferme entre bloqueurs et anti-bloqueurs, et un blog de cours en ligne, alimenté par «les professeurs volontaires» pour permettre aux jeunes manifestants de ne pas trop perdre pied à l'approche du bac.

On y trouve aussi dans les commentaires des appels à l'aide comme celui de ce lycéen de Gous-sainville: «*Bonjour, ça fait plusieurs semaines que j'essaie de mobiliser mon lycée mais ça ne prend pas, j'aurais besoin de conseils svp*»

Tous ces blogs se renvoient les uns vers les autres ou sont référencés sur des sites comme celui

du syndicat enseignant de la FSU, «[Bahuts en lutte](#)».

#### **Vidéos et parodies**

Autre plate-forme pour se tenir au courant entre lycéens et surtout pour afficher son soutien: Facebook. Il s'y crée des groupes comme «la fédération des bloqueurs invétérés», «bloqueurs et fiers», ou «Wanted: rendez-nous nos profs», le groupe de la Fidl.

Les lycéens, enfin, investissent Youtube et Daily-motion, avec l'idée qu'une vidéo percutante qui fera parler d'elle aura toujours plus d'impact que quelques tracts dans une manif. Parmi celles

ayant obtenu un joli buzz, la série «[sauvons nos options](#)» par des élèves du lycée Bellevue d'Albi (qui ont également créé [un site](#)): ambiance très veillée funèbre avec un fossoyeur nommé Darcos. Ou «opération 77-227», parodie d'une célèbre pub pour un opérateur de renseignements téléphoniques (shorts, perruques et «toutouyoutou»). Des élèves et enseignants du lycée Emily-Brontë à Lognes y dénoncent les 227 suppressions de postes dans les lycées généraux de Seine-et-Marne (77). Cette dernière vidéo a été retirée sur demande du rectorat.

## **LE MONDE : ÉDUCATION NOUVELLE MANIFESTATION JEUDI 17 AVRIL : Les organisations lycéennes, acteurs fragiles de la mobilisation – Jeudi 17 avril 2008**

L'UNION nationale lycéenne (UNL) et la Fédération indépendante et démocratique (FIDL), seront, jeudi 17 avril, de nouveau en tête des cortèges contre la suppression des postes d'enseignants dans l'éducation. Mardi 15 avril, de 20 000 lycéens (selon la police) à 50 000 (selon les organisateurs) ont manifesté pour la sixième fois en trois semaines.

Créée en 1987 dans le combat contre la loi Devaquet sur la sélection à l'université, la FIDL est la plus ancienne. S'appuyant sur le réseau de SOS-Racisme, elle a participé à tous les mouvements lycéens. L'UNL est née en 1994, lors des mobilisations contre le Contrat d'insertion professionnelle (CIP), avec le Mouvement des jeunes socialistes (MJS).

#### **" MOUVANCE SOCIALISTE "**

Pour Robi Morder, chercheur à l'université Versailles-Saint-Quentin, spécialiste des mouvements

étudiants, " *les deux organisations se différencient essentiellement par leurs pratiques militantes. L'UNL se veut plus proche du terrain et plus axée sur la pédagogie. La FIDL porte quant à elle des revendications plus nationales* ". Mais ces différences peuvent se fondre localement, au point de disparaître. Si les deux organisations se positionnent à gauche, à l'inverse de la branche lycéenne de l'UNI, leur rôle de pépinière du Parti socialiste s'est affaibli. " *Les syndicats lycéens sont dans la mouvance socialiste, mais on ne peut pas dire qu'il y a des liens organiques permanents avec les partis politiques ou les organisations étudiantes* ", analyse M. Morder. Les coups de pouce des aînés prennent souvent la forme de prêt de matériel ou de renforts dans les services d'ordre.

Avec 5 000 adhérents revendiqués, la représentativité de ces mouvements demeure une faiblesse. " *Leur poids est extrêmement faible par rapport à*

*la masse des lycéens " (plus de 2,2 millions), " et leur influence dépend beaucoup de la personnalité des militants locaux "*, poursuit le chercheur. Les élections de leurs représentants, du lycée à l'académie jusqu'au niveau national, donnent un léger avantage à l'UNL. Celle-ci détient deux des trois sièges lycéens au Conseil supérieur de l'éducation, contre un seul pour la FIDL. Mais avec une participation électorale très faible et un renouvellement rapide, les organisations lycéennes restent fragiles. Elu en mars, le nouveau président de l'UNL, Florian Lecoultré, est en terminale littéraire au lycée Chanzy de Charleville-Mézières (Ardenes). Alix Nicolet, élève de seconde au lycée Robert-Doisneau à Vaulx-en-Velin (Rhône), désignée en février, pourrait rester présidente de la FIDL, trois ans ce qui serait un record de longévité.

## **LE FIGARO : Manifestations lycéennes: la colère des parents : Les altercations entre parents exaspérés et lycéens bloqueurs vont grandissant – Mercredi 16 avril 2008**

MARIE-ESTELLE PECH

ÉDUCATION HIER matin, devant un lycée de Seine-et-Marne, le père d'une élève interpelle un professeur qui en barre l'accès : « Laissez entrer ma fille ! », lui intime-t-il. « Il n'en est pas question ! », s'entend-il répondre. Diverses scènes se jouent de part et d'autre. Dans l'académie de Versailles, des parents s'en sont également pris « assez vivement » à des lycéens bloqueurs, raconte un proviseur.

Depuis quelques jours, à l'entrée des lycées franciliens, les altercations verbales entre parents progressent et antigène entre parents et lycéens vont grandissant. Certains sont intervenus pour tenter de lever les blocages mis en place, d'autant plus que leurs enfants ont parfois perdu une dizaine de jours de cours. « On n'en est pas encore au niveau de ce qui pouvait se passer pendant les manifestations anti-CPE, lors desquelles des parents ont pu en venir aux mains, mais on assiste à des tensions sporadiques », observe un proviseur de Créteil. Unetendance confirmée par le proviseur du lycée René-Cassin à Gonesse (Val-d'Oise) : « L'agacement des parents va croissant. »

Cet état de fait n'étonne pas cette mère dont la fille est scolarisée au collège parisien Pilatre-duRosier, bloqué dès huit heures du matin jeudi dernier. « Ma fille n'a pas pu rentrer en cours. Elle a trouvé ça très drôle de chanter devant son établissement : un pas en avant, un pas en arri-

re, c'est la politique du gouvernement. Mais moi, ça ne m'a pas fait pas rire du tout. » Surtout lorsqu'elle a reçu le lendemain une demandede... justification d'absence de la part de la direction du collège.

« Guide du parfait manifestant »

« C'est un comble », s'insurge cette mère qui constate par ailleurs, agacée, qu'à la sortie des cours cette semaine, sa fille s'est vu remettre « le guide du parfait manifestant ». Détaillé, avec des « mots simples », le fascicule explique comment organiser une assemblée générale dans son lycée, se protéger contre les gaz lacrymogènes des CRS ou encore comment se défendre en cas d'arrestation. « Une fois de plus, ce seront les familles les plus modestes qui subiront les conséquences de ce blocage. Les autres pourront toujours prendre des cours de soutien ou mettre leurs enfants dans une école privée », observe-t-elle.

Mère de deux enfants de 18 ans et 15 ans, scolarisés au lycée parisien Buffon, bloqué hier, Sophie ne comprend pas quant à elle pourquoi les élèves de classes préparatoires sont autorisés à entrer pour suivre les cours mais pas les siens. « Pourquoi ne laisse-t-on pas travailler ceux qui le souhaitent ? Ce n'est pourtant pas compliqué d'installer un filtrage », s'interroget-elle.

De nombreux établissements parisiens ont fermé hier pour des raisons de sécurité : l'existence de groupes de jeunes circulant de lycée en lycée

avec des intentions hostiles et la crainte d'affrontements physiques entre élèves ont joué. De son côté, Sophie a « formellement interdit » à son fils d'aller manifester : « Je lui ai expliqué qu'il pouvait recevoir des coups et que prendre du gaz lacrymogène dans les yeux n'avait rien d'agréable. »

Autre cas de figure, au lycée Hector-Berlioz de Vincennes, où Corinne est « vent debout contre ces fermetures de lycée deux fois par semaine ». D'autant plus que le mardi, jour de « manif » depuis un mois, est aussi le jour où sa fille a normalement cours de français pour préparer le bac. Si l'enseignante de français, conciliante, a promis de rattraper les cours, une autre a engagé ses élèves à aller manifester devant le rectorat. « Les manifestations lycéennes sont-elles devenues un rituel auquel, nous parents, devrions nous résigner ? » interroge la Peep, Fédération de parents classée à droite. « Nos adolescents ne peuvent continuer d'embrasser des causes qui, si elles les concernent directement, sont toujours de formidables leviers d'opposition politique quel que soit le pouvoir en place. (...) Nous disons non aux blocages et occupations d'établissements illégaux. »

À l'inverse, de nombreux parents membres de la FCPE, Fédération de parents d'élèves, classée à gauche, hostile aux suppressions de postes d'enseignants, ont grossi les rangs des manifestations lycéennes ces dernières semaines.

## **LE FIGARO : La mobilisation ne faiblit pas - Mercredi 16 avril 2008**

Après cinq semaines de mobilisation, les lycéens continuent de maintenir la pression. La manifestation d'hier contre les 11200 suppressions de

postes dans l'Éducation nationale a rassemblé 20000 lycéens et enseignants, selon la police, et entre 40000 et 50000 personnes, selon les syndi-

cats. Le 10 avril, lors de la précédente journée de manifestations, 19000 personnes avaient battu le pavé à Paris, selon la police, 35000 selon les



syndicats lycéens. La manifestation d'hier a été émaillée d'incidents à l'avant du cortège quand plusieurs centaines de jeunes ont jeté des projectiles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué avec des gaz lacrymogènes. Trois policiers ont été légèrement blessés et un manifestant, victime d'une agression, a été hospitalisé pour un traumatisme crânien. Le cortège s'est dispersé en fin

d'après-midi. Au final 24 personnes ont été interpellées. Il s'agissait de la sixième manifestation en moins d'un mois, à laquelle s'étaient également associés les enseignants du primaire. Une autre manifestation est prévue demain et deux autres journées d'actions sont programmées les 15 et 24 mai. Ce matin, le syndicat lycéen Fidl rencontre à nouveau Xavier Darcos, après une

première entrevue vendredi dernier. Par ailleurs, le mouvement de grève lancé hier par plusieurs syndicats était suivi par 19% des enseignants en moyenne générale en Ile-de-France et à Bordeaux. Ces académies sont les seules à ne pas être en vacances de printemps cette semaine.  
A. S.

## LE FIGARO : Ces lycéens qui boudent les cortèges et les blocages : Si certains se disent « solidaires » des manifestants, la plupart des élèves privilégient leur travail – Mercredi 16 avril 2008



Dans certains établissements, comme ici au lycée parisien Victor-Duruy, les élèves ne se sont pas du tout mobilisés.

### AUDE SÉRÈS

HIER, à la sortie du lycée Condorcet, c'était un jour comme les autres. À quelques stations de métro à peine de la place de la République où leurs camarades battent le pavé pour la sixième fois en un mois, les lycéens qui sortent de cours se sentent pour la plupart concernés par le mouvement, mais ne se mobilisent pas. Parmi eux, Laura et Romain avaient pourtant manifesté il y a deux ans contre le CPE et en début d'année contre la loi sur l'autonomie des universités et, aujourd'hui, ils jugent sévèrement la politique de

Xavier Darcos. « J'irais manifester si j'avais le temps, souligne Laura. Je trouve que c'est très courageux et très important... Mais je ne peux pas sacrifier mon année. » Et d'ajouter, « en plus, j'avais un bac blanc d'anglais aujourd'hui ». À côté, quatre élèves de première bavardent sur les marches du lycée. « Pas le temps, il faut que je travaille », glisse l'un d'entre eux. « J'avoue que je n'en ai pas vraiment entendu parler, explique une élève de terminale avant de partir rapidement. J'ai le bac et en plus, il faut que je prépare Sciences Po ! »

Comme eux, les lycéens qui ne prennent pas part aux mouvements sont parfois concernés, mais pas engagés, faute de temps, expliquent-ils pour la plupart. Car si le cortège d'hier a rassemblé 20000 personnes selon la police et 40000 et 50000 selon les organisateurs, la majorité silencieuse, elle, continue d'aller en cours. Même si, entre les blocus, les grèves et les fermetures d'établissements décidées par les proviseurs eux-mêmes, l'emploi du temps de ces derniers mois a des allures de gruyère pour de nombreux lycéens. À l'instar de Flora, en terminale ES. « Le bac approche et je ne peux pas me permettre de louper les cours ! » estime-t-elle. Pour autant, « je suis d'accord avec eux, même si cela ne me concerne plus vraiment », glisse-t-elle aussi. « Pour moi, l'objectif, c'est le bac ! » Le plus embêtant ? « Ce sont les cours d'économie qui sautent... »

**Des cours consacrés... au mouvement lycéen !**

Dans certains lycées, comme à Victor-Duruy dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les élèves, dans leur grande majorité, ne se sont pas du tout mobilisés. C'est le cas de Fatia, en seconde au lycée Honoré-Balzac à Mitry, qui a décidé de ne pas se joindre au mouvement. Comme la plupart des élèves de sa classe. « Aujourd'hui, il n'y a que trois élèves qui sont allés à la manifestation ! » explique-t-elle. Même si, pour sa part, elle dit « être d'accord avec ceux qui vont manifester contre les suppressions de postes ». Sans compter un argument de poids : « De toute façon, mes parents ne sont pas d'accord ! » Pourtant, ce mouvement, elle en débat avec ses camarades. D'autant que depuis trois séances les cours de SES – sciences économiques et sociales – sont consacrés... au mouvement lycéen !

Comme Jérémy, en terminale S au lycée Montaigne d'Herblay. « On n'arrête pas de recevoir des textos pour nous inciter à bloquer le lycée et à aller aux manifs, explique-t-il. Mais on n'en parle pas beaucoup au lycée, personne ne se sent vraiment concerné... » Ou encore, Blandine, en terminale ES au lycée parisien Janson-de-Sailly, qui se sent « à mille lieues » des manifestations. « Cela concerne plus les profs que nous », ajoute-t-elle. De son côté, Christopher, en première S au lycée Ravel, dans le XI<sup>e</sup>, se dit scandalisé par la méthode employée par ses camarades de classe et par les blocus. « Il n'est pas normal que le lycée soit bloqué par une poignée d'élèves sans concertation », explique-t-il.

## LIBÉRATION : « Dans mon lycée, on est sous terre » : Classes surchargées, options supprimées... Doléances d'élèves de banlieue. - mercredi 16 avril 2008

### GAËL COGNÉ

« Dans ma classe, on est 36. C'est simple, on ne peut pas mettre un seul élève de plus dans les salles. On est collé les uns aux autres. Il n'y a même pas un mètre pour passer entre les tables. » Myrtille Ruck a 16 ans. Le chèque autour du cou, elle vient de sortir avec des milliers d'autres de la sortie du métro République. Elle manifeste pour la première fois. Dans sa classe de seconde du lycée La Bruyère, à Versailles, Myrtille rêve de devenir grand reporter. Pour cela, elle a un plan : suivre des études de lettres avec l'option de langue russe. Seulement, Myrtille s'inquiète : « Ils vont supprimer les filières qui ne sont pas rentables, comme les langues rares. » Elle l'a appris dans les tracts diffusés au bahut. Si c'est le cas, elle n'aura pas le choix : « Il faudra que j'aille à Paris pour suivre mon option. »

Comme elle, la majorité des manifestants viennent des lycées d'Ile-de-France et plus particulièrement de banlieue. 93, 92, 77, affichent les bannières comme autant de blasons. Pour les

syndicats, les banlieues sont les plus durement touchées. « Certains lycées vont perdre une trentaine de postes à la rentrée », explique Florian Lecoultré, président de l'UNL, principal syndicat lycéen. « Les classes avec plus de 35 élèves vont devenir monnaie courante. Comment suivre un cours dans ces conditions ? »

« Démotivés ». Derrière lui, une pancarte : « Président bling-bling. Ecole en toc. » Sous la pancarte, Shyna Eisaid, 18 ans, en première scientifique dans un lycée de Seine-Saint-Denis. Elle aussi a un rêve : devenir magistrate. Elle aussi s'inquiète : « On demande au prof : "Monsieur, on a besoin de comprendre." Il nous répond : "J'ai pas le temps. J'ai un programme à finir." » Dans le lycée de Shyna, il devrait y avoir « 4 ou 5 » suppressions de postes, pour un établissement qui n'a pas une grande réputation. Elle craint de se voir refuser l'entrée d'une classe prépa qui lui permettrait d'entrer à Sciences-Po à Bordeaux. « On est démotivés. Ils disent qu'on est de la racaille et ne nous donnent aucune chance. Mon impression ?

*Dans mon lycée on est sous terre et le gouvernement nous enfonce encore plus.* »

A quelques mètres de là, des CRS alpaguent violemment un manifestant. Le jeune homme, face contre terre, porte un tee-shirt orné du symbole « peace and love ». La foule s'amasse en hurlant autour des hommes en bleu qui mentent le récalcitrant. De nombreux policiers encadrent la manifestation. Certains filment.

**Viré trois jours.** Plus haut dans le cortège, Julien, 16 ans, d'Asnières, bat le pavé depuis le début des manifs. Il vient d'apprendre qu'il était « viré huit jours pour blocage, entrave à la circulation et vol. Pff, c'est un prétexte. On n'a rien volé. » Sa classe est surchargée et pendant trois mois il n'a pratiquement pas eu de cours de maths. « A la rentrée, on n'a pas eu de prof pendant un mois. Une remplaçante est venue. Mais elle est tombée malade. On a attendu des semaines un prof de fac qui est vite reparti. Finalement on n'a eu un prof qu'en janvier. »

## LIBÉRATION : Blocus à haute tension : Au lycée du Kremlin-Bicêtre, un exemple de pression policière - mercredi 16 avril 2008

### STÉPHANIE BINET

Devant le lycée Darius-Milhaud au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne, comme dans d'autres

lycées de la région parisienne, le même scénario se répète depuis une semaine. Un blocus est



organisé, laissant des centaines d'élèves sur le trottoir. Des policiers, matraques en main, sont postés non loin de l'entrée, face aux élèves. «On pourrait croire qu'ils sont là pour encadrer le mouvement, nous protéger des casseurs, mais en fait, on a plus l'impression qu'ils sont là pour nous charger», explique David, du lycée Léon-Blum à Créteil, lors d'une des manifestations parisiennes. Tous les matins devant le lycée Darius-Milhaud, le face-à-face dure des deux ou trois premières heures de la matinée. «J'espère que vers midi, ils vont avoir faim et qu'ils vont rentrer chez eux», rôle un officier.

Les deux équipages du commissariat du Kremlin ont été appelés par la direction de l'établissement «pour éviter les débordements», disent-ils, éteindre une poubelle qui brûle, calmer les automobilistes qui s'énervent contre les attroupements d'ados qui les empêchent de circuler. «Comparé au CPE, ce n'est pas très organisé comme manifestation, du coup, on ne sait pas à qui s'adresser», se plaint l'un des policiers.

«Criminalisation». Violette Diaz, professeur d'allemand, constate aussi que le traitement de ces manifestations est bien différent de celles

contre le CPE : «Au moindre blocus, la direction du lycée appelle la police.»

Les parents d'élèves, les professeurs, et les sept élèves interpellés mardi 8 avril devant le lycée après une charge de la police ont le même sentiment. «Ils cherchent à criminaliser le mouvement lycéen, à intimider les meneurs», avançaient-ils en chœur vendredi lors d'une réunion à Villejuif organisée par les parents. Aidé par des professeurs syndicalistes, ils veulent créer un comité de soutien pour des élèves de terminale et de seconde mis en examen après une nuit de garde à vue pour «outrages, violences aggravées, et refus d'obtempérer». La semaine dernière, une jeune fille a été hospitalisée après un tir de flashball, et treize autres élèves ont été arrêtés.

**Brûlures.** Tanguy, 17 ans en terminale S, a encore les traces du gaz lacrymogène qui lui a brûlé l'arrière du crâne et le visage. Il fait partie des élèves qui essaient de sensibiliser les autres aux suppressions de postes dans son lycée: «Mardi dernier, à 11 heures, j'essayais juste de disperser les secondes qui se faisaient charger par la police.»

Look de rocker, Ali, 16 ans, n'était même pas devant le lycée, il allait se chercher un sandwich

quand il a été arrêté par la BAC avec des copains: «Ils nous ont visés avec un flashball, nous ont demandé de nous mettre à terre, ce que je n'ai pas fait dans la seconde. Il fallait que j'ajuste mon pantalon pour pouvoir m'allonger. Du coup, j'ai pris un coup de pied dans le dos, des coups de poing.» Son arcade saigne, et Ali suit les policiers dans la fourgonnette, pensant aller chez le médecin comme ils l'ont promis. Il est placé en garde à vue comme les six autres, et ne verra un docteur qu'en fin de journée. Leur salive est prélevée pour le fichier national des empreintes génétiques, ce qui terrifie leurs parents: «J'ai peur, avoue le père de Tanguy, que dans quelques années on lui ressorte.» La mère d'Ali, universitaire, a pris un avocat, et est allée rendre visite à l'Inspection générale de la police nationale, «la police des polices»: «Ils m'ont très bien reçu, eux. Nos enfants étaient en garde à vue, on était morts d'inquiétude. Certains parents, comme ceux d'Omar, n'ont pas été prévenus, et personne n'a été informé de leur transfert au tribunal de Créteil. Ce sont quand même des mineurs!» Cette stratégie semble efficace. Tanguy, mis en examen, n'ira plus manifester.

## LIBÉRATION : Education: les petits calculs de Darcos : Alors que le ministre de l'Éducation reste sourd à la mobilisation des lycéens, «Libération» décrypte son plan de suppressions de postes qui menace la qualité de l'enseignement. - mercredi 16 avril 2008



Hier à Paris, lors de la manifestation des lycéens, enseignants et parents d'élèves. (Reuters)  
VÉRONIQUE SOULÉ

Ils sont chaque fois un peu plus nombreux. Hier encore, pour la sixième manifestation en moins de trois semaines, 20 000 personnes selon la police, 50 000 selon les organisateurs, ont défilé dans Paris contre la politique éducative du gouvernement. Les lycéens, qui formaient le gros des troupes, et les enseignants protestaient contre les suppressions de postes prévues à la rentrée, essentiellement dans le secondaire. Vingt-quatre jeunes ont été interpellés à l'issue du défilé parisien. Pour la première fois, les professeurs des écoles défilaient à leurs côtés pour dénoncer la réforme des programmes du primaire.

Le ministre de l'Éducation Xavier Darcos est resté inébranlable. Interrogé hier à l'Assemblée nationale, il a eu des mots de remerciements pour «les 82% d'enseignants non grévistes». Combatif, il a encore assuré qu'il ne reviendrait pas sur des suppressions de postes entérinées par le Parlement et sur lesquelles il n'a plus de marge de manœuvre. La veille il avait redit clairement: «Je ne veux plus parler de ces questions de postes, il me semble que tout le monde est d'accord sur le fait que ce n'est pas là que ça se joue.» Pour Xavier Darcos, la réduction des postes est «l'épaisseur du trait»: le problème est l'inévitable réforme du lycée. Retour sur les arguments du

ministre qui affirme qu'avec moins de postes, on aura un système plus performant.

«Le taux d'encadrement des élèves va rester le même»

Xavier Darcos l'a redit dimanche dernier: «Nous ne changeons pas la donne. A la rentrée prochaine, nous aurons le même nombre d'élèves par classe: 28 dans les lycées généraux et technologiques, et 19 dans les lycées professionnels.» Pour parvenir à ce miracle, le ministère a optimisé la gestion du personnel, jusqu'ici trop dispendieuse: les options rares ont été supprimées dans de nombreux établissements et regroupées dans un seul, les professeurs remplaçants ont été affectés à des classes, etc.

Des doutes toutefois subsistent. Fer de lance de la contestation, les lycées de banlieue ont été les plus touchés par les coupes. Huit, parfois dix postes sont supprimés, deux à trois divisions disparaissent. On voit mal comment les classes ne vont pas être plus chargées. Le ministère aurait par ailleurs retenu l'hypothèse la plus haute des baisses attendues d'effectifs. Darcos a évoqué des «ajustements» en juin dans les lycées de banlieue.

«Les établissements défavorisés garderont leurs moyens»

C'est l'une des grandes promesses de Darcos. Répondant aux inquiétudes suscitées par la suppression de la carte scolaire, il a assuré que les établissements les plus mal cotés garderont leurs moyens même s'ils perdraient des élèves. Cela devait leur permettre de remonter leur niveau. Or les réductions de postes ont été faites là où il y avait encore un peu de «gras», dans les collèges et les lycées défavorisés où les classes sont moins chargées que dans les grandes villes, déjà à 35-36 au lycée. Preuve de cette contradiction, l'un des premiers lycées mobilisés dans la région parisienne a été celui de Meaux, promis à devenir un «lycée d'excellence» dans le Plan banlieue.

«La France dépense toujours plus pour des résultats médiocres»

Les statistiques de l'OCDE (le rapport «Education at a glance» 2007) montrent que le coût d'un élève français est relativement faible au primaire mais élevé en secondaire, en raison, entre autres, des nombreuses options proposées au lycée. Ceci expliquerait un paradoxe du lycée: le taux d'encadrement y est bon, comme le souligne le ministre, mais la taille des classes est élevée, comme le remarquent les élèves. La différence venant du fait que de nombreux profs ne sont pas «devant élèves» ou qu'ils en ont peu (les options et langues rares). Sur les dépenses qui n'auraient cessé de gonfler, il faut tempérer: «Dans l'ensemble, depuis 1995, elles ont augmenté moins que la moyenne de l'OCDE et que celle des pays européens», souligne Nathalie Mons, maître de conférences à l'université de Grenoble, auteur de *Les nouvelles politiques éducatives* (PUF, 2007). Quant aux résultats scolaires, ils sont en effet moyens, sans être catastrophiques. Le ministre a tendance à dramatiser, citant toujours les mêmes exemples autour de la baisse avérée du niveau d'orthographe - par exemple, un élève français fait deux fois plus de fautes dans la même dictée en 2007 qu'en 1987.

«Le problème n'est pas quantitatif mais qualitatif» C'est désormais l'argument massue: «Ce n'est pas parce qu'on sera 100 de plus ou 100 de moins que les choses changeront, il faut réformer le lycée», répète Darcos. Le système actuel «fait passer le bac à des élèves dont la moitié n'auront aucun diplôme trois ans après.» Le problème est que, hormis des remarques sur la nécessité de rééquilibrer les filières du lycée - la S surchargée, la L désertée -, Darcos n'a guère ébauché de grande réforme du secondaire. «On coupe sans réformer au préalable», résume Nathalie Mons. Il aurait été plus logique de réformer puis d'ajuster les moyens. C'est ce qu'expriment les lycéens: pourquoi on coupe dans l'éducation et on envoie des renforts en Afghanistan? De façon un peu candide, ils soulèvent la vraie question: l'absence d'objectifs politiques clairs.»

## LIBÉRATION.FR : Darcos reçoit les lycéens mais reste inflexible sur les suppressions de postes - mercredi 16 avril 2008



La Fidl, l'un de deux syndicats lycéens mobilisés, annonce cependant avoir obtenu un «assouplissement» sur la réforme du bac pro en trois ans.

Sur la question des suppressions de postes, la Fidl, l'un de deux principaux syndicats lycéens, est ressortie bredouille ce matin de sa rencontre avec Xavier Darcos. «Il y a toujours un vrai blocage sur les suppressions de postes», a commenté sa présidente Alix Nicolet après une heure et demie de discussion avec le ministre de l'Éducation.

Xavier Darcos doit également recevoir en fin de matinée le deuxième syndicat lycéen mobilisé, l'UNL, au lendemain d'une [nouvelle manifestation](#) qui a réuni encore un peu plus de lycéens dans la rue, rejoints par les enseignants (20.000 selon la police, 40.000 selon les organisateurs).

Concernant la généralisation du bac professionnel en 3 ans (contre 4 aujourd'hui), annoncée à l'automne et contestée par le mouvement lycéen, la responsable lycéenne a en revanche confié: «On a obtenu un assouplissement» car «ils ne sont plus dans une logique de bac pro en 3 ans généralisé dans toutes les filières». Il existe donc

une possibilité que le cursus en trois ans ne soit adopté qu'au cas pas cas, avec «le maintien du BEP».

«Il y a des filières professionnelles plus générales, où les programmes ne sont pas très chargés, ça peut être bénéfique pour elles» d'être resserrées sur trois ans, estime Alix Nicolet, qui précise: «Des annonces vont être faites mais rien n'est acté.»

Environ 500 lycéens ont par ailleurs bloqué la place de la Bastille ce matin à Paris pour protester contre les suppressions de postes et la réforme du bac pro.

La Fidl et l'UNL ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation jeudi, à la veille des vacances en région parisienne, où s'ancre le mouvement. Plusieurs journées d'action sont prévues de concert avec les syndicats enseignants pour le mois de mai.

## LE MONDE : L'enseignement de la lecture en grande section de maternelle est contesté chez les instituteurs - Mercredi 16 avril 2008

Le principal syndicat du primaire appelle à la grève, mardi 15 avril, pour protester contre le projet de réforme des programmes du ministre de l'éducation, Xavier Darcos

L'opposition au projet de nouveaux programmes de l'école primaire, annoncé le 20 février 2008 par le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, a fini par motiver un mot d'ordre de grève. Le SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, rejoint localement par d'autres organisations, appelle à la grève, mardi 15 avril, dans les huit départements d'Ile-de-France, notamment contre la «déstabilisation professionnelle», qu'il voit à l'oeuvre dans la réforme du primaire. Ce mouvement qui, selon le syndicat, «promet d'être très suivi», coïncide avec un mot d'ordre intersyndical de grève dans le secondaire contre les suppressions de postes et une nouvelle journée de manifestations lycéennes. Seule la zone C de l'éducation nationale (incluant la région parisienne et Bordeaux) n'est pas actuellement en vacances de printemps.

De nombreux reproches sont formulés à l'encontre du projet de programmes du primaire. La réforme est, entre autres, accusée de «primariser la maternelle» ou de «transformer la grande section de maternelle en petit CP». Cette affirmation est fondée notamment sur un paragraphe intitulé «comprendre le principe alphabétique» et figurant dans les «repères pour organiser la progressivité des apprentissages», document annexe au projet de programmes.

Alors que les programmes de 2002, encore en vigueur, ne prescrivent qu'une préparation au principe alphabétique, ce texte va beaucoup plus loin en stipulant qu'en grande section l'enfant doit être «capable de mettre en relation les sons et les lettres». Il précise qu'il doit «faire correspondre avec exactitude lettre et son, en particulier les voyelles a, e, i, o, u, é et les consonnes f, s, ch, v, z, j, p, t, c (= k), b, d, g (dur), l, m, n et r». Soit toute la gamme des 96 combinaisons possibles entre six voyelles et seize consonnes.

Dans les pratiques actuelles des écoles, cet apprentissage correspond, grosso modo, au travail

réalisé durant le premier trimestre du cours préparatoire, dans la perspective d'un déchiffrage généralement acquis par les élèves en février. Le cœur de l'apprentissage de la lecture se trouverait ainsi transféré du CP à la dernière année de maternelle. Il ne s'agirait plus, en l'occurrence, d'insister sur la pleine assimilation des «fondamentaux» au cours de la scolarité primaire, conformément à la philosophie générale des nouveaux programmes, mais de modifier radicalement l'architecture du début de l'école.

Selon Roland Goigoux, professeur à l'IUFM d'Auvergne et spécialiste de la lecture, le changement proposé serait «une pure folie», marquant une «rupture totale avec les préconisations antérieures et les pratiques des enseignants d'école maternelle». L'étude des correspondances citées réclamerait beaucoup de temps, au détriment des activités phonologiques (la conscience des sons) ou d'écriture, et obligerait ainsi les élèves à «forcer la cadence», au risque de faire apparaître avant même le CP une forte minorité «déjà en échec alors qu'ils n'ont pas commencé» leur carrière scolaire. Un autre spécialiste, André Ouzoulias, professeur à l'IUFM de Versailles et à l'université de Cergy-Pontoise, juge qu'il s'agit de «la plus mauvaise idée en pédagogie de la lecture depuis très longtemps».

Ces deux experts, dans la perception actuelle du ministère, sont des figures du «pédagogisme» (les excès ou dérives de la pédagogie) avec lequel le cabinet de M. Darcos a indiqué qu'il voulait «rompre». Mais telle n'est pas l'étiquette de deux autres spécialistes: pour Michel Fayol, professeur à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, et Jean-Emile Gombert, professeur de psychologie du développement à Rennes-II, cet aspect du projet témoigne d'une «ignorance inquiétante des possibilités d'apprentissage des jeunes enfants».

Le linguiste Alain Bentolila, représentant encore une autre sensibilité dans le débat pédagogique, et réputé avoir inspiré les dispositions concernant la grammaire, estime, quant à lui, que cette proposition est «une erreur tout à fait regrettable». Les partisans déclarés des nouveaux program-

mes, comme l'association Sauver les lettres, ne se sont pas exprimés sur ce point précis.

Luc Cédelle

### RÉFORME DES PROGRAMMES CONSULTATION.

Organisée par le ministère de l'éducation sur le projet de nouveaux programmes du primaire, la consultation s'est achevée le 5 avril. Lors de demi-journées «banalisées» (sans cours), les professeurs des écoles ont eu l'occasion de faire part de leurs remarques ou critiques, consignées par leurs inspecteurs, puis regroupées en «synthèses académiques».

### VERSION DÉFINITIVE.

Les «remontées» du terrain sont négatives selon les syndicats, qui font campagne contre ce projet, et plutôt positives selon le cabinet de M. Darcos. Ce dernier a promis de tenir compte des approbations ou critiques avant de dévoiler, d'ici à la fin mai, sa version définitive, dont il souhaite l'application dès la rentrée 2008.

### RECENTRAGE.

La rapidité de la procédure, taxée de «précipitation», est un des principaux reproches faits à cette réforme des programmes, y compris par certaines personnalités qui approuvent la démarche générale de «recentrage» sur les «fondamentaux» en français et mathématiques. Beaucoup d'opposants, comme Luc Bérille, du syndicat SE-UNSA, jugent que «des retouches» aux programmes actuels suffiraient.

### CONCEPTION «MÉCANISTE».

Les autres angles d'attaque portent sur une conception jugée «mécaniste» des apprentissages, notamment en grammaire, sur le caractère «précoce» de l'apprentissage des opérations posées, et sur l'ajout de l'histoire de l'art et de «l'instruction civique et morale».

## LIBÉRATION.FR : Enseignants et lycéens main dans la main dans la rue contre Darcos - mardi 15 avril 2008





(DR)

Entre 20.000 et 40.000 manifestants ont défilé à Paris ce mardi après-midi pour dénoncer les suppressions de postes et, pour les enseignants du primaire, la réforme des programmes.

Cordélia Bonal

Nouvelle démonstration de force cet après-midi pour le mouvement lycéen, qui prend de l'ampleur de semaine en semaine. A Paris, enseignants du secondaire mais aussi du primaire sont venus renforcer les rangs d'une nouvelle manifestation contre les 11.200 suppressions de postes dans l'éducation.

Le cortège, parti de la place de la République pour rejoindre la Nation, a rassemblé 40.000 personnes selon l'UNL (lycéens) et la FSU (enseignants), 20.000 selon la police. [La manifestation parisienne de jeudi dernier](#), qui rassemblait des lycéens et des enseignants du second degré mais pas du

primaire, avait réuni 35.000 personnes selon les organisateurs, 19.000 selon la police.

En tête de cortège, derrière un important service d'ordre, les lycéens ont une fois encore scandé «on n'est pas fatigué», brandissant des pancartes «le lycée n'est pas une entreprise» ou «lycéens à la rue, lycéens dans la rue». Comme lors des précédentes manifestations, les lycées de banlieue mènent les troupes. Le regroupement s'organise par départements: là des lycéens cherchent «ceux du 9-3», ici une banderole proclame «Le 92 dans la rue, Darcos t'es foutu».

«Darcos, rends-nous nos profs, nos classes et nos options», peut-on également entendre chez les enseignants de collèges et lycées, qui ont initié le mouvement mi-février.

De leur côté, les enseignants du primaire effectuent à leur retour sur le front de la contestation après une première mobilisation le 18 mars. Epargnés par les suppressions de postes, ils fustigent avant tout [la réforme des programmes](#) menée par le ministre de l'Éducation Xavier Darcos.

«Retour en arrière»

Professeur des écoles à Goussainville (Val-d'Oise) depuis trois ans, Christelle y voit «un retour cinquante ans en arrière»: «Ces programmes ne demandent plus aux élèves de réfléchir, ils ingurgiteront du savoir sans avoir à chercher par eux-mêmes.» Quant au retour de l'apprentissage de la politesse, elle préfère en rire: «Imposer le vouvoiement en CP à Goussainville, ça va être dur!»

Les nouveaux programmes seraient en outre trop difficiles pour les élèves: «Enseigner la division à des CE1, c'est tout simplement impossible»,

explique Elodie, qui enseigne à Sarcelles (Seine-saint-Denis).

Enfin, les programmes nouvelle version seraient aussi plus lourds, alors même que, dénoncent les enseignants, on s'achemine vers une suppression des cours le samedi matin. Les deux heures en moins seront certes compensées par des cours de soutien en semaine pour les élèves en difficulté, mais les enseignants sont loin d'être convaincus.

«Rajouter de l'école après l'école aux élèves en difficulté, qui se fatiguent déjà plus vite que les autres, non seulement ça ne résoudra rien, mais en plus ça les stigmatisera», estime Monique, professeur des écoles à Pantin (Seine-Saint-Denis). «C'est sur le temps de classe, en organisant des groupes de besoins, qu'il faut agir sur l'échec scolaire. Mais les moyens manquent.»

«On nous balance ça sans aucune concertation»

Autre grief adressé à Xavier Darcos, la mise en place des stages de remise à niveau pour les élèves de CM1 et CM2 pendant les vacances, dispensés par des enseignants volontaires et rémunérés en heures supplémentaires. «L'idée n'est pas mauvaise, mais on nous balance ça sans aucune concertation alors que cela entraînera un important surcroît de travail», dénonce Elodie, de concert avec ses collègues.

Une nouvelle journée de mobilisation lycéenne est prévue pour jeudi, à la veille des vacances en région parisienne. La trêve sur laquelle le ministre pouvait espérer compter s'annonce de courte durée: enseignants, lycéens et parents d'élèves ont déjà pris rendez-vous pour de nouvelles journées d'action les 15, 18 et 24 mai.

## LE MONDE.FR : Entre 20 000 et 40 000 personnes défilent à Paris contre les suppressions de postes dans l'éducation – Mardi 15 avril 2008 | à 16h48

Alors que le ministère de l'éducation annonçait, mardi 15 avril à midi, que 19 % des personnels enseignants de la maternelle au lycée dans les trois académies d'Ile-de-France étaient en grève, entre 20 000 et 40 000 personnes – enseignants, élèves et parents – défilaient dans les rues de Paris dans le cadre du mouvement contre les suppressions de postes et "contre la politique éducative" du gouvernement, selon des estimations de la préfecture de police et des syndicats. Le cortège est parti de la place de la République à 14 h 30 en direction de Nation.

Dans l'académie de Paris, les grévistes représentaient 30 % des enseignants du primaire, 13 % de ceux des collèges, 14 % de ceux des lycées professionnels et 6 % de ceux des lycées généraux et technologiques, selon les chiffres du ministère. Dans l'académie de Créteil, ces chiffres

étaient de 22 % dans les écoles, 14,04 % dans les collèges, 7,54 % dans les lycées professionnels et 16,25 % dans les lycées généraux et technologiques. Enfin dans l'académie de Versailles, le ministère comptabilisait 27,31 % de grévistes parmi les professeurs des écoles, 10,58 % dans les collèges, 13,16 % dans les lycées professionnels et 14,61 % dans les lycées généraux et technologiques.

**UNE PETITE CENTAINE D'ÉTABLISSEMENTS BLOQUÉS OU PERTURBÉS**

Jeudi dernier, lors de la précédente journée de grève (à laquelle les professeurs des écoles n'étaient pas partout appelés), le ministère avait comptabilisé 12 % de grévistes à Paris en moyenne, 10,78 % dans l'académie de Créteil et 17,22 % dans celle de Versailles.

L'appel à la grève a été lancé par le Snuipp-FSU (majoritaire dans le primaire), et une intersyndicale du second degré rassemblant le SNES-FSU, le Snuep-FSU, le SNEP-FSU, la CGT, FO, SUD-Education et la CNT.

Une petite centaine d'établissements ont été bloqués ou perturbés dès mardi matin. Trente-cinq étaient "perturbés" à Paris, selon le rectorat, dont dix-sept "fermés administrativement", "dix-sept bloqués" et un qui a fait l'objet d'une tentative de blocage. Dans l'académie de Créteil, seize lycées étaient bloqués, dont neuf en Seine-Saint-Denis. Plusieurs rassemblements avaient lieu, sans incident, en divers endroits de l'académie, totalisant 1 600 personnes selon la police. Dans l'académie de Versailles, le rectorat avait recensé 31 établissements "perturbés", dont un bloqué, à Gonesse (Val-d'Oise).

## LE FIGARO : Xavier Darcos : «non au statu quo à l'école» - mardi 15 avril 2008



«Vouloir plus de postes à tout prix, c'est une forme de recul, c'est une erreur», estime Xavier Darcos (photo Paul Delort/Le Figaro).

Le ministre de l'Éducation nationale affiche sa détermination face aux lycéens sur la question des suppressions de postes et sa volonté de réformer le lycée.

Les lycéens ne désarment pas. Ils défilent à nouveau mardi après-midi à Paris, avec les syndicats d'enseignants qui ont appelé à une nouvelle journée de grève contre les 11200 suppressions de postes dans l'Éducation nationale et la réforme du bac professionnel. Jeudi dernier, le cortège avait rassemblé entre 19000 personnes selon la police et 35000 personnes, selon les manifestants. Alors que les vacances de printemps débutent vendredi en Ile-de-France, deux autres journées de mobilisations sont déjà prévues les 15 et 24 mai. Hier, à l'issue d'une rencontre avec Xavier Darcos, Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, a déclaré que le ministre montrait «une volonté de discuter sur les lycées et les carrières des personnels» mais ne disposait pas de «marge de manœuvre sur les suppressions de postes. J'attends des gestes qui concrétisent cette volon-

té. Pour le moment, je ne les ai pas», a-t-il ajouté, appelant à une nouvelle journée d'action le 18 mai.

**Une nouvelle journée d'action lycéenne se déroule aujourd'hui. Comment comptez-vous calmer les lycéens et mener à bien votre prochaine réforme du lycée ?**

Je suis à l'écoute mais je reste ferme. Nous sommes à la croisée des chemins. Soit l'on continue à considérer que la réponse aux problèmes du lycée est une réponse quantitative. Soit nous considérons que cette logique de nombre de postes n'est pas la bonne et qu'il faut un New Deal du lycée. Or, il faut admettre que la logique quantitative, défendue par les syndicats, n'a pas empêché la dégradation continue des performances de notre système scolaire dans les classements internationaux ! Et ce, alors qu'un lycéen coûte au



contribuable 22% plus cher que la moyenne des pays de l'OCDE. Dans ce contexte, vouloir plus de postes à tout prix, c'est une forme de recul, c'est une erreur. D'autant que, sur les 8500 postes d'enseignements qui seront supprimés à la rentrée prochaine, quelque 5000 d'entre eux sont transformés en heures supplémentaires. Ce qui revient in fine à 3500 suppressions de postes, un chiffre à mettre en relation avec les 145000 élèves que nous avons perdus au cours des 3 dernières années.

#### Y aura-t-il des ajustements dans les suppressions de postes ?

Il y aura, comme chaque année, des ajustements dans la répartition des postes, notamment dans les académies de Créteil et de Versailles, qui sont particulièrement concernées par les suppressions de postes. Depuis plus d'une dizaine d'années, les prévisions qui remontent des établissements ne correspondent pas à la réalité. C'est ainsi que les prévisions pour la rentrée 2007 étaient de 25000 élèves en moins et finalement, les effectifs ont diminué de 50352 élèves!

#### Que répondez-vous à Jack Lang qui a réclamé une exception budgétaire pour le «ministère de l'avenir» que représente à ses yeux l'Éducation nationale ?

Que ce qu'il appelle une exception est en réalité une impasse dans laquelle nous sommes enfermés depuis vingt ans. Tout ne peut pas être réglé par la question de l'emploi public et rien ne sera réglé par une querelle de chiffres. C'est d'ailleurs mon principal point de désaccord avec les syndicats enseignants et je ne peux me résoudre à voir des adolescents de seize ans, qui ont l'avenir devant eux, reprendre ce leitmotiv à leur tour. D'autant plus que j'entends des contre-vérités sur le thème «halte à la loi Darcos», loi qui n'existe pas, ou encore «nous ne voulons pas être 40 par classe» alors qu'il n'en a jamais été question! Le rôle des syndicats n'est pas de se retrancher derrière les lycéens pour les encourager à manifester, ni à déambuler dans la rue. C'est une conception surannée des relations entre ministre et personnels. Le ministère de l'Éducation nationale sera le «ministère de l'avenir» quand nous commencerons à parler de l'avenir, pas de la préservation du statu quo.

#### Les trois porte-parole de l'UMP estiment qu'il faut vous «encourager» à présenter des «réformes de fond» et à y «associer les lycéens».

Ce n'est pas une surprise que de dire que je partage avec l'UMP le même désir de réformer

profondément le système éducatif. L'UMP a d'ailleurs raison de dire que le débat sur les chiffres est devenu le cache-sexe de l'absence de réforme. Il faut se demander sans tabou comment on peut faire aujourd'hui un lycée qui prépare mieux à l'enseignement supérieur et qui redevienne une référence et un modèle au sein des pays européens. Les organisations lycéennes que j'ai reçues la semaine dernière sont les premières à le reconnaître. Elles demandent moins de bachotage et plus de personnalisation des enseignements. Nous avons, je crois, trois grands chantiers qui nous attendent. Premièrement, redéfinir l'articulation entre le temps scolaire, le temps d'accompagnement des élèves et le temps du travail autonome. Deuxièmement, réfléchir ensemble aux améliorations que nous pouvons apporter au statut du lycéen aujourd'hui. Troisièmement, envisager ensemble de la façon dont nous pourrions bâtir un lycée qui laisserait une plus grande autonomie aux élèves. Un lycée avec une terminale différente, qui serait un véritable pivot entre l'enseignement scolaire et le système universitaire. Un lycée dans lequel l'orientation ne rimerait pas avec sélection mais avec destination. Nous aurons besoin de toute l'audace de la jeunesse pour bâtir un lycée aussi ambitieux!

## LIBÉRATION : La colère au programme des instits : Les professeurs des écoles défilent aujourd'hui avec ceux du secondaire. - mardi 15 avril 2008

VÉRONIQUE SOULÉ

Interrogé sur la règle de trois, jeudi dernier sur Canal +, Xavier Darcos a séché. Sur le passé antérieur qu'il veut aussi réintroduire en primaire, il a répondu par un futur antérieur. La question n'était pas claire, a-t-il protesté. Une chose est sûre : le ministre de l'Éducation traverse une mauvaise passe. En pleine contestation contre les suppressions de postes, la grogne contre la réforme du primaire vient encore lui compliquer la tâche.

Pour la première fois depuis le début du mouvement, les professeurs des écoles de la région parisienne manifestent aujourd'hui à l'appel du Snuipp, le premier syndicat du primaire, aux côtés des lycéens et des enseignants. Si le ministre misait sur un essoufflement avec les vacances de Pâques, ça n'est pas gagné. Dix-huit organisations lycéennes, enseignantes et de parents d'élèves ont appelé hier à deux journées nationales d'action les 15 et 24 mai. Simultanément la pression politique s'accroît, avec notamment un «appel solennel» de Jack Lang à Nicolas Sarkozy pour rétablir les postes supprimés.

Résigné à l'impopularité des coupes dans le secondaire (8 830 enseignants en moins à la ren-

tée), il semble que Xavier Darcos ait été quelque peu surpris de l'hostilité suscitée par sa réforme du primaire. Il s'appuie au départ sur un constat alarmant : à la fin du CM 2, 15 % des élèves ne maîtrisent pas l'écriture et le calcul. «L'école primaire, qui s'est beaucoup fondée dans la confiance dans les enseignants, dans le pédagogisme, a échoué», estime-t-il. Il faut donc la rendre plus performante, en revenant aux méthodes qui ont fait leurs preuves - calcul mental, leçon de grammaire, récitation, etc.

Mais le projet de nouveaux programmes a déclenché une salve de critiques, dénonçant l'accent mis sur les automatismes et le rabâchage, mais aussi le secret qui a entouré la réforme. «Non seulement les syndicats n'ont pas été consultés avant sa publication comme c'était le cas lors des programmes de 2002, souligne Gilles Moindrot du Snuipp, mais le projet a été préparé dans un cercle restreint au ministère. Les experts qui avaient préparé ceux de 2002 et les chercheurs en sciences de l'éducation ont été écartés.»

Darcos se défend en disant avoir voulu éviter les interminables discussions qui ont abouti aux programmes actuels, trop lourds et compliqués selon lui. Il assure tout de même avoir consulté

une dizaine de personnalités sur le projet, connues pour leurs vues plutôt classiques et leur inquiétude face à la baisse de niveau - l'académicien Erik Orsenna, le linguiste Alain Bentolila ou le professeur au Collège de France Antoine Compagnon - ou franchement conservatrices - comme l'instituteur Marc Le Bris, pourfendeur de la catastrophe scolaire et bête noire des «pédagogues».

Le ministre a ainsi voulu donner un coup de barre à droite, quitte à relancer les vieilles querelles idéologiques. Au-delà des syndicats jugés trop frileux, il mise en fait sur l'opinion, les familles et les enseignants pour soutenir sa réforme. Les instituteurs, consultés lors d'une demi-journée «banalisée», seraient bien plus partagés face aux nouveaux programmes que leurs organisations. «Ils apprécient que les programmes soient plus courts, avec des indications claires sur les progressions», assure une personnalité consultée. «Faux», réplique Gilles Moindrot, nous demandons que le ministère publie les remontées du terrain et nous pourrions alors juger.» Pour lui, la profession est «largement déstabilisée». Il prévoyait hier pas moins de 55 % de grévistes.

## LIBERATION.FR : Darcos accuse les syndicats de «pousser les lycéens devant eux» - : vendredi 11 avril 2008



Jeudi à Paris. (Reuters)  
Au lendemain d'une nouvelle journée de manifestations des lycéens contre les suppressions de

postes, le ministre de l'Éducation reçoit leurs représentants sur la question de la réforme du lycée.

«Il faut peut-être que les syndicats arrêtent de pousser les élèves devant eux, et qu'ils reprennent un peu leurs responsabilités, que nous puissions parler de ces questions (statutaires) avec des gens dont c'est la responsabilité.» Agacé, le ministre de l'Éducation Xavier Darcos, qui s'exprimait ce matin sur Canal + avant de rencontrer les deux syndicats lycéens, l'UNL et la Fidl.

«Nous allons parler avec les lycéens, mais j'aimerais aussi que l'on parle des syndicats, où sont-ils passés ceux-là, pourquoi est-ce que je me retrouve aujourd'hui confronté directement à un dialogue avec les jeunes?», s'est-il interrogé.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a appelé jeudi le gouvernement à reprendre les négociations avec les organisations lycéennes, sous peine de voir «une extension» de la mobilisation contre les suppressions de postes. Les lycéens étaient entre 19.000 (selon la police) et 35.000 (selon les organisateurs) [jeudi après-midi dans la rue à Paris](#) pour leur cinquième mobilisation en deux semaines, soit deux fois plus que mardi. Selon la Fidl, 80.000 jeunes se sont mobilisés dans toute la France. Les lycéens ont déjà appelé à une nouvelle mobilisation mardi.

Xavier Darcos l'a répété, il est hors de question de revenir sur les 11.200 suppressions de postes à la rentrée: «La loi de finance est faite, je n'ai pas de poste à distribuer même si je le voulais». Tout juste concède-t-il que «nous allons peut-être

examiner si, ici où là, il y a des difficultés particulières parce que nous faisons toujours des ajustements au mois de juin».

«Les performances du lycée (français) qui coûte si cher sont médiocres», a fait valoir le ministre. «Il faut que nous repensons la manière dont nous préparons nos élèves à l'avenir», ajoute-t-il,

estimant qu'il n'était «pas scandaleux que l'on puisse être 36 ou 37 par classe» dans certains lycées.

## LE FIGARO : Mobilisation en hausse pour les lycéens – Vendredi 11 avril 2008

# Mobilisation en hausse pour les lycéens

### EDUCATION

Les élèves ont manifesté hier pour la cinquième fois en deux semaines contre les 11 500 suppressions de postes d'enseignant prévus pour la rentrée.

ENTRE 19 000 personnes, selon la police, et 30 000 à 40 000, selon le syndicat lycéen UNL, ont défilé hier dans les rues de Paris pour protester contre les suppressions de postes dans l'éducation. C'est la manifestation la plus importante depuis dix-sept semaines de mobilisation. Touffues et éventuellement aussi mobilisées. Au total, quelque 81 lycées ont par ailleurs été bloqués en France hier. Des incidents ont éclaté à Briec-Corme-Hobert (Seine-et-Marne) et à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise). Xavier Darcos doit recevoir aujourd'hui les syndicats lycéens pour évoquer la réforme des lycées ou préparer un qui devrait, selon l'entourage du ministre, permettre d'améliorer leur fonctionnement.

**Avenir de la mobilisation.** Elle est montée en puissance, mais est encore loin d'atteindre les chiffres des manifestations contre le CPE en 2005. Ces mouvements sur les suppressions de postes, récurrents tous les ans à cette période, paraissent par ailleurs concerner moins certainement les élèves qu'une réforme du bac ou un nouveau contrat de travail comme le CPE. Par ailleurs, les vacances de Pâques



Hier, après deux semaines de mobilisation, les lycéens ont organisé à Paris leur plus importante manifestation. *Société/Le Figaro*

pourraient bien affaiblir le mouvement. Mais dans les ministères, nul ne s'aventure aujourd'hui au petit jeu des pronostics, tout le monde use depuis des années de la métaphore du nœud de dentifrice : « Les femmes sont comme de la pâte dentifrice, plus facile à faire sortir du tube qu'à l'y faire rentrer. »

**Les points des enseignants.** Plusieurs centaines d'enseignants ont défilé hier, à côté des lycéens. L'Union nationale lycéenne (UNL) et la Fédération indépendante lycéenne

(FIDL) ont reçu le soutien d'une quinzaine d'organisations syndicales, dont le Snes ou l'Unsa. Ce sont certes les lycéens qui fournissent le gros des troupes. Mais ils exploitent être soutenus par leurs « profs », concernés au premier chef par les suppressions de postes. Au collège Mozart du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), dix enseignants sont en grève sur trente : « On perd trois postes et deux classes l'an prochain, alors qu'on n'avait que trois élèves en moins », dénonce une enseignante. Selon elle, les « redoublements ne

seront bientôt plus anodins et les effectifs vont grimper dans les classes ». Au départ des manifestations, ce sont parfois des enseignants qui aident à confectionner les banderoles des lycéens. « On nous a expliqué comment manifester », raconte Naima, 16 ans, élève à Maurice-Genevois de Montrouge.

**Les lycées de bandière.** Ce sont principalement des lycées de banlieue (la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne ou encore la Seine-et-Marne) qui sont

les plus mobilisés, dont de nombreux établissements professionnels. Élève au lycée professionnel Daniel-Balavoine (Hauts-de-Seine), Malka et Ouéd regroupent la récente réforme qui fait passer certains diplômés de quatre ans à trois ans : « Les plus faibles vont se faire éliminer sans diplôme », craignent-elles. Au ministère de l'Éducation, on assurait hier que « le nombre de manifestants restait très concentré sur l'Île-de-France. Moins de 3 % des lycées du pays sont bloqués ».

MARIE-ESTELLE PECH

### Une soixantaine de casseurs interpellés

III Inmatriculés, non politisés et inconnus des services de police : selon les renseignements généraux, les adolescents à l'origine des incidents qui émaillent les manifestations lycéennes n'ont rien à voir avec les émeutiers de novembre 2005 ou ceux du mouvement anti-CPE du printemps 2006. « À l'époque, les deux tiers des interpellés étaient déjà fichés pour violence », observe un responsable policier. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des gens de 13 à 18 ans n'ayant été que peu contrôlés. « Les analystes » du ministère de l'Intérieur estiment à environ 300 le nombre des « éléments à risque » semant la discorde en tête du cortège parisien. Beaucoup viennent de banlieue. Le « noyau dur » politique de la grogne est rendu impossible par l'absence des groupuscules de l'ultra-gauche dans le secondaire. Hier, une trentaine de lycées parisiens ont été touchés par des blocages, des barrages filtrants ou des escarmouches avec les forces de l'ordre. Au total, une soixantaine de casseurs ont été interpellés, dont la plupart à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise) où des échauffourées ont éclaté.

Christophe Cornevin

## LE FIGARO : Le recteur de l'académie de Créteil : « Des contres-vérités excitent les esprits » - Vendredi 11 avril 2008

# Le recteur de l'académie de Créteil : « Des contres-vérités excitent les esprits »

Jean-Michel Blanquer a en charge le bon fonctionnement d'établissements qui ont été ces derniers jours le théâtre de violences. Il explique sa vision du mouvement.

**LE FIGARO.** - L'ampleur du mouvement lycéen vous inquiète-t-il ?

Jean-Michel BLANQUER. - Un tel mouvement doit toujours être pris avec attention. Il y a peut-être un certain malaise de la jeunesse lié à des difficultés à se projeter dans l'avenir et il faut prendre cela au

sérieux. Inversement, je m'inquiète de ce que certains semblent vouloir entretenir un marché de l'angoisse pour mobiliser à des fins qui ne servent pas le véritable intérêt des élèves. Lorsque deux fois par an, on trouve une raison d'inciter les élèves à aller dans la rue, on se sert d'un certain goût pour la fête et la protestation et, à la fin, ce sont les élèves qui en font les frais. De plus, il y a maintenant fréquemment l'intervention de casseurs dans les établissements. Dans l'académie, nous avons vécu des intimidations très violentes, occasionnant des blessés parmi les personnels et les élèves. On ne peut pas dire qu'il importe qu'il

aux jeunes et les anguisses en brandissant des chiffres inexacts. D'autant que l'usage d'Internet et la multiplication des blogs permettent de véhiculer très rapidement des contres-vérités qui excitent les esprits. Par exemple, on essaie d'effrayer avec la réforme du bac professionnel en trois ans alors que, au contraire, il correspond à une stratégie du ministre Xavier Darcos pour valoriser l'enseignement professionnel.

**Quelles sont les conséquences d'un tel mouvement ?**

Ce type de mouvement concerne 10 à 15 % des établisse-

ments de l'académie de Créteil, le dit à ces jeunes : « Ne nous tirez pas une balle dans le pied. Vous rateriez des cours et vous nuisez à la réputation de votre lycée, donc à votre propre intérêt. Le taux d'encadrement ne se dégrade pas dans les établissements. Parlez à votre professeur, demandez-lui combien il y a d'élèves et combien il y a de professeurs dans le lycée. Vous verrez que la proportion n'a rien d'inquietant. En moyenne, il y a un professeur pour dix élèves !

**Quelle sera, à la rentrée, la situation de l'académie de Créteil ?**

Nous créons des postes dans le premier degré parce qu'il y a une augmentation du nombre d'élèves. Et nous en supprimons dans le second degré parce qu'il y a une baisse des élèves depuis plusieurs années.

À la prochaine rentrée, nous aurons 4 500 élèves en moins dans le second degré. Nous supprimerons 837 postes, dont près de la moitié sera compensée par des heures supplémentaires. Il est vrai cependant que dans certains établissements, nous avons fermé des classes, mais cela correspond à une réalité démographique.

**Quel est le rôle d'un recteur dans ce type de mouvement ?**

Dans la période actuelle, je veille particulièrement à la sécurité des personnes. Je rencontre des chefs d'établissement et des personnels enseignants et administratifs remarquables par leur sens du service public et leur sang-froid. Il faut aussi expliquer sans cesse et écouter les attentes du terrain qui ne portent pas tous sur les postes que sur l'amélioration de notre service public : réussir le remplacement, faire baisser la violence...

Propos recueillis par ANDRÉ SIBÈS

## 24 HEURES : France – Vendredi 11 avril 2008

**France**  
Plusieurs milliers de lycéens, d'étudiants, d'enseignants et de parents d'élèves sont descendus jeudi dans les rues de plusieurs villes de France pour dénoncer les 11 200 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre 2008. A Paris, un impressionnant cortège a rassemblé 19 000 personnes selon la police, plus de 30 000 entre le Quartier Latin et celui des Invalides. (AP)

## LE MONDE.FR : La contestation lycéenne contre les suppressions de postes prend de l'ampleur, avec AFP et Reuters, jeudi 10 avril 2008 | à 20h48







AFP/Bertrand Guay

"On a atteint d'une certaine manière le point de non retour", a expliqué le président de l'UNL, Florian Lecoultré

Pour la cinquième fois en deux semaines, les lycéens se sont mobilisés, jeudi 10 avril, pour dénoncer les suppressions de postes dans l'éducation nationale. A Paris, de 30 000 à 40 000 manifestants, selon l'Union nationale lycéenne (UNL), étaient au départ du cortège reliant le jardin du Luxembourg à la station de métro Saint-François-

Xavier, à proximité du ministère de l'éducation. La police avance le chiffre de 19 000 manifestants, soit deux fois plus que mardi.

En province, la mobilisation a aussi pris de l'ampleur. 5 500 lycéens et 400 fonctionnaires ont défilé dans la matinée à Grenoble, selon la préfecture de l'Isère. De légers incidents ont éclaté à la fin du défilé. A Lyon, un millier de lycéens ont défilé, soit le double de la manifestation de mardi. A Toulouse, les manifestants étaient 3 000 selon les organisateurs et 1 700 d'après la police, contre 400 il y a deux jours.

**"ON A TOUS EU 16-20 ANS"**

L'UNL et la Fédération indépendante lycéenne (FIDL) ont reçu le soutien d'une quinzaine d'organisations syndicales, d'enseignants, d'étudiants et de parents d'élèves. Dans un communiqué conjoint diffusé mercredi soir, ils ont réaffirmé leur "volonté commune de défendre le service public d'éducation aujourd'hui menacé", notamment par les 11 200 suppressions de postes prévues cette année, dont environ 8 500 postes d'enseignants. Le secondaire devrait à lui seul perdre environ 8 800 postes.

Pour le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, interrogé jeudi par [Le Parisien](#), "le nombre de manifestants évolue dans des proportions raisonnables et reste très concentré sur l'Ile-de-France". "Derrière l'écran parisien, moins de 2 % des lycéens du pays sont bloqués", assure-t-il. "On a tous eu 16-20 ans, tous pu être inquiets pour notre avenir. C'est naturel, inévitable même", a ajouté le ministre. Un ton matiné de "paternalisme pour le moins poussièreux", accuse le Parti communiste dans un communiqué.

Selon le président de l'UNL, Florian Lecoultré, qui s'exprimait jeudi sur LCI, "en plus de cinq ans, on a accumulé 50 000 postes perdus". "On a atteint d'une certaine manière le point de non-retour car à plus de trente-cinq par classe dans la plupart des établissements, c'est impossible d'étudier en terminale", a ajouté le leader du syndicat lycéen.

Xavier Darcos justifie les réductions d'effectifs annoncées par les évolutions démographiques. Les effectifs du second degré ont baissé de 145 000 élèves en trois ans, et devraient encore reculer de 40 000 à la rentrée prochaine.

## REUTERS : Les lycéens toujours plus nombreux dans la rue – Jeudi 10 avril 2008 | à 20h12P

PARIS (Reuters) - Pour la cinquième fois en deux semaines, les lycéens se sont mobilisés jeudi, à Paris et dans plusieurs villes de province, contre les suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine dans l'Education nationale.

Près de 60.000 lycéens ont manifesté sur l'ensemble de la France, selon l'Union nationale lycéenne (UNL). La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) a avancé pour sa part le chiffre de 80.000 manifestants.

A Paris, les syndicats ont dénombré 35.000 manifestants et la police 19.000 lors du défilé du jardin du Luxembourg jusqu'aux abords du ministère de l'Education.

"De plus en plus de lycéens se sentent concernés et le mouvement ira crescendo tant qu'on aura pas de réponse concrète", a déclaré à Reuters le président de l'UNL, Florian Lecoultré.

Il a souligné que son organisation, qui hésitait à se rendre à la rencontre prévue vendredi avec le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, serait finalement présente "pour lui présenter les revendications des lycéens."

Les organisations appellent d'ores-et-déjà l'ensemble des lycéens à se mobiliser le 15 avril si leurs revendications n'étaient pas entendues d'ici là.

"Faut-il un autre mai 68?", pouvait-on lire sur une banderole brandie par des manifestants parisiens. Fereydou Kolyaie, un professeur âgé de 58 ans, a défilé avec une photographie du chef de l'Etat portant la mention "âne". "Que peut-on attendre de Sarkozy ? Il a raté son bac", a-t-il déclaré en brandissant un article du Parisien, selon lequel

l'actuel président n'a eu son baccalauréat qu'au rattrapage.

Quatorze personnes soupçonnées de s'être livrées à des violences - deux vitrines brisées, un véhicule endommagé, des vols avec violences - en marge de la manifestation ont été interpellées, a dit la préfecture de police de Paris. En outre, quatre personnes ont été appréhendées après la dislocation du cortège, dont une en possession d'un marteau brise-vitre.

Signe d'une hausse de la mobilisation, 5.500 lycéens et 400 fonctionnaires ont défilé dans la matinée à Grenoble, selon la préfecture de l'Isère. A Lyon, un millier de lycéens sont descendus dans la rue, le double de la manifestation de mardi. A Toulouse, les manifestants étaient 3.000 selon les organisateurs et 1.700 d'après la police, contre 400 il y a deux jours. Dans le centre de Bordeaux, les manifestants étaient 500 à 600 à défilé.

**"PATERNALISME POUSSIÉREUX"**

Après une mobilisation déjà accrue mardi à Paris, l'UNL et la Fédération indépendante lycéenne (FIDL) ont reçu le soutien d'une quinzaine d'organisations syndicales, d'enseignants, d'étudiants et de parents d'élèves.

Dans un communiqué conjoint diffusé mercredi soir, ils réaffirmèrent leur "volonté commune de défendre le service public d'Education aujourd'hui menacé".

Ils dénoncent les 11.200 suppressions de postes prévues cette année, dont environ 8.500 postes d'enseignants. Le secondaire devrait à lui seul perdre environ 8.800 postes.

"Les suppressions de postes, c'est le lot des lycéens malheureusement", a déploré sur LCI Florian Lecoultré.

"On a atteint d'une certaine manière le point de non retour car à plus de 35 par classe dans la plupart des établissements c'est impossible d'étudier en terminale", a-t-il déclaré.

Pour Xavier Darcos, interrogé jeudi par [Le Parisien](#), "le nombre de manifestants évolue dans des proportions raisonnables et reste très concentré sur l'Ile-de-France".

"Derrière l'écran parisien, moins de 2% des lycéens du pays sont bloqués", assure-t-il. Ses services n'ont diffusé jeudi que les chiffres de grévistes en région parisienne.

"Le fait que les manifestations reviennent tous les ans quasiment avec des degrés plus ou moins forts montre bien que ce n'est pas seulement une question de postes en plus ou en moins : ils manifestent un malaise", ajoute-t-il.

Un ton matiné de "paternalisme pour le moins poussièreux", accuse le Parti communiste dans un communiqué.

"Ce n'est pas archaïque de refuser les suppressions de postes pour diminuer le nombre d'élève par classe quand on a pour objectif un enseignement de qualité", dit-il.

Xavier Darcos justifie les réductions d'effectifs annoncées par la baisse démographique. Les effectifs du second degré ont baissé de 145.000 élèves en trois ans et devraient encore reculer de 40.000 à la rentrée prochaine, dit-il.

## LIBÉRATION.FR : Le mouvement lycéen monte en puissance - jeudi 10 avril 2008

Cordélia Bonal

Ce jeudi s'annonçait comme une journée test pour le mouvement lycéen, en progression constante ces dernières semaines. A une dizaine de jours des vacances en région parisienne et à la veille d'une entrevue entre le ministre de l'Education Xavier Darcos et les syndicats étudiants l'UNL et la Fidl, il s'agissait de frapper fort pour cette cinquième manifestation à Paris en deux semaines.

Au vu des premiers décomptes, le pari est relevé: 19.000 personnes mobilisées selon la police, deux fois plus selon des organisateurs. Essentiellement des lycéens de la région parisienne mais aussi des

enseignants et quelques étudiants de l'Unef venus en renfort.

Mardi, ils étaient entre 8.500 selon la police et 20.000 selon les organisateurs à protester contre les 11.200 suppressions de postes à la rentrée et la généralisation du bac pro en trois ans.

Rassemblés derrière les banderoles au nom de leurs «bahuts en lutte», les lycéens ont une fois encore scandé «on n'est pas fatigués» ou «Sarkozy, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue», mais aussi le numéro de leur département («7-8», «9-3»...). Le tout dans un joyeux mélange de styles: sweat-casquettes-capuches, tectonik, keffieh-balléris, punk...

**«30 maximum par classe»**

Assurant être «déterminés à sauver (leurs) profs», ils se veulent précis dans leurs revendications, fuyant les grands discours: «30 maximum par classe», «le maintien de toutes les options et des demi-groupes pour les langues», «le maintien du bac pro en quatre ans»...

«C'est maintenant qu'il faut enfoncer le clou», insiste Antoine, en terminale L au lycée Galilée de Cergy (Val d'Oise). «Ça fait trois ans que je suis dans des classes de 35, c'est impossible de travailler correctement comme ça. A moins d'être dans les bons quartiers, où les élèves sont disciplinés. Mais évidemment c'est en banlieue, là où



*c'est déjà le plus difficile, qu'on enlève le plus de postes.» Comme beaucoup, il craint un essoufflement du mouvement après les vacances, surtout chez les terminales, qui doivent penser au bac: «Un mois de blocages, un mois sans réviser du tout, ça commence à devenir difficile.»*



(DR)

*Ils étaient entre 20.000 et 40.000 dans la rue à Paris cet après-midi pour leur cinquième manifestation en deux semaines. Soit deux fois plus que mardi.*

Pour Marie-Lou, en seconde au lycée Van-Gogh d'Aubergenville (Yvelines), «sept postes en moins à la rentrée», l'approche du bac n'est pas un problème: «Si les terminales baissent les bras, les secondes et les premières seront là pour prendre le relais. Et à un moment donné il faudra bien qu'on nous écoute.»

**«Ne pas lâcher»**

Quant à Shana et Fatou, en bac pro secrétariat à Chatenay-Malabry, elles sont venues pour dénoncer la disparition des BEP qu'entraînerait la généralisation du bac pro en trois ans: «Et nos petits frères, ils iront où?» Depuis trois semaines, les deux jeunes filles sont de toutes les manifs, déterminées à «ne pas lâcher». Avec une vague inquiétude cependant: les «fouteurs de merde» qui «ne savent même pas pourquoi on manifeste, ils ont juste la haine contre Sarkozy».

De fait, comme lors des précédentes manifestations, un groupe de jeunes, foulards et cagoules, s'est rapidement positionné en tête de cortège pour lancer pierres et bouteilles sur l'important cordon de CRS. Ces derniers ont répondu en chargeant à plusieurs reprises et en faisant usage de gaz lacrymogène.

Un «épiphénomène», à en croire Armelle, qui enseigne la SVT à Aubergenville. Ses élèves renchérissent: «De toute façon on est bien plus nombreux qu'eux, et tant qu'on restera groupés et qu'on aura un service d'ordre, ils ne pourront pas faire grand chose». Mais pour d'autres, «ils nuisent au mouvement, en permettant à Darcos de faire l'amalgame entre les lycéens concernés et les casseurs, et parce que beaucoup de lycéens ne vont pas manifester par peur des violences».

Reste que, les lycéens le savent, il sera difficile de faire reculer un Xavier Darcos inflexible. La réforme du lycée «n'est pas quantitative mais qualitative», a-t-il encore insisté jeudi devant le Sénat, après avoir déclaré mardi que «tout cela prenait des proportions hystériques».

## **NOUVELOBS.COM : MANIFESTATIONS LYCEENES : Plusieurs milliers de lycéens ont manifesté à Paris : Ils étaient mardi après-midi entre 8.500 et 20.000 à Paris, pour protester contre les suppressions de postes. 12 interpellations ont eu lieu – Mercredi 09 avril 2008 | à 11:32**

Entre 8.500 (selon la police) et 20.000 personnes (selon le syndicat lycéen UNL) ont manifesté mardi 8 avril à Paris, pour protester contre les suppressions de postes annoncées pour la rentrée. Douze d'entre elles ont été interpellées après divers incidents.

La manifestation a donné lieu à quelques incidents : à deux reprises, des manifestants placés en tête de cortège ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ont répondu en chargeant et en faisant usage de gaz lacrymogènes.

Peu après 16h30, au moins douze interpellations avaient été effectuées par des policiers en civils. Les forces de l'ordre ont bloqué les manifestants boulevard des Invalides, les contraignant à refluer avant le terme de la manifestation initialement prévu à Saint-François Xavier.

Le cortège est parti peu après 14h00 du jardin du Luxembourg, en direction de la station de métro Saint-François Xavier, proche du ministère de l'Éducation.

**"Rendez nous nos profs"**

L'UNL, qui avait initialement évalué le nombre de manifestants à 10.000, a affirmé qu'ils étaient 20.000 deux heures après le début du cortège.

Jeudi 3, lors d'une précédente journée de mobilisation, ils étaient à Paris 6.700 participants selon la police, entre 17.000 et 20.000 selon les organisateurs.

Les manifestants, des lycéens venus de toute la région francilienne, défilait derrière une banderole sur laquelle était écrit : "Rendez nous nos profs". Ils étaient encadrés par un important service d'ordre, notamment d'enseignants du Snes-FSU (majoritaire dans le second degré).

Parmi les slogans, on pouvait entendre: "on n'est pas fatigués", "non, non, non aux suppressions, oui oui oui à notre éducation", ou encore "nous ne sommes pas de la chair à patron, nous voulons une vraie éducation".

**"Sauvons nos BEP"**

11.200 postes seront supprimés à la rentrée, dont 8.830 dans l'enseignement public. Ici, une pancarte affirmait: "Classes surchargées, postes de profs supprimés, c'est la merde dans nos lycées", là, une autre demandait "faut-il un nouveau Mai 68?" "Sauvons nos BEP, non au bac pro en 3 ans", pouvait-on aussi lire sur une banderole qui faisait allusion à la réforme en cours visant à faire passer le bac pro en trois ans au lieu de quatre actuellement.

Florent Lecoultré, président de l'UNL, premier syndicat lycéen, a déclaré à la presse que c'était "le moment où jamais (pour le gouvernement) d'entendre les lycéens. On va profiter des vacances pour aller jusqu'au bout et être entendus", a-t-il assuré. "Les lycéens sont attachés à un service public d'éducation", selon lui. "On est là pour dire à Darcos: écoutez-nous, on

refuse les suppressions de postes", a affirmé de son côté Hannah Boisson, de la Fidl.

Dans le cortège figuraient en outre le Mouvement des jeunes socialistes et le Mouvement jeunes communistes.

**Interpellations dans le Val-de-Marne**

Par ailleurs, une vingtaine de personnes ont été interpellées mardi matin dans le Val-de-Marne lors d'incidents en marge de manifestations de lycéens, principalement à Créteil, a-t-on appris de source policière à la mi-journée. Sept personnes ont été interpellées à Créteil pour jets de pierre lors d'une manifestation rassemblant environ 400 personnes, des lycéens auxquels s'étaient joints des casseurs, selon la même source.

Un policier a été blessé à la jambe par un projectile et les forces de l'ordre ont fait usage de leur flashball à trois reprises pour disperser les manifestants.

En milieu de journée, un groupe de jeunes, dont le nombre n'a pas été précisé, a pénétré dans le centre commercial régional de Créteil, dont la plupart des magasins ont fermé leur rideau. Une dizaine de jeunes ont été interpellés après des vols commis dans un hypermarché.

Six autres personnes avaient été interpellées en début de matinée aux abords du lycée Darius-Milhaud du Kremlin-Bicêtre pour des jets de projectile et des incendies de poubelles.

## **NOUVELOBS.COM : EDUCATION NATIONALE : Suppressions de postes : 4 établissements scolaires occupés – Jeudi 09 avril 2008 | à 11:31**

Parents, élèves et professeurs se sont retranchés dans les trois collèges et le lycée Victor-Hugo de Colomiers, près de Toulouse dans la nuit de mardi à mercredi.

Des parents, élèves et professeurs, opposés à des suppressions de postes prévues dans les trois collèges et le lycée Victor-Hugo de Colomiers, près de Toulouse, ont occupé ces établissements dans la nuit de mardi 8 au mercredi 9 avril, a indiqué la FCPE.

Ces occupations ont mobilisé 120 personnes au lycée Victor-Hugo et une quinzaine dans chacun des collèges Jean-Jaurès, Léon-Blum et Voltaire, a expliqué à l'AFP Annie Ercolessi, membre de la FCPE, première fédération de parents d'élèves du public.

Au lycée Victor-Hugo, qui compte 1.800 élèves, quatre postes d'enseignants sont menacés de suppression, ainsi que 2,5 postes de personnels

non enseignants et les surveillants sont passés de 25 à 15 en quatre ans, a-t-elle indiqué.

**Pas d'incident**

Les occupations, qui se sont déroulées sans incident, ont été précédées de quatre débats publics mardi soir, en présence d'élus locaux.

Les lycéens de Victor-Hugo ont voté mercredi matin le blocus de leur lycée, dont le proviseur a décidé la fermeture administrative, a-t-elle ajouté. (avec AFP)

# Darcos reste ferme face aux défilés lycéens

## EDUCATION

Entre 8 500 et 20 000 lycéens ont manifesté hier à Paris contre les suppressions de postes. Le ministre estime leur inquiétude « disproportionnée ».

DANS le RER B qui s'arrêtait hier près du jardin du Luxembourg pour rejoindre la manifestation parisienne du jour, c'est Olivier Ritz, un professeur de lettres militant à la CGT, qui tenait la banderole « officielle » hostile aux suppressions de postes d'enseignants, entouré d'une cinquantaine de jeunes bruyants de lycée Émile-Brontë de Nogent (Seine-et-Marne). « Les profs nous soutiennent. Ils se rejoignent pour nous accompagner dans les manif », explique Joviana, élève de seconde qui dénonce les classes surchargées « de 34 élèves » dans son lycée « fait en préfabriqué ». « On ne perd pas dix postes de prof et l'option d'arts plastiques », assure-t-il entre.

Entre 8 500 lycéens, selon la police, et 20 000, selon les syndicats, venus principalement de la banlieue parisienne, ont défilé. Parfois accompagnés d'enseignants mais le plus souvent seuls. Le cortège rassemblait aussi des jeunes socialistes et des jeunes communistes. Né il y a plus de trois semaines, le mouvement lycéen a mobilisé un peu plus que



La manifestation parisienne d'hier a permis aux lycéens de compter leurs troupes avant les cortèges de demain, qui devraient être rejoints par les étudiants de l'Unef et les syndicats d'enseignants. AFP

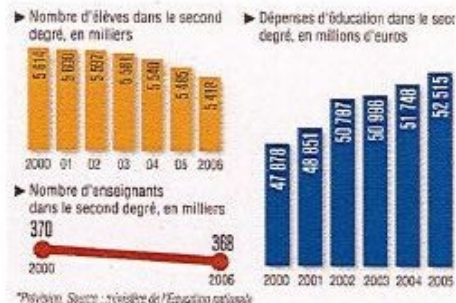
la semaine dernière mais a été émaillé de plusieurs incidents dans une ambiance parfois tendue entre lycéens et CRS. Une douzaine de jeunes ont été interpellés à Paris et dix-sept à Créteil (Val-de-Marne). Plusieurs surveillants ou responsables d'établissement ont été légèrement

blessés en Seine-Saint-Denis au cours de tentatives d'intrusion.

### Baisse régulière du nombre d'élèves

« Ce n'est qu'un échauffement avant la journée de jeudi », promet une jeune militante de l'UNL (Union nationale lycéenne).

battraient le pavé parisien. Florent Lecoulte, président de l'UNL, premier syndicat lycéen, espère grossir ses troupes, d'autant plus que l'Unef, le principal syndicat étudiant, devrait se joindre aux cortèges annoncés demain, avec les syndicats d'enseignants.



Xavier Darcos, le ministre de l'Éducation, doit recevoir les syndicats lycéens le lendemain, vendredi, mais pour leur parler « uniquement » de la prochaine réforme des filières du lycée. Bercy n'a pas laissé beaucoup de marge de manœuvre au ministre de l'Éducation puisqu'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne sera pas remplacé à la rentrée 2008. La Rue de Grenelle continue de justifier les suppressions de postes en expliquant que le nombre de lycéens baisse régulièrement depuis quatre ans. Quelque 8 500 postes d'enseignant vont être supprimés mais pour la moitié, ces suppressions seront compensées par des heu-

res supplémentaires effectués par des enseignants volontaires. Ainsi, selon Xavier Darcos, il y aura donc « que 3 500 renouvellements d'emploi à peu près un million de professeurs ». L'inquiétude est selon lui « disproportionnée par rapport aux enjeux ». « Des élèves cessent tout à des établissements, qu'ils ne veulent pas professeurs ou à l'instar des portables de la camarade, parce qu'une élève de 32 élèves passera à 33 à la rentrée prochaine, n'est-ce démesuré ? » interroge encore le ministre.

MARIE ESTELLE P

« Lire aussi l'éditorial page 15 »

## LE MONDE.FR : Plusieurs milliers de lycéens dans les rues de Paris contre les suppressions de postes - Mardi 08 avril 2008 | à 19h54



Entre 8 500 et 20 000 lycéens ont manifesté dans les rues de Paris, mardi 8 avril, contre les suppressions de postes

La manifestation des lycéens contre les suppressions de postes a mobilisé, mardi 8 avril à Paris, entre 8 500 personnes, selon la police, et 20 000,

selon le syndicat Union nationale lycéenne (UNL). Une cinquantaine de professeurs se trouvaient parmi la foule des manifestants. Le cortège est parti peu après 14 heures du jardin du Luxembourg en direction de la station de métro Saint-François-Xavier, proche du ministère de l'éducation.

Les manifestants, venus de toute la région francilienne, ont défilé derrière une banderole sur laquelle était écrit : « Rendez-nous nos profs ». Ils étaient encadrés par un important service d'ordre, notamment d'enseignants du SNES-FSU (majoritaire dans le second degré).

### INCIDENTS

Florent Lecoulte, président de l'UNL, premier syndicat lycéen, a déclaré que c'était « le moment où jamais [pour le gouvernement] d'entendre les lycéens. On va profiter des vacances pour aller jusqu'au bout et être entendus », a-t-il assuré, ajoutant que « les lycéens sont attachés à un

service public d'éducation ». A l'origine de la manifestation, l'annonce de la suppression de 11 200 postes à la rentrée 2008 dans l'éducation nationale, dont 8 830 dans l'enseignement public.

La manifestation a été émaillée de quelques incidents : à deux reprises, des manifestants placés en tête de cortège ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ont répondu en chargeant et en faisant usage de gaz lacrymogènes. Peu après 16 h 30, des policiers en civils ont procédé à au moins douze interpellations, selon les journalistes de l'AFP présents sur place. Les forces de l'ordre ont bloqué les manifestants boulevard des Invalides, les contraignant à refluer avant le terme de la manifestation.

Par ailleurs, mardi 8 avril au matin, entre 3 000 et 4 000 lycéens ont manifesté pour les mêmes raisons dans les rues de Grenoble.

## LE MONDE.FR : Dans la "cellule de crise" du rectorat de Créteil, avant la mobilisation lycéenne - Mardi 08 avril 2008 | à 14h34

Sept heures trente, lundi 7 avril, au 9<sup>e</sup> étage d'un bâtiment du quartier de l'Echat, à Créteil (Val-de-Marne). C'est le siège du rectorat de Créteil, deuxième académie de France après celle de Versailles, 3,8 milliards d'euros de budget annuel, 166 lycées. Quand les syndicats d'enseignants et les manifestants lycéens pensent « mobilisation », ici, on s'occupe avant tout de « continuité du service public » et de « sécurité des personnes ».

Le recteur, Jean-Michel Blanquer, est entouré des quelques membres de la « cellule de crise ». Depuis deux semaines, grèves, blocages et manifestations se succèdent. Les incidents aussi : intrusions de casseurs, dégradations, élèves et personnels molestés... Le recteur s'efforce de faire la distinction entre revendication et violence. Mais il ne peut pas tracer de séparation étanche. Les « bandes ultra-mobiles » qui écumant les lycées com-

prennent parfois des élèves exclus ou appartenant à un autre établissement.

Le recteur vient d'avoir un proviseur au téléphone : des menaces d'attaque de son lycée ont été repérées sur un blog. Des mesures appropriées sont mises en place, en concertation avec la préfecture. « Tôt le matin, il y a généralement peu de chose. C'est vers 10 heures que cela commence à se cristalliser », indique Laurent Petrynka, directeur de cabinet du recteur. Ce dernier ne



veut pas dramatiser : "Dans cette académie traditionnellement remuante, il y a quand même 80 % des lycées qui n'ont pas bougé". Le téléphone sonne. Une intrusion dans un lycée la semaine précédente. " Allô ? Bonjour, madame le proviseur (...) Oh, la, la... Et maintenant, vous êtes encore tuméfiée ?"

Le recteur part inaugurer à l'IUFM de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis) une formation sur l'enseignement du fait religieux. Dans la voiture, un autre proviseur est en ligne. Aux abords du lycée Georges-Brassens, à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), des jeunes, extérieurs à l'établissement, ont enflammé des conteneurs. L'un d'eux s'est brûlé et a été évacué par les pompiers.

A 10 h 30, le rectorat analyse les "remontées du terrain" : trois blocages et une AG sur toute l'académie. Mais on apprend peu après que le lycée Olympe-de-Gouges, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) vient de subir une intrusion violente. La proviseure adjointe a reçu un coup de pied dans les côtes, la conseillère principale d'éducation a aussi été frappée. Le recteur s'échappe d'un rendez-vous pour s'y rendre et passe une heure, à huis clos, avec l'équipe d'enseignants. "C'est une horde, ils arrivent d'un seul coup, ils sautent les grilles, ils tapent", commente un membre du personnel.

"Ici, déclare M. Blanquer devant une caméra de télévision, c'est un site d'excellence où l'on fait un travail remarquable, où a été ouverte une classe prépa. Il y a des gens qui plantent des arbres et d'autres qui brûlent la forêt. Mais l'institution est unie quand arrive ce genre de chose."

Au rectorat, le point de l'après-midi révèle un durcissement : le nombre de blocages est monté à huit, la proviseure du lycée Charles-de-Gaulle de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) a reçu un coup lors de l'intrusion de casseurs. Surtout, les chefs d'établissement se déclarent inquiets pour le lendemain, journée de mobilisation et de manifestation parisienne. Tous font état d'une tension croissante, marquée par des histoires de bandes, parfois des oppositions entre les lycéens des filières générales et ceux des filières professionnelles.

Le recteur, accompagné de Marie-Pierre Luigi, secrétaire générale adjointe du rectorat ("Madame moyens"), se rend pour la deuxième fois au lycée polyvalent Gutenberg, à Créteil, où des incidents sérieux ont eu lieu quelques jours auparavant. Sur 108 enseignants, 3 postes seront supprimés à la rentrée prochaine et le lycée perd une terminale S.

Pendant plus d'une heure, une trentaine d'enseignants expliquent pourquoi "ça ne passe pas". Le

recteur encaisse, argumente, répète, comme partout, que l'effectif d'élèves a baissé. Il "ne ferme pas la porte" à des aménagements si des "objectifs" sont retenus en termes de résultats. A l'extérieur de la salle, plusieurs centaines de parents attendent un compte rendu de la discussion.

Luc Cédelle

### 453 000 dossiers de préinscription dans le supérieur

Selon un bilan établi par le ministère de l'enseignement supérieur, lundi 7 avril, 453 000 lycéens ont rempli un dossier de préinscription dans l'enseignement supérieur. Ce système, obligatoire depuis cette année, impose à chaque lycéen voulant s'inscrire à l'université de remplir un dossier qui comprend le choix de la filière et les notes obtenues en terminale. Les universités donnent ensuite un avis sur les chances de succès des futurs bacheliers. En février 2007, près de 1,75 million de vœux ont été présentés, soit 4 en moyenne par lycéen. Sur les 453 000 futurs bacheliers, seuls 90 000 ont demandé un entretien avec un enseignant pour discuter de leur choix. Les lycéens les plus faibles semblent percevoir ce dispositif comme une sélection déguisée.

## LIBÉRATION : Les lycéens mettent la pression, Darcos reste sur ses positions - vendredi 4 avril 2008

VÉRONIQUE SOULÉ

«Le blocus, c'est antidémocratique, mais on ne peut pas faire autrement. Si on pouvait dialoguer et qu'on nous redonne nos postes [d'enseignants, ndr], ce serait mieux», Adrien, 16 ans, en première ES (économique et social) au lycée Eugène-Delacroix de Maisons-Alfort (Val-de-Marne), a laissé ses camarades aller, hier, à la manifestation parisienne. Lui est resté avec un petit groupe pour maintenir le blocus : «Demain on le lève. Car il y a des dons de sang dans le lycée, et les terminales doivent rendre des papiers pour leur inscription après le bac. Mais s'il n'y a rien, on repartira.»

**Relais.** Le lycée Eugène-Delacroix est bloqué depuis mardi. «On nous supprime 9 postes à la rentrée, ça veut dire qu'on va se trouver à 40 par classe, explique Adrien, et l'option hébreu va sauter. Alors que la culture ça compte, on s'est fait avec ça.» Comme la grande majorité des lycéens mobilisés, il n'appartient à aucune organisation. Il est simplement révolté devant la réduction drastique du nombre d'enseignants : «Qu'au moins on remplace nos profs qui partent en retraite.»

Alors que la mobilisation des enseignants contre les 11 200 suppressions de postes dans l'Education à la rentrée 2008 marque le pas, celle des lycéens ne faiblit pas. Comme si les élèves

prenaient le relais de leurs professeurs pour défendre leurs conditions d'enseignement.

Ils étaient ainsi encore plusieurs milliers - plus de 15 000 selon les organisateurs, 6 700 selon la police - à manifester hier à Paris mais aussi à Toulouse. Très minoritaire comme le répète le ministre de l'Education, Xavier Darcos, - «moins de 2 % des lycées sont touchés» -, le mouvement a plutôt tendance à s'étendre, notamment en Ile-



Les lycéens manifestaient jeudi dans les rues de Paris. (Photo Reuters)

de-France - avec 20 % de lycées dans la bataille, selon Darcos. Parti des académies de Créteil et de

Versailles, il touche désormais Paris, mais aussi Blois, Montpellier, Marseille.

Avant d'aller manifester, Sarah, en terminale L au lycée Colbert à Paris, participait hier au blocage de son établissement où l'épreuve orale de TPE (travaux personnels encadrés) a dû être annulée, une note qui compte pour le bac. «Chez nous l'option arts plastiques est menacée, assure-t-elle, même si je quitte l'Education à la fin de l'année, je suis solidaire avec les autres qui sont dans les classes suivantes.» A Colbert, deux postes disparaissent l'an prochain et une classe de première S (au total 66 heures d'enseignement hebdomadaires).

**Projectiles.** Face aux remous, Xavier Darcos reste de marbre : pas question de revenir sur ces suppressions de postes «largement discutées depuis août» et votées par le Parlement en novembre. Hier, il s'est rendu au rectorat de Créteil pour condamner les incidents qui ont émaillé une manifestation - jets de projectiles, bris de vitres contre le rectorat et deux lycées. Six jeunes ont été interpellés. Le ministre a demandé «à certains professeurs extrémistes» qu'ils réfléchissent «au risque qu'il y a à jeter des élèves dans la rue». Et conclu qu'il n'y avait «pas de raison chiffrée, objective» à ces manifestations.

## NOUVELOBS.COM : EDUCATION : Plusieurs milliers de lycéens ont manifesté contre les réductions d'effectifs - jeudi 03 avril 2008 | 20:52

Ils étaient 15.000 à Paris selon les organisateurs. D'autres rassemblements ont eu lieu en province. Le ministre Xavier Darcos condamne les exactions qui ont eu lieu en marge de certains cortèges.

Plusieurs milliers de lycéens - 6.700 participants selon la police, entre 17.000 et 20.000 selon les organisateurs- ont manifesté jeudi 3 avril dans l'après-midi à Paris, de Luxembourg au ministère de l'Education, pour protester contre les suppressions de postes prévues à la rentrée 2008. Les manifestants, qui ont répondu à l'appel de la Fidl (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne) et de l'Unl (Union nationale Lycéenne),

doivent rejoindre les abords du ministère de l'Education nationale.

### Ambiance assez tendue

Le cortège a commencé à se disperser place André Tardieu, dans le VII<sup>e</sup> arrondissement. Il a été tout le long précédé d'un cordon de CRS équipés de casques, boucliers et matraques. Devant la banderole de tête proclamant: "non, non, non aux suppressions de postes", plusieurs rangs d'un service d'ordre mis en place par plusieurs syndicats enseignants ouvrent la marche. Les commerçants fermaient leurs boutiques au passage du cortège.

L'ambiance était assez tendue à l'avant du cortège mais sans incident notable. Des groupes de jeunes ont fait face aux CRS en leur envoyant quelques projectiles et des policiers en civil portant un brassard ont plusieurs fois chargé brièvement, procédant à quelques interpellations.

### "Pas de raison"

Le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, venu au rectorat de l'académie de Créteil (Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne) pour témoigner son soutien aux personnels après les incidents survenus mardi et jeudi à Créteil, a condamné les exactions commises en



marge de manifestations lycéennes, tout en réaffirmant qu'il n'y avait "pas de raison chiffrée, objective" aux manifestations contre les suppressions de postes.

"Les proportions que prennent ces manifestations, les débordements qui les accompagnent sont regrettables", a-t-il dit.

Il a tenu à faire une distinction entre "d'un côté le droit (des lycéens, ndlr) de manifester, de se faire entendre" et "ceux qui s'attaquent aux bâtiments publics, aux personnels, aux élèves".

"Là, nous sommes dans la délinquance", a-t-il dit et "nous ne tolérerons pas ces exactions".

Six jeunes gens ont été interpellés jeudi à Créteil lors d'incidents en marge d'une manifestation de lycéens à laquelle s'étaient mêlés des groupes de casseurs.

Xavier Darcos a par ailleurs souhaité "dire à certains professeurs extrémistes" de réfléchir "au risque qu'il y a à jeter des élèves dans la rue". "Cette violence me paraît disproportionnée par rapport aux enjeux", a-t-il dit, en répétant qu'il n'y avait "pas de raison chiffrée, objective" à ces manifestations.

#### "Un lycée qui marche"

"Ce que veulent les lycéens, c'est un lycée qui marche" et "ce n'est pas en ajoutant ici une heure ou un enseignant qu'on règlera le problème de fond", a déclaré Xavier Darcos, en soulignant qu'il y avait "moins de 2% des lycées" en France concernés par ces manifestations.

Il a reconnu que le mouvement de protestation était "plus important en Ile-de-France" avec environ "20% des lycées concernés".

A Créteil, la police a dû faire usage jeudi de gaz lacrymogènes à l'encontre des fauteurs de trouble, qui ont caillassé les forces de l'ordre.

Des dégradations ont notamment été commises au lycée professionnel et technique Gutenberg, où trois élèves ont été blessés "dans la panique" provoquée par l'intrusion de jeunes masqués, selon la proviseure Isabelle Oriol, un portail endommagé et des vitres cassées.

Des manifestants - sans "banderoles ni slogans", a souligné le rectorat - ont aussi jeté des pierres sur le rectorat.



Les manifestations lycéennes à Paris (Sipa)

Jean-Louis Auzan, proviseur du lycée Léon-Blum visé mardi par une intrusion, a évoqué une "opération commando" et "des actes qui n'ont rien à voir avec le mouvement lycéen".

#### "Une réussite"

Du côté des lycéens parisiens, Hannah Boisson, déléguée de la Fidl, qui a chiffré la participation entre 15.000 et 20.000 manifestants, a estimé que cette nouvelle action constituait "une réussite parce que les lycéens se mobilisent. Cela montre au gouvernement qu'on est toujours là", a-t-elle ajouté.

Elle a mis en garde le président de la République : "Attention à vous M. Sarkozy, si vous annoncez trop de suppressions, on sera encore dans la rue. On sera encore là demain s'il le faut".

Les lycéens lui faisaient en quelque sorte écho, scandant: "on n'est pas fatigués". Parmi les autres slogans: "contre les suppressions, une seule solution, la manifestation", "un même droit à l'éducation dans tous les lycées dans toutes les régions".

#### "Mouvement qui s'amplifie"

"Le mouvement continue de s'amplifier, c'est un signe que le gouvernement ne va pas pouvoir rester longtemps sur sa position", a déclaré de son côté Léo Moreau, vice-président de l'UNL, qui a estimé le nombre de manifestants à 15.000. Pour lui, l'annonce de nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires, relèverait "au minimum de l'irresponsabilité, au pire de la provocation vis-à-vis du mouvement lycéen".

"On ne veut pas de réforme de l'Ecole sur une logique de restriction budgétaire", a-t-il ajouté, en référence au rendez-vous de son syndicat mardi avec Xavier Darcos "officiellement sur la réforme du lycée".

Parmi la multitude de pancartes, on pouvait lire "M. le Recteur, vous êtes un voleur", "DaKos nuit à votre éducation", "Les profs = la misère, les élèves = la galère" ou encore "Les profs, une espèce en voie de disparition".

#### Nouvel appel à manifester

Plus tôt dans la journée, plusieurs centaines de lycéens se sont rassemblés sur l'avenue des Champs-Élysées. Ils étaient 500 à 600 selon la Fidl, "plusieurs centaines" selon la police, à parcourir l'avenue. Selon la Fidl, il s'agissait d'un groupe venu de plusieurs établissements des Hauts-de-Seine

La FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne) et l'UNL (Union nationale Lycéenne) avait de nouveau appelé les lycéens à manifester jeudi dans toute la France. Des rassemblements étaient prévus notamment à Lyon (départ à 14h de la place Bellecour) et à Marseille (départ du Vieux-Port à 14h).

Les syndicats lycéens protestent depuis plusieurs semaines contre les suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre 2008 à l'Education nationale, essentiellement dans le second degré.

Lors de la manifestation de mardi 1er avril, la police avait comptabilisé à Paris 4.500 manifestants, les organisateurs 15.000. Le précédent défilé, jeudi 27 mars, avait rassemblé entre 2.000 et 6.000 personnes, selon les sources.

## LE MONDE.FR : La réduction de ses marges budgétaires met M. Darcos en difficulté - LE MONDE | Jeudi 03 avril 2008 | 11h22 • Mis à jour le jeudi 03 avril 2008 | 19h07

Les banderoles syndicales sont ressorties, jeudi 3 avril, deuxième journée de manifestations contre les suppressions de postes dans les lycées, et chacun se demande si l'heure de l'affrontement est venue dans l'éducation nationale. Protestations "rituelles", relativise le ministre, Xavier Darcos. Mais les dossiers chauds s'accumulent pour le ministre. La plupart de ses difficultés sont liées au fait que sa marge de manœuvre budgétaire s'amenuise.

#### Des milliers de lycéens manifestent contre les suppressions de postes

Jeudi 3 avril, des milliers de lycéens ont manifesté à nouveau dans plusieurs villes de France pour protester contre les suppressions de postes à la rentrée 2008.

**Paris.** Les manifestants étaient entre 15 000 et 20 000, selon les organisateurs.

**Toulouse.** Les manifestants étaient entre 700 (selon la police) et 2 000 (selon les organisateurs). Pour le second jour consécutif, le lycée polyvalent rive gauche et le lycée professionnel du Mirail à Toulouse ont été bloqués. A Muret (sud de Toulouse), le lycée Pierre-d'Aragon a également été bloqué.

**Île-de-France.** 23 lycées ont été bloqués, souvent par une poignée d'élèves. Des rassemblements ont regroupé de 50 à 150 élèves (selon la police) devant des établissements d'Ivry-sur-Seine, Maisons-Alfort, Vitry-sur-Seine, Thiais ou Champigny-sur-Marne. Six jeunes gens ont été interpellés à Créteil, en marge d'une manifesta-

tion de lycéens à laquelle s'étaient mêlés de petits groupes de casseurs.

**Marseille.** Une soixantaine d'enseignants en grève ont bloqué le lycée Victor Hugo, un établissement classé en zone d'éducation prioritaire. (AFP, Reuters)

**Les suppressions de postes.** C'est la question principale. La grogne actuelle découle des 11 200 suppressions de postes d'enseignants décidées en juillet 2007 pour la rentrée 2008. Le ministère répète que ces suppressions suivent la réduction des effectifs du secondaire (150 000 élèves de moins sur les trois dernières années) et ne modifie pas le "taux d'encadrement". Mais elles provoquent de fortes tensions locales. Et l'inquiétude règne au sujet des suppressions futures. Les dépenses à venir de l'Etat doivent être examinées vendredi 4 avril, en présence de Nicolas Sarkozy, lors d'un conseil sur la modernisation des politiques publiques. M. Darcos bataille pour sauver ses crédits. Les syndicats font monter la pression. "Sur la lancée actuelle, d'ici à 2012, ce sont 85 000 postes d'enseignants en moins avec 150 000 élèves en plus dans le système scolaire, assure Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA. Et ça va être chaud, car cela concerne non seulement les enseignants et les élèves, mais aussi les parents et les collectivités territoriales."

**La réforme du bac.** Concernant les bacs généraux, M. Darcos veut revaloriser les séries littéraires. Il préfère parler d'une nécessaire "évolution" des filières du lycée, où les élèves seraient "mieux

répartis". Mais les enseignants et les élèves en concluent qu'une réforme est en vue, qui va réduire les options, et dont le but est d'économiser des postes.

Le même soupçon pèse sur la généralisation du bac professionnel en trois ans (soit comme les autres baccalauréats). Une moitié des syndicats des lycées professionnels approuve, l'autre y voit la volonté de faire des économies.

#### M. Darcos enjoint aux lycéens de "ne pas poser tout ça en termes mathématiques"

Si Xavier Darcos a assuré, jeudi 3 avril sur France-Culture, "comprendre l'inquiétude des lycéens", le ministre de l'éducation a ajouté qu'ils étaient "pris dans une autre logique, qui est celle des syndicats", et leur a enjoint de "ne pas poser tout ça en termes mathématiques".

Evoquant une "école à la traîne", il a appelé les lycéens, qu'il doit recevoir la semaine prochaine, à participer à la "réforme du lycée", jugeant que le baccalauréat est en comparaison "une question presque secondaire". Selon le ministre, "il faut que nous réformions, que nous fassions un lycée moderne, une terminale qui prépare à l'enseignement supérieur, que nous préparions mieux les lycéens à la compétition d'aujourd'hui". - (Avec AFP.)

**L'évolution du métier.** La Commission pour l'évolution du métier d'enseignant, constituée en septembre 2007, a rendu le 4 février son rapport ou "Livre vert", qui devrait être suivi d'un "Livre

blanc" exposant les choix du ministère. Mais le processus est en panne tant que la question budgétaire reste en suspens. Les enseignants se méfient de tout ce qui assouplirait les statuts. Parallèlement, le chef de l'Etat et le ministre de l'éducation ont évoqué une "revalorisation" et promis de "mettre le paquet" sur les jeunes enseignants. Ils ont ainsi fait lever des espoirs qu'ils ne peuvent décevoir sans risques.

**La réforme du primaire.** Elle avait commencé en septembre avec l'annonce de la suppression du

samedi matin, suivie d'une concertation sur la manière de consacrer aux élèves en difficulté le temps ainsi libéré. Mais les projets de programmes annoncés le 20 février suscitent une contestation comparable à celle provoquée en 2006 par Gilles de Robien sur la lecture. Seule la frange "antipédagogue", soit une minorité de la profession, approuve. Les autres demandent un moratoire.

Persuadé d'avoir l'opinion de son côté, M. Darcos veut passer en force. Cette perspective lui a valu

une *standing ovation* des députés UMP mercredi 2 avril à l'Assemblée. "Dans l'éducation, on ne vit plus sous l'empire de la grande réforme, expliquait-il pourtant en octobre 2007. Lorsque vous montez une citadelle, vous déclenchez l'assaut général. Ce qu'il faut, c'est un processus de lente appropriation."

**Luc Cédelle**

## LE MONDE.FR : Le lycée Ronsard, à Vendôme, bien noté - LE MONDE | Mercredi 02 avril 2008 | 16h57 • Mis à jour le mercredi 02 avril 2008 | 16h57

**VENDÔME (LOIR-ET-CHER) ENVOYÉE SPÉCIALE**  
On ne le verra jamais au Top 50 des meilleurs lycées de France. Et pourtant, au regard des indicateurs que publie le ministère de l'éducation nationale, mercredi 2 avril, le lycée public Ronsard de Vendôme (Loir-et-Cher) fait figure de pépite.

Au baccalauréat 2007, 96 % des élèves ont décroché leur diplôme, soit dix points de mieux que ce qu'on pouvait attendre d'eux, compte tenu de leur âge et de leur milieu sociologique. Surtout, ces très bons résultats ne sont pas le fait d'une sélection à outrance - ni dans le recrutement des élèves ni pendant leur scolarité - comme la pratiquent certains lycées d'élite. Bien au contraire : à Ronsard, 81 % des élèves de seconde ont obtenu le bac là où, pour le même type d'élèves, les résultats nationaux atteignent 71 %.

### Les indicateurs de réussite et d'efficacité

Pour la quinzième année consécutive, le ministère de l'éducation nationale publie, mercredi 2 avril, sur son site Internet, les indicateurs de résultats des lycées.

A côté du traditionnel taux de réussite au baccalauréat, deux autres indicateurs - dont le taux d'accès des élèves de 2<sup>e</sup> et de 1<sup>er</sup> au baccalauréat - permettent d'apprécier le caractère plus ou moins sélectif des établissements.

Par ailleurs, les taux de réussite et d'accès de chaque lycée sont comparés à des taux "attendus", calculés en tenant compte de l'âge et de l'origine sociale des élèves. La différence entre les deux permet de définir "la valeur ajoutée" du lycée, c'est-à-dire de son efficacité relative.

Le proviseur, Alfred Pielot, a son explication : "On met le paquet sur la classe de seconde. Je considère que c'est le véritable point d'ancrage de la réussite au lycée." Tous les ans, les élèves de seconde ont droit à une rentrée à part et M. Pielot défille dans les classes pour porter la bonne parole : "L'objectif majeur, cette année, c'est de maîtri-

ser la qualité de l'écrit", leur explique-t-il, entre autres.

Les professeurs principaux surveillent, quant à eux, leurs élèves de seconde comme le lait sur le feu et les aident avec les conseillers d'orientation psychologues à trouver leur voie ou à se remotiver à travers différents ateliers.

Marion, 17 ans, a bénéficié de cet encadrement rapproché. Elle était démotivée à son arrivée, ses notes s'en ressentaient : 4 de moyenne en français, 8,5 en maths, 6 en sciences de la vie et de la terre. Ses parents souhaitaient qu'elle fasse une 1<sup>re</sup> S, forts de ses bons résultats en 3<sup>e</sup> dans les matières scientifiques. Mais, en février, à la faveur d'un atelier "orientation", Marion s'est découvert un goût pour les études plus littéraires.

Un deuxième atelier, organisé en direction des élèves en difficulté, a confirmé ses choix. "Je veux être journaliste et faire une prépa Sciences Po ou un IUT. Et je donnerai tout ce que je peux pour y arriver." La motivation retrouvée, les notes ont suivi. Sa moyenne en français a grimpé à 14,5.

Avec un effectif de 1 180 élèves, l'ambiance est très conviviale à Ronsard. Des animations soutiennent l'équipe éducative et les élèves. Dès 2002 s'est mis en place un projet d'établissement centré sur la seconde. "Il faut déceler au plus tôt les élèves en difficulté", explique Aurore Plessis, professeur principale. On n'attend pas la fin du premier trimestre, mais on fait un mini conseil de classe juste après les vacances de la Toussaint." Et quand les choses dérapent, contact est pris avec les élèves et les parents afin de comprendre ce qui ne va pas.

Fait rarissime dans les établissements scolaires, les élèves sont invités à participer au conseil de classe quand leur cas est évoqué. "On leur demande pourquoi ils ont baissé dans telle ou telle matière. Ils n'ont pas la sensation d'être des pions", poursuit Aurore Plessis. Leur participation est facultative mais, dans tous les cas, chaque

conseil de classe fait l'objet d'une restitution collective en classe.

Pour éviter l'absentéisme au moment des contrôles, tout devoir manqué doit être fait au retour dans le bureau du conseiller principal d'éducation (CPE). "Ce qui me semble important, c'est que nous travaillons en équipe, en concertation avec les professeurs. Mais, bien sûr, nous connaissons nous aussi des échecs", remarque Michèle Gayet, la CPE responsable des élèves de 2<sup>de</sup>.

Parfois, la sanction tombe. Une élève en terminale STG (sciences et techniques de gestion), qui ne travaillait plus, a fait l'objet d'une exclusion de trois jours. "Cela a fait l'effet d'un électrochoc et la gamine s'est remise au travail", remarque Aurore Plessis. "Chaque année, nous accueillons des élèves redoublants d'autres établissements et ils nous disent : "Vous êtes fous à Ronsard, on n'a jamais bossé comme ça", s'amuse le proviseur.

Le lycée compte des filières générales (L, S, ES), technologique (STG), ainsi qu'une section d'enseignement professionnel (vente action marchande, comptabilité et secrétariat). "Cette diversité nous aide à déterminer la filière de réussite de l'élève, commente le proviseur. Elle nous donne une sérénité de gestion."

Chaque année, deux ou trois élèves de seconde intègrent les filières professionnelles et des jeunes de BEP passent en filière technologique. C'est ce que souhaiterait faire Rodrigue, 16 ans, actuellement en BEP. "J'ai des camarades qui l'ont fait l'an dernier. De savoir ce qu'il était possible, cela m'a motivé", explique-t-il. Seul élève, l'adolescent fait de la boxe de manière intensive et a des résultats insatisfaisants à l'écrit. "J'ai peur que tu aies beaucoup de difficultés en 1<sup>re</sup> technologique", lui explique sa professeure de français et d'histoire, Pascale Goumet-Beauvais. Ce que nous voulons, c'est que tu sois heureux."

**Martine Laronche**

## LE MONDE : EDUCATION : Effervescence croissante dans l'enseignement secondaire : Les 11 200 suppressions de postes annoncées mobilisent enseignants et lycéens - Article paru dans l'édition du vendredi 28 mars 2008

Reconnu par le premier ministre, François Fillon, le resserrement des contraintes économiques contribue à remettre au premier plan le dossier de l'éducation, premier budget de l'Etat, donc premier visé en cas de plan d'économies budgétaires. Depuis quelques semaines, l'heure est à l'effervescence dans de nombreux établissements, principalement en banlieue parisienne, touchés par des suppressions de postes à la rentrée 2008. Jeudi 27 mars, une intersyndicale, comprenant principalement la FSU, FO, la CGT et SUD, appelait les enseignants à faire grève dans l'académie de Créteil, la deuxième de France. Cette mobilisation a été relayée par un appel des deux organisations lycéennes, l'Union nationale lycéenne (UNL)

et la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), à manifester à Paris et dans les grandes villes. Sur le plan national, la FSU, en pointe dans cette agitation, prévoit d'ores et déjà une manifestation le 18 mai prochain.

Jusqu'à présent, ces mouvements n'atteignent pas, cependant, le caractère d'une fronde généralisée. Même si le mécontentement est patent, les enseignants rechignent à faire grève, et leurs organisations syndicales ne sont pas toutes sur la même ligne. Le rapport de la commission sur l'évolution du métier d'enseignant, rendu le 4 février, est considéré comme « une vraie provocation » par certaines organisations comme le SNES-FSU, alors que le SE-UNSA ou le SGEN-

CFDT y voient matière à discussion. D'autre part, le calendrier tournant, selon les zones, des vacances de printemps rend difficile la fixation d'une échéance revendicative.

Xavier Darcos, le ministre de l'éducation, a assumé dès son entrée en fonctions la nécessité de « réduire la voilure budgétaire », mais sait qu'il ne peut pas augmenter indéfiniment la pression sur les enseignants. L'éducation est aussi une ambition, très haut placée par le chef de l'Etat lui-même, qui, dans sa « Lettre aux éducateurs » de septembre 2007, annonçait « une nouvelle Renaissance, qui n'advientra que grâce à l'éducation ». Un discours ciselé pour séduire les enseignants, auxquels a été promise une « revalorisation » qui



tarde à se concrétiser. En revanche, les suppressions de postes - 11 200 à la prochaine rentrée, dont environ 8 800 dans les collèges et lycées - sont bien réelles. Le recours massif aux heures supplémentaires ne suffit pas à les rassurer, d'autant que la perspective de nouvelles réductions se profile pour les prochaines années dans le cadre de la révision générale des politiques publiques. L'éducation est ainsi mise sous tension, et le gouvernement pris dans la contradiction de vouloir plus d'éducation avec moins d'éducateurs.

**Luc Cédelle et Catherine Rollot**